

L'effondrement du régime communiste en URSS et ses répercussions en France

Le « centre » dépossédé

Le document n'est pas l'ancien vété, il malmène sérieusement une Constitution elle-même très imparfaite et de plus en plus inadaptable à l'évolution révolutionnaire que connaît le pays depuis quelques semaines. Enfin, son application va encore se heurter à bien des résistances. Pourtant, il est clair que la déclaration des dix Républiques, présentée lundi 2 septembre au Parlement soviétique, est bien le texte de base autour duquel va s'organiser la nouvelle Union soviétique.

D'abord parce que - ses signataires l'ont à peine caché - le document est à prendre ou à laisser : ce sont désormais les Républiques qui disent le droit, leur pouvoir incontestable s'impose à un « centre » discrédité. Ensuite, parce qu'il va dans le sens de l'histoire. Les putschistes du 18 août voulaient arrêter cette histoire en empêchant la signature du traité de l'Union : deux jours plus tard, leurs amis conservateurs se retrouvent aujourd'hui dans une situation infiniment moins bonne que celle que leur promettait cet accord.

CAR l'accord des dix consacre l'effondrement du « centre », de son gouvernement - même pas mentionné - et même de son Parlement, un organisme quelque peu manifestement, avec sa division en Congrès et en Soviét suprême, et surtout mal élu puisque tout avait été fait en 1989 pour sauver les positions de l'appareil. La seule institution qui survit est la présidence de M. Gorbatchev. Le père de la perestroïka a réussi encore à sauver les meubles, mais cette fois le sien s'effondre. Son pouvoir est d'autant plus diminué qu'il sera flétri, à l'avenir, des représentants des Républiques.

Cet arrangement était de toutes manières le seul possible, mais il devait être bénéfique à terme, malgré ses nombreuses ambiguïtés. Tout redevient possible dès lors que l'adhésion à l'Union est véritablement volontaire - et l'acceptation de l'indépendance des Républiques beltes devra confirmer cette nouvelle donnée, - que chacun choisira ce qui lui conviendra dans cette Union « à la carte » bref, que le contact est amical et coopératif. Le président letton, M. Gorbunov, n'a-t-il pas laissé entendre que sa République pourrait participer à certaines des nouvelles structures sans renoncer à son indépendance ?

Dès lors, aussi, la nouvelle association pourrait retrouver un rôle utile dans certaines circonstances. En dehors de la nécessaire coordination des relations économiques, on peut imaginer la voir intervenir comme arbitre dans les litiges frontaliers ou sur les problèmes de minorités, qu'il s'agisse du Karabakh arménien ou des russophones de Moldavie.

Enfin et surtout, la fédération se voit reconnaître un rôle de médiateur de défense. Si jamais certains dirigeants de Républiques avaient envisagé de fractionner la force nucléaire soviétique, ce qui n'est pas prouvé, ils y ont été renoncés face à l'influence de George Bush et des autres dirigeants occidentaux. M. Gorbatchev a perdu beaucoup, mais il conservera sa boîte noire et son téléphone rouge. Ce n'est déjà pas si mal.

0040 - 6.00 F



L'Union soviétique se transformerait en une alliance d'Etats souverains

Le Congrès des députés du peuple a repris ses travaux, mardi 3 septembre au matin, à Moscou. La veille, il avait entériné le plan en sept points élaboré par M. Gorbatchev et les présidents de dix des quinze Républiques de l'Union. Ce plan de transition prévoit la transformation de l'URSS actuelle en une alliance d'Etats souverains. L'Azerbaïdjan, qui vient de

se déclarer indépendant, a jugé « anticonstitutionnelle » la proclamation d'une République du Haut-Karabakh par les autorités arméniennes régionales. En Géorgie, des incidents ont opposé des manifestants hostiles au président Gamsakhourdia aux forces de l'ordre. Lundi, les Etats-Unis ont reconnu officiellement l'indépendance des pays baltes.

MOSCOU

de notre correspondant

Comment mettre un peu d'ordre, dit-il provisoirement, comment donner une forme légale à ce que les faits ont déjà imposé - la dissolution du pouvoir soviétique au profit de celui des Républiques de l'ex-URSS ? Les dirigeants de dix de ces Républiques, plus M. Gorbatchev dans son nouveau rôle de président-maire de cérémonie, ont apporté lundi 2 septembre une première réponse, devant un Congrès de députés médusés par tant d'audace.

L'affaire a été menée rondement : à l'ouverture de la session, alors qu'on s'attendait à une intervention de M. Gorbatchev, c'est le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, qui monte à la tribune.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Lire aussi

- « Nous ne serons jamais roumains » par JEAN-BAPTISTE NAUDET
- Les putschistes encouragent la peine de mort par SYLVIE KAUFFMANN
- Les Etats-Unis craignent toujours le vide à Moscou par ALAIN FRACHON
- M. Landsbergis acclamé par le Parlement hongrois par YVES-MICHEL RIOLS
- Le régime de Kaboul et la question de l'aide soviétique par GAD SUTHERLAND
- Diagonales : Vide par BERTRAND PORRET-DELPECH de l'Académie française
- Un point de vue de M. Max Gallo

pages 2 à 5 et page 26

Dissidences soudanaises

Face au régime islamique de Khartoum, les rebelles du Sud hésitent entre la laïcité et l'indépendance

KAPOETA (Sud Soudan)

de notre envoyé spécial

En cette matinée ensoleillée, la grande place de KAPOETA, une bourgade délabrée, pompeusement baptisée « capitale du nouveau Soudan libéré », est en fête. Dans ce terrain vague, entouré de toukous - les huttes en paille - et qui sert à l'occasion d'aéroport, une foule bariolée attend, dans une atmosphère de kermesse, l'arrivée du « ministre français Bernard Kouchner, le grand ami du peuple soudanais ». Une compagnie de l'Armée de libération du peuple du Soudan (APLS) est déjà là pour rendre les honneurs, avec son orchestre, où le son d'un accordéon se mêle à celui des flûtes en roseaux traditionnelles. Soudanais, les applaudissements résonnent. Le colonel

Garang, à bord d'une LandRover, fait son apparition. Il est d'humour joviale et n'a pas l'air affecté par la nouvelle diffusée la veille par la BBC - religieusement écoutée ici - et annonçant sa destitution. Il donne quelques ordres, serre la main des journalistes français présents, avant qu'on distribue de nouvelles chaussures aux soldats. Rien ne semble indiquer que le mouvement de rébellion vit une grave crise. Seuls quelques pancartes en anglais - « Nous sommes pour un seul Soudan », « Unis nous vaincrons, divisés nous serons battus », « Nous appuyons John Garang, le chef de l'APLS pour toujours » - indiquent qu'une lutte pour le pouvoir semble en cours au sein de la rébellion.

JEAN GUEYRAS
Lire la suite page 6

La direction du PCF refuse toute contestation

M. André Lajoinie a rejeté en bloc, mardi matin 3 septembre, devant le comité central du PCF, les critiques formulées par M. Fiterman et les autres dirigeants contestataires contre la direction du parti. Les dirigeants communistes affirment que les « forces du capital » cherchent à « profiter des événements d'Union soviétique » pour « porter de nouveaux coups » au Parti communiste et que « rien n'est plus urgent que de s'opposer à cette agression ».

Les religions ne meurent pas

par Corine Lesnes

Au même titre qu'il reste des croyants dans les églises alors que Dieu est réputé mort depuis longtemps, il reste en France des gens qui croient au communisme. Une expérience de soixante-dix ans sur un échantillon planétaire ne les a pas convaincus de ce qui semble relever pour d'autres de l'évidence. L'enterrement, il est vrai, a peut-être été un peu rapide. Comme si tout allait bien partout, le communisme a subitement été proclamé mort. Il a plu des épithètes, des oraisons funèbres. Des regrets, presque déjà des réhabilitations. Il a beaucoup été question du dogme, rarement

Lire la suite page 10

Un entretien avec
M^{me} Jeannette Thorpe-Vermersch
Lire page 8



Le retour des privatisations

Le gouvernement envisage de vendre en partie certaines de ses entreprises. Lesquelles ? A qui ? Pour quoi faire ?

par Erik Izraelewicz

Une nouvelle victoire pour M. Michel Rocard : comme l'ancien premier ministre l'avait soutenu en 1982, les socialistes découvrent aujourd'hui qu'il est inutile de posséder 100 % du capital d'une entreprise pour y détenir le pouvoir, que la majorité (51 %) y suffit. Pragmatisme, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a donc proposé des privatisations partielles. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, lui a apporté son

soutien lundi lors du « Club de la presse » d'Europe 1. Prudent, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, avait accepté dimanche 1^{er} septembre à Ramatuelle d'en débattre. Il reste à connaître la position de M. François Mitterrand. Pour s'y opposer, il pourrait invoquer, une fois de plus, la bible, la Lettre à tous les Français, et le principe du « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation). Mais les obstacles ne relèvent pas que du dogme : ils résident aussi dans la situation économique et les nombreuses entreprises publiques et dans l'état actuel du marché financier.

Depuis 1988, le principe du « ni-ni » a déjà été écorné à de très nombreuses reprises, l'imagination des financiers ayant facilité la tâche du gouvernement. Il y a eu ainsi des privatisations partielles (avec l'entrée de Volvo dans Renault, celle de NEC dans Bull...) et des nationalisations « rampantes » (UTA et Framatome notamment). Pour augmenter les moyens financiers des groupes publics sans modifier la géographie de leur capital, le ministre des finances a favorisé le développement de nouveaux titres de propriété.

Lire la suite page 20

Contre-offensive socialiste

A l'université d'été du PS, MM. Roland Dumas, Jacques Delors et Lionel Jospin ont défendu la politique internationale de la France en attaquant vivement l'opposition.

page 10

Un entretien

avec M. Marc Blondel

La secrétaire générale de FO veut engager une action avec les autres syndicats.

page 21

L'Amérique à Deauville

Films à grand spectacle, films d'auteurs.

page 18

Des chevaux

Inculpations en série de pharmaciens et d'entraîneurs.

page 11

INITIATIVES

Nouvelle formule

Notre supplément hebdomadaire « initiatives », consacré à l'emploi, reparait aujourd'hui, dans une nouvelle présentation des rubriques. Ainsi, cette semaine : « fonction publique », « formation », « carrières », « avenir ». Le dossier principal de ce numéro, distribué en pile séparée, est consacré aux difficultés que rencontrent les cabinets de recrutement.

SUDSUDS & MÉDÉROSE

- La très grande bibliothèque des gènes humains.
- Un grand pas vers l'infiniment petit.
- La magie des carrés.
- Naissances multiples.

pages 13 à 15

« Sur le rite » et le commentaire complet se trouvent page 26

DÉBATS

Le putsch raté de Moscou et la fin du communisme

TRAIT LIBRE



Derrière la porte

par Max Gallo

ET si le défi principal lancé par la chute du communisme était d'abord aux sociaux-démocrates ?

Certes ce défi est masqué, en France d'abord, par les dérisoires querelles politiciennes ou l'aimable plaisanterie qui consiste à demander à ce qui reste de communistes de se réformer. Comme si, depuis soixante-quatorze ans, ils n'avaient pas eu le temps de méditer ce que Rosa Luxemburg écrivait durant l'été 1918 : « Lénine se trompe intégralement ». Comme si à chaque génération on n'avait pas vu pointer le grain de la terreur - Constantin, les purges, le goulag, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, et pour finir le putsch de 1991 - comme si on avait oublié que Lénine avait dit sous l'Assemblée constituante - en 1918 - parce que les bolcheviks y étaient minoritaires, comme si on n'avait pas lu ce que Rosa Luxemburg, encore elle, écrivait du système léniniste : « Un tel état de choses engendre nécessairement une recrudescence de sauvagerie dans la vie publique ».

Mais bavarder sur les communistes français permet d'évoquer les questions fondamentales que pose aux sociaux-démocrates le cours sinistre du vingtième siècle.

Car la fin du grand mensonge redonne toute sa force à l'interrogation : comment faire progresser une société ? Est-ce même possible ? Croates et Serbes s'entre-tuent. Après la victoire démocratique en Russie qu'en sera-t-il dans l'Union soviétique démantelée ? Alors que la pénurie, l'absence, en profondeur, de culture citoyenne créent les conditions pour qu'éclatent, ici et là, des affrontements dramatiques.

Comment éviter, dans ces conditions, une réflexion sur l'origine des succès du léninisme ? Sur ce point majeur, le silence des commentateurs est pesant. Ignorance ou mau-

vaie foi ? En pratique un tour de passe-passe chronologique. Le siècle commencerait en 1917. Commode. Mais faux. Ce siècle commence en 1914. Lénine n'est alors qu'un exilé qui ne pèse pas face aux puissants partis sociaux-démocrates. Mais voilà, républicains et sociaux-démocrates ne peuvent rien contre l'engrènement d'un système européen qui conduit au grand massacre. Tensions économiques, rivalités nationales, exacerbation des passions chauvines, occulte ou machiavélisme des responsables politiques, absence de contrôle démocratique, déclenchent le conflit.

A vous, sociaux-démocrates...

Les sociaux-démocrates n'ont rien pu empêcher. Partout ils se rallient aux unions sacrées. Et la « guerre du droit » - contre les Russes barbares pour les Allemands - contre les Allemands barbares pour les Français - crée les conditions de la victoire de Lénine, puis de celle de Hitler. Le vingtième siècle est sorti de ce sabbat des sorcières. Et bien entendu la deuxième guerre mondiale et donc le triomphe du stalinisme prennent racine dans ces années 14-18.

Quand François Furet écrit : « Le communisme aura été une catastrophe inutile », il a raison. Mais une visite à l'ossuaire de Verdun donne la mesure de « la catastrophe inutile » originelle dont personne ne parle.

Or elle sanctionne l'échec, ici d'un Caillaux et d'un Jaurès, ailleurs d'un Ebert ou d'un Kautsky, de ceux qui voulaient « réformer » le système, le maîtriser.

Est-ce possible aujourd'hui, et comment ? L'examen de l'état du monde laisse sceptique.

Mais c'est de cette faillite politique des sociaux-démocrates, des républicains réformateurs que surgissent ces monstres rouges et noirs qui vont briser les hommes du ving-

tième siècle. Les obliger à choisir. C'est l'armée rouge qui a libéré Auschwitz. Et c'est elle qui avait exécuté des milliers d'officiers polonais à Katyn. Hitler se brise les dents à Stalingrad, ville qui porte le nom d'un tyran, qui vaut le premier. « Vie et destin », dirait Grossman.

Question cruciale pour les sociaux-démocrates : s'ils ne réussissent pas à orienter le développement impétueux du capitalisme qui tolère ou creuse les inégalités entre le Nord et le Sud, s'ils ne parviennent pas à mettre en place des structures qui canalisent les revendications nationalistes, qui font, à l'échelle de la grande Europe - puis du monde - de chaque individu un citoyen, que sera demain ?

Et quels moyens prendre ? Sur quelles forces sociales s'appuyer ? Quels instruments d'analyse ? Faut-il se soumettre à toutes les contraintes économiques - comme en 1914 aux « contraintes » du sentiment national - et à celles impérieuses de l'unique superpuissance mondiale ?

Si l'inégalité, le chômage s'aggravent - en France, en Europe de l'Est, en Russie, dans le monde entier, si le monde reste cet « asile d'aliénés », comment éviter l'apparition de nouvelles déviances ? Nous sommes au moment où tout commence. Et où tout peut recommencer. L'histoire a l'horreur inventive. Le communisme agonise partout. Tant mieux. Mais si les sociaux-démocrates échouent à humaniser, démocratiquement, le fonctionnement du système national, européen, mondial. S'ils ne s'arcboutent pas sur cette nécessité de faire avancer la conscience démocratique, qui ne progresse qu'avec l'égalité et la justice, alors, reparaitront les ténés.

Ils changent de nom et de masque. Mais ils attendent derrière la porte.

COURRIER

Boris Eltsine, héros démocratique ?

Boris Eltsine était hier un ancien apparatchik, fauchement transformé en démagogue brutal. Le récent coup d'Etat en a fait « l'homme qui monte sur le char » (Jean Lecanuet), un héros porteur des espoirs de la démocratie.

Mais qu'est-ce qu'un héros ? Une figure tragique épinglée par les dieux. La tragédie (voir l'*Edipe* de Sophocle) considère l'homme comme un lieu traversé par une action, le destin, dont il n'a pas conscience et qu'il ne peut empêcher.

Boris Eltsine est maintenant le héros que désigne l'oracle, mais, nous sommes dans l'ordre de la tragédie, sous le règne des dieux ; leurs actes sont stupéfiants, et leurs paroles obscures ne s'éclairent qu'après, quand tout est consommé.

A l'inverse, la démocratie est cette humaine société des paroles données, claires dans les débats, mais que nos actes suivent comme ils peuvent. Elle se développe dans la vie et l'action communes, pas dans la mort de quelques-uns.

Puisque le héros est cette figure

limite de l'homme écrasé par les dieux, l'héroïsme borne la démocratie sans pouvoir la fonder. D'ailleurs, la démocratie est une pratique douce et décentralisée. De fondements, elle n'a que faire. Elle se développe entre individus autonomes qui se nourrissent d'usages et de communication : la démocratie, c'est la politesse.

Ne nous trompons pas sur le sens des gestes que l'on peut avoir en face des chars. Le militaire et le résistant combattent. Le héros se laisse écraser (Bulapash), se tient debout (Tienanmen), ou grimpe dessus (Moscou). Et le démocrate serre la main du conducteur.

Boris Eltsine, figure démocratique ? Peut-être, mais seulement si les dieux lui accordent la paix. Et puisqu'on ne saurait compter sur eux, à chacun de la faire dans ce jeu des paroles données et tenues qu'on nomme l'éloquence.

PIERRE NICOLAS

Boulogne

Eden ou enfer

« Eden » ou « enfer ». L'URSS semblait depuis sa création, se situer largement, dans les opinions tout au moins, vers un ailleurs mythique, sorte de point aveugle de

l'histoire contemporaine et de la géographie politique.

Comme si des scellés idéologiques avaient été apposés par des thuriféraires ou d'abominables huissiers sur les frontières de ce monde dont seules l'hagiographie ou la démonologie pouvaient esquiver les formes mystérieuses.

Les événements récents, et ceux à venir, iconoclastes en diable, nous font alors réaliser que la pensée dialectique, par exemple, s'appliquera aussi aux phénomènes sociaux en URSS ; celle-ci referra alors son entrée dans l'histoire ; la géographie chassera l'hagiographie. Et peut-être même que le point aveugle deviendra tache jaune.

MICHEL CHARLETY

Nice

Dans l'ordre des choses

Que le discours (controversé) du président de la République ait manqué de fermeté envers les événements d'URSS est assez logique. C'est la logique des Etats centralisateurs qui ne reconnaissent comme viables que les Etats « souverains ».

Dès le lendemain du putsch tout le monde déclinait que M. Eltsine

allait être le vainqueur, tout au moins moral, de la confrontation. Mais qui est M. Eltsine ? C'est le président de la Russie, Etat non souverain, donc non cristallin.

Voilà pourquoi aussi M. Eltsine avait été traité de « démagogue » et « irresponsable » au Parlement de Strasbourg par le socialiste Jean-Pierre Cot. C'est dans l'ordre des choses. Il en serait de même vis-à-vis du président de la Catalogne, de la Bavière. Ce jacobinisme centralisateur rend nos gouvernements bien « complices ». Et puis, si Eltsine doute des idées à nos Basses et Bretons ?

J.-M. ROBIN

Saint-Leu-d'Esserent (Oise)

Le géant et le nain

Quel géant que M. Boris Eltsine et quel nain que M. Jean-Pierre Cot. M. Cot - la porte est là !

WOLFGANG ZIMMERMANN

Brême (Allemagne)

Vive le capitalisme ?

Ainsi, le « communisme » est mort, d'aucuns ne se sont-ils pas déjà exhalés à ce sujet. Un déchainement d'enthousiasme promet : « Vive le capitalisme ! » Mais on ne doit toujours pas oublier que c'est de celui-ci et de ses méthodes d'exploitation, au temps de l'abolition de l'esclavage, que naquit, grandit et se répandit l'idée communiste (...).

Il convient donc maintenant que le capitalisme ne se borne plus, après une hypocrite indignation, à clamer cyniquement par la voie de ses supporters que « notre argent - (issu du travail, bien sûr) - l'intéresse » et que seront désormais réservées aux nouveaux venus les « joies » de son propre système.

Il lui appartient d'évaluer les risques qui surviennent de ce roulement historique et de veiller à ce que à court et moyen terme, le monde en évolution ne soit pas dans des abîmes encore plus profonds si, aux abus du temps passé, d'autres bien enrobés, savamment camouflés scientifiquement peut-être, sous prétexte de progrès, viennent à se substituer.

La question mériterait d'être immédiatement approfondie en même temps que les peuples jusqu'ici victimes se libèrent du joug communiste. On a bien vu ici et là que l'endettement à corps perdu ne saurait à lui seul résoudre tous les problèmes. Pour nos enfants et petits-enfants, que les erreurs et les manquements du passé proche ou lointain soient évités !

GEORGES DEMAY

Yverres

Mollesse et précipitation

Le président de la République, dépositaire de la politique extérieure de la France, aura péché soit par mollesse, soit par précipitation, et voilà bien deux péchés capitaux de la politique en général.

La mollesse, d'abord. La chute du mur de Berlin, puis la réunification allemande ont pris de court nos dirigeants et ont plus éveillé chez eux le spectre d'une Allemagne trop puissante que la joie de voir libérés et ancrés dans le camp occidental les habitants de l'ancienne RDA.

La précipitation, ensuite. Alors que la révolution roumaine de décembre 1989 exigeait dans l'analyse de son déroulement et de ses conséquences la plus élémentaire prudence - pour ne pas dire méfiance - on s'est empressé de prendre pour argent comptant les déclarations éhémères de M. Ion Iliescu et de son missionnaire en France, M. Petre Roman : au moins, avec eux, le changement allait être... très progressif !

La mollesse et la précipitation réunies, enfin. Quoi qu'en puissent dire le président ou ses interprètes par lui chargés de traduire sa vraie pensée,

PHRASES

Les idées exagérées...

Les idées exagérées de compassion, d'humanité, conduisent à la cruauté. Chercher comment.

JOSEPH JOUBERT

Une Russie de rêve

par Guy Konopnicki

La fin du communisme n'est que la répétition du commencement. La tentative de coup d'Etat sonne le glas des modérés. Face à la menace, les soviets de Moscou et de Pétrograd sèment le désespoir. Des soldats se sont rangés du côté du peuple, jouant une scène fameuse, l'une des plus grandes de l'histoire du cinéma... « Frères, sur qui allez-vous tirer ? » Le Cuirassé Potemkine !

Le communisme meurt dans une mise en scène d'Eisenstein.

en d'autres termes, de faire oublier sa bêtise, le lundi 19 de ce mois, l'ami Gorbatchev aura bel et bien été évacué dans la trappe de l'Histoire : regrettable et cynique mollesse puisqu'on connaît la suite des événements et la fidélité en amitié de François Mitterrand...

PASCAL RAJABALLY

La Mailloir-sur-Seine

(Seine-Maritime)

Contre la gorbyphtobie

Je trouve qu'on se dépêche un peu trop d'enterrer M. Gorbatchev. A la « gorbyphtobie » va-t-on voir succéder la « gorbyphtobie » ?

Je ne suis pas dans le secret des pensées de M. Gorbatchev et de son cœur. Mais, jusqu'à preuve du contraire, il me paraît indubitable qu'il a voulu et créé le grand déluge qui s'opère. Qu'il n'en ait pas prévu le rythme et toutes les dimensions, c'est évident. Qu'il ait commis de graves erreurs, c'est certain. Mais on fait trop souvent abstraction d'un facteur essentiel. Depuis 1985, Gorbatchev n'a pas été un expérimentateur en laboratoire de sciences politiques, mais le plus haut responsable des destinées d'un pays bloqué, ruiné, qui ne pouvait éviter une débâcle s'il voulait s'en sortir. Tout le problème était dans la gestion de cette catastrophe inévitable. Si bien que reprocher à Gorbatchev le principe même de l'effacement incoincidental, de compromis intarissables, c'est reprocher à un homme d'Etat l'art de gouverner en temps de crise (...).

Ma conclusion est que Gorbatchev n'a pas dit son dernier mot (...). Il fallait naguère soutenir autant Eltsine que Gorbatchev. Il faut aujourd'hui soutenir autant Gorbatchev qu'Eltsine.

JEAN BASTAIRE

Meylan (Isère)

Un monde moins inhumain

POUVONS-NOUS encore parler de ce qui n'est plus, sans tomber dans l'adoration, soumission à un système... et à une « victoire ». Question : s'agit-il bien de la fin du communisme ? Cette fin est-elle à considérer seulement comme un progrès sans partage de l'humanité. Qu'était en réalité le communisme de Karl Marx ? N'exigeait-il pas de singuliers vertus des hommes dont un renoncement au pouvoir de l'homme sur l'homme... Le totalitarisme, qu'il a plutôt singulièrement favorisé, était-il inévitable ?

L'espoir immense qu'il a soulevé auprès des classes ouvrières mais aussi auprès des intellectuels, et non des moindres était-il surfaît, non fondé ? Il faut se rappeler ce qu'était la condition ouvrière au début de ce siècle, et depuis longtemps, car rien dans notre monde n'arrive par hasard, la pensée des hommes se nourrit de ce qui est... et de ce que nous rêvons.

La révolution de 1917 en Russie souleva d'immenses espoirs qui ne sont pas encore tous dis-

parus en nos temps qui voient revenir une dramatique régression de la condition ouvrière : licenciements abusifs, chômage, petits boulots, petits salaires, insécurité, mépris à nouveau. Hier on espérait, non plus le « grand soir » chimérique mais la lutte encore possible, le respect de l'homme, la possibilité d'élever (porter plus haut) les enfants, connaître un peu de joie, vivre, en un mot, être moins soumis. Faudra-t-il abandonner cet espoir ?

Je vois partout grandir la nombre des exclus, des humiliés, des vaincus, comme nous les appelons, s'étendre la misère, le désespoir des hommes, l'usage des drogues, la violence, la délinquance, les suicides, toutes formes du désordre duquel naissent tous les désordres du monde, dont toutes les formes du totalitarisme et du nationalisme mal compris qui n'est que « rejet de l'autre », l'éternel « ennemi » parce que les choses vont mal. Et finalement du grand désordre : la guerre qui menace la survie de l'humanité et, en attendant, lui coûte cher.

La question, la seule, ne serait-elle pas de savoir si nous sommes encore capables d'inventer, de créer une société qui soit aussi loin du stalinisme, qui eût fait de mal, que du libéralisme sans frein ni morale qui « fabrique » tant d'exclus.

Bâtir un monde moins inhumain, moins partagé, moins idolâtre du fric et du pouvoir. Restaurer partout l'homme et sa dignité. Restaurer les véritables raisons du travail des hommes. Restaurer la véritable raison d'être de l'argent formidable création des hommes, sang qui irrigue les travaux et les échanges entre les hommes et non pas moyen de leur domination. Lacet passé autour du cou des jeunes nations qui n'en finissent plus de travailler et de produire pour payer les intérêts des capitaux qu'ils ont été contraints d'emprunter... Et les pays « riches » vivent du travail des peuples pauvres comme hier de la « traite des nègres », comme aujourd'hui encore des salaires de misère donnés aux immigrés... et à nos ouvriers.

GEORGES BRISELET

Eybens (Isère)

مكتبة من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La session extraordinaire du Congrès des députés et l'appel des Onze

«Chaque République pourra choisir la forme de sa participation à l'Union»

La «déclaration conjointe du président de l'URSS et des dirigeants de dix républiques fédérées» telle qu'elle a été lue lundi 2 septembre au congrès des députés par M. Nazarbajev, président du Kazakhstan, est ainsi rédigée, selon l'agence TASS :

«A la suite du coup d'état perpétré les 19-21 août dernier, le processus de formation de nouvelles relations dans l'Union entre Etats souverains a été mis en échec, ce qui a mené le pays au bord de la catastrophe.

La situation qui s'est créée après le putsch, si elle échappe au contrôle, peut avoir des conséquences imprévisibles à l'intérieur du pays et dans nos rapports avec les Etats étrangers.

Nous constatons que l'échec du complot et la victoire des forces démocratiques ont porté un coup sérieux aux forces réactionnaires et à tout ce qui a freiné le processus de transformations démocratiques et ont fait naître, en même temps, une chance historique pour l'accélération des transformations radicales en vue de rénover le pays.

Dans ces conditions, et pour ne pas permettre une désintégration ultérieure des structures du pouvoir dans cette période de transition et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution et l'organisation, sur cette base, d'élections aux nouveaux organes de pouvoir, les dirigeants légalement désignés du pays, en la personne du président de l'URSS et des présidents des soviets supérieurs des républiques sont convenus de la nécessité de :

1. Préparer et conclure avec toutes les républiques qui le désirent un accord sur une Union d'Etats souverains, où chaque république pourra choisir la forme de sa participation à l'Union.
2. S'adresser à toutes les républiques, indépendamment du statut qu'elles ont déclaré, pour leur proposer de conclure le plus rapidement possible une union économique afin de coopérer dans le cadre d'un espace économique libre commun, pour assurer le fonctionnement normal de l'économie et l'accélération de la réalisation de réformes économiques radicales.

Trois organismes

3. Pendant la période transitoire, créer :

- un conseil des représentants des députés du peuple, sur la base d'une représentation paritaire des républiques (20 députés par république, recrutés parmi les députés fédéraux et les députés purement républicains désignés par les parlements des Républiques), pour exercer les fonctions législatives et élaborer une nouvelle constitution de l'Union des Etats souverains ;
- un Conseil d'Etat, composé du président soviétique et des hauts

responsables des Républiques fédérées, pour élaborer des solutions concordantes aux questions de politique intérieure et extérieure touchant aux intérêts communs des républiques ;

- un Comité économique inter-républicain provisoire, avec des représentants de toutes les Républiques sur une base paritaire, pour la coordination de la gestion de l'économie et la conduite des réformes économiques.

Le projet de constitution doit être préparé, examiné et adopté par les parlements des républiques,

et ensuite adopté définitivement par un congrès des représentants plénipotentiaires des républiques.

Confirmer le maintien du statut des députés du peuple soviétique pour la durée de leur mandat et s'adresser au congrès pour lui demander de suspendre temporairement l'application des articles correspondants de la constitution de l'URSS.

4. Conclure un accord sur les principes de sécurité collective dans le domaine de la défense, dans le but de conserver des forces armées et un espace militaire stratégique unis, de mener des réformes radicales dans les forces armées, le KGB, le ministère de l'intérieur et le parquet de l'URSS, en tenant compte de la souveraineté des républiques.

5. Confirmer le strict respect des accords et engagements internationaux pris par l'URSS, y compris les questions de contrôle et de réduction des armements, ainsi que les engagements économiques internationaux.

6. Adopter une déclaration d'application sans délai des mesures susmentionnées dictées par la

situation, nous invitons le Congrès à adopter d'urgence une résolution sur les questions proposées.

La déclaration a été signée par le président de l'URSS et par les dirigeants supérieurs de la RSFSR (Russie), de l'Ukraine, de la RSS de Biélorussie, de la République d'Ouzbékistan, de la RSS du Kazakhstan, de la République d'Azerbaïdjan, de la République du Kirghizistan, de la République du Tadjikistan, de la République d'Arménie et de la République de Turkménie. La Géorgie a été représentée aux travaux.

Autre interrogation majeure, la défense. Le plan y consacre un paragraphe qui s'apparente à la quadrature du cercle. Il est question de signer un accord fondé sur les « principes de sécurité collective » pour « préserver l'unité des forces armées et l'espace militaire stratégique » mais aussi de « procéder à des réformes radicales » dans les forces armées en respectant « la souveraineté des Républiques ». Tout cela concerne-t-il toutes les Républiques, qu'elles soient membres de la future Union ou seulement associées ?

Autre écueil, si l'on veut garder un semblant de légalité, il faudrait réviser l'actuelle Constitution soviétique, ce que prévoit d'ailleurs le projet présenté lundi, mais nombre de représentants des Républiques signataires, l'Ukraine en tête, ne veulent pas entendre parler d'une Constitution centrale, symbole d'un Etat soviétique désormais refusé.

El M. Gorbatchev, combien de temps pourra-t-il conserver sa propre place à la limite entre le soleil et l'ombre ? Pour le maire de Leningrad, Anatoli Sobtchak, qui estime à deux ou trois mois la période de transition nécessaire pour « mener un point final à l'histoire de l'URSS », cela dépend du comportement de l'intéressé. Un officier, député au Congrès, semble, lui, considérer que la question n'a plus guère d'importance : « Pour Gorbatchev, le temps des chansons est terminé. A présent, il lui reste à danser au rythme de Eltsine et de Nazarbajev ».

JAN KRAUZE

Une alliance d'Etats souverains ?

Suite de la première page

Il énonce le plan en sept points concourant à la venue des dirigeants des Républiques et M. Gorbatchev. Plus qu'un projet de loi, il s'agit d'un projet de déclaration.

On « propose » de limiter les débats à trois jours (les députés tablaient sur dix ou quinze...) juste le temps de se prononcer sur le plan des dirigeants. Et ce plan revient à rien moins qu'une liquidation complète des organes du pouvoir central, y compris de ce Congrès de députés qui en est théoriquement la clé de voûte. La France devenue une maigre feuille d'opposition n'a pas tort de crier à l'ultimatum et dit tout de suite bien dénoncer ce nouveau « coup d'Etat ».

On craignait, on ne disait pas, craignant une contre-offensive des conservateurs et l'on a donc eu recours à une stratégie éprouvée : la meilleure défense, c'est l'attaque.

Le plan prévoit, pour une période transitoire dont la durée n'est pas déterminée, la création de trois nouveaux organes :

- Un « Conseil d'Etat » qui est en fait un conseil des Républiques, puisqu'il comprend, outre M. Gorbatchev, les « principaux responsables » de ces Républiques. A lui

d'exercer une sorte de pouvoir exécutif, de décider des questions de « politique intérieure et étrangère représentant les intérêts communs aux Républiques » ;

- Un « Comité économique inter-républicain » qui regroupe sur une base paritaire des représentants de toutes les Républiques pour coordonner la gestion et la réforme de l'économie ;

- Enfin, même si pour la forme il est cité en premier, un « Conseil des représentants des députés du peuple ». C'est un ersatz de Parlement étrangement constitué puis que les assemblées de chacune des Républiques devront y désigner vingt représentants chacune : excellent moyen pour se débarrasser des conservateurs et autres gâchards qui encombraient l'actuel Soviet suprême. Etant donné l'humour du moment, ils n'ont guère de chance d'être choisis.

Plus de questions que de réponses

Tout cela pour quoi faire ? L'essence du projet, c'est que toutes les Républiques « qui le souhaitent » doivent s'atteler d'urgence à la préparation d'un « Traité de l'Union d'Etats souverains », chacune d'entre elles « déterminant de manière indépendante sa forme de participation ». Il s'agit donc

d'une union très particulière, à géométrie variable, faite d'un mélange de membres et d'associés à titre divers, ce qui promet une redoutable complexité quand il faudra passer aux décisions concrètes.

Mais la préoccupation immédiate, l'urgence absolue si l'on comprend bien les auteurs du projet, c'est d'instituer immédiatement une « union économique », un « espace économique libre » qui permette d'assurer l'approvisionnement de la population et des réformes à la fois « radicales » et « accélérées ». On retrouve là l'écho des cris d'alarme lancés par les dirigeants de plusieurs grandes Républiques, l'Ukraine et le Kazakhstan, qui annoncent une catastrophe majeure si le processus de paralysie de l'économie soviétique n'est pas rapidement enrayé et si la liberté des échanges n'est pas préservée.

Le plan pose bien entendu beaucoup plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Comment un organe exécutif agissant, apparemment - selon le principe du consensus et où se côtoieraient des géants comme la Russie et des nains comme l'Arménie ou le Kirghizistan, pourra-t-il fonctionner ? Le vice-président russe, le général Rouskov, a peut-être voulu la même en déclarant lundi que le projet des dix « exposait la politique officielle de la Russie qui, sera réalisée de toute manière ».

Mais ce genre de langage est fort peu apprécié des dirigeants des autres Républiques et le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a d'ailleurs expliqué à la tribune que le temps des diktats

était terminé. Autre interrogation majeure, la défense. Le plan y consacre un paragraphe qui s'apparente à la quadrature du cercle. Il est question de signer un accord fondé sur les « principes de sécurité collective » pour « préserver l'unité des forces armées et l'espace militaire stratégique » mais aussi de « procéder à des réformes radicales » dans les forces armées en respectant « la souveraineté des Républiques ». Tout cela concerne-t-il toutes les Républiques, qu'elles soient membres de la future Union ou seulement associées ?

Autre écueil, si l'on veut garder un semblant de légalité, il faudrait réviser l'actuelle Constitution soviétique, ce que prévoit d'ailleurs le projet présenté lundi, mais nombre de représentants des Républiques signataires, l'Ukraine en tête, ne veulent pas entendre parler d'une Constitution centrale, symbole d'un Etat soviétique désormais refusé.

M. Gorbatchev entre ombre et soleil

Plusieurs intervenants se sont aussi étonnés que le projet ne mentionne pas la reconnaissance de l'indépendance des Républiques. Le président ukrainien estime que cela va de soi et qu'il n'y a pas à reconnaître ce qui constitue un droit inaliénable. Mais certains, y compris parmi les députés ukrainiens, voudraient bien qu'on mette les points sur les i. En la Géorgie et la Moldavie en font même condition à leur adhésion à l'accord des dix. Si leur exigence était satisfaite, toutes les

Les putschistes encourent la peine de mort

Six des huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence qui avait tenté de s'emparer du pouvoir en URSS le 19 août, ont été formellement inculpés de « trahison de la patrie » lundi 2 septembre, en vertu de l'article 64 du code pénal russe, a annoncé l'agence Tass. Ils encourent la peine de mort.

Les six inculpés sont l'ex-premier ministre, Valentin Pavlov ; l'ex-ministre de la défense, Dimitri Iazov ; l'ex-chef du KGB, Vladimir Krioutchouk ; l'ex-vice-président Guennadi Ianev, et deux autres membres de la junte, Olek Baklanov et Alexandre Tizakov. La même procédure est en cours contre Vassili Starodoubtsev, ex-président de l'Union paysanne. Le huitième putschiste, le ministre de l'intérieur Boris Pugo, s'est suicidé.

Les quatorze responsables soviétiques placés en détention pour leur participation présumée au putsch ont été transférés récemment de datchas gouvernementales où on les avait placés dans un premier temps vers une prison de Moscou, dont le nom est tenu

secret. Les détails de leur arrestation et de leur détention font les délices des journaux soviétiques, que l'on s'arrache à Moscou dès le petit matin.

Selon le procureur de Russie qui a fait procéder aux arrestations, M. Valentin Stepankov, homme d'expérience puisque cela fait seize ans qu'il travaille au parquet, ces prisonniers d'un genre un peu spécial partagent le même sort que les autres détenus de la prison avec, pour tout privilège, celui d'une surveillance renforcée. Seuls MM. Pavlov et Valéri Boldine, ex-chef du secrétariat de M. Gorbatchev au parti, ont droit à une cellule individuelle ; l'ancien chef du KGB partage la sienne avec deux autres, et le maréchal Iazov avec un autre détenu.

L'eczéma de M. Ianev l'arthrite de M. Iazov...

Les prisonniers se lèvent à 6 heures et se couchent à 22 heures. Dans la journée, ils ont droit à une heure de promenade à l'air libre. MM. Pavlov et Baklanov ont demandé, pour leur promenade, des vêtements chauds, supplémentaires, requête qui a été satisfaite. Plusieurs d'entre eux se plaignent de petits maux de santé : M. Ianev souffre d'eczéma chronique - une maladie souvent d'origine nerveuse - M. Iazov d'arthrite, M. Tizakov d'hypertension et de douleurs cardiaques.

Valentin Pavlov, hospitalisé pendant la tentative de coup d'Etat qu'il avait beaucoup arrosée, si l'on en croit plusieurs témoignages, ne semble plus malade, et il se promène en lisant de la littérature judiciaire. L'un de ses amis, le président de la Banque centrale d'URSS, M. Guerachebenko, a affirmé que M. Pavlov avait bu à dessein, car, sachant qu'il souffrait d'hypertension et que l'alcool en aggravait les symptômes, il espérait ainsi être emmené à l'hôpital et ne plus être mêlé au putsch.

L'un des conseillers de M. Gorbatchev, M. Iarine, a longuement décrit aux journalistes les circonstances peu glorieuses, et également alcoolisées, dans lesquelles il avait participé à l'arrestation de M. Ianev (le Monde du 30 août). Le procureur Stepankov s'est en revanche déclaré impressionné par la dignité avec laquelle le maréchal Iazov a réagi à sa propre arrestation. « En val soldat » : « Il a sauté et a simplement demandé : « Où dois-je aller ? ». Le récit du putsch fait à la Komsomolskaja Pravda par le général Chapochnikov, le nouveau ministre de la défense, plaiderait d'ailleurs plutôt en faveur du maréchal Iazov : lorsque le général Chapochnikov, le matin du 19 août, a fait part de ses réserves au maréchal Iazov, celui-ci lui a répondu, au moment où les autres putschistes entraient dans

son bureau, interrompant leur conversation : « Sois vigilant. Tu es libre ».

Une autre chose a, plus encore, impressionné le procureur : l'ordre qui régnait dans le bureau de M. Krioutchouk au KGB. « C'était super-ordonné », a raconté M. Stepankov, qui y a notamment trouvé un fichier représentant vingt années de labeur et comportant toutes les données politiques, économiques et militaires des pays étrangers. L'état du bureau de M. Ianev était en revanche franchement « déprimant » : tous les dossiers s'étaient accumulés sur la table sans qu'apparemment le président de l'URSS par intérim ait jugé utile d'y jeter le moindre coup d'œil. « Pas de traces de décisions ou de notes personnelles. Et dire qu'un tel paresseux allait être dictateur... », s'est lamenté le procureur.

Pendant ce temps, les téléphones sonnent bon train à la commission d'enquête sur les « actes anticonstitutionnels » tout juste créée à la municipalité de Moscou pour rassembler les informations sur le déroulement de la tentative du coup d'Etat : un certain nombre de Moscovites retrouvent apparemment les joies de la dénonciation, parfois gratuite. Même en période révolutionnaire, les traditions ont la vie dure...

S. K.

Dans le Monde diplomatique de septembre

Comment reconstruire l'URSS ?

Le putsch avorté en Union soviétique a accéléré la fin du pouvoir communiste. Alors que le mouvement démocratique se cherche, la ruse vers l'économie de marché oppose capitalistes d'Etat et nouveaux entrepreneurs, et brouille les contours de la future société russe. Les bouleversements à Moscou sont suivis avec intérêt par toutes les chancelleries occidentales qui, tout en saluant l'indépendance des Etats baltes, s'inquiètent d'un éclatement chaotique de l'Union. Dans le Monde diplomatique du mois de septembre, Ignacio Ramonet, Jean-Marie Cheuvier, Amnon Kapellouk, Moshe Lewin, Marc Ferro, Paul-Marie de La Gorce et Jean-Yves Pons analysent la nouvelle donne en URSS et la portée internationale de cet énorme chambardement.

On lira, également, plusieurs articles sur d'autres implosions de diverses régions de la planète : aux Balkans, note Catherine Samary, les pays voisins de la Yougoslavie risquent d'être happés par la guerre civile ; Philippe Leymarie et Gérard Puynter décrivent la délocalisation de l'Ethiopie ; et de la

Corne de l'Afrique ; tandis que Kendal Naizen examine les effets du nationalisme kurde face à la volonté assimilationniste de la Turquie.

La mondialisation de la pauvreté est une des tragiques caractéristiques des années 80, remarque Michel Chossudovsky, au même titre que les dangereuses colères nées de la dominance du Proche-Orient (Jacques Berque), ou que les formidables inégalités en Afrique du Sud (Pierre Beaudet), elle menace la stabilité des Etats et discrédite le projet de « nouvel ordre mondial ».

Dans ce même numéro : Riccardo Patella s'interroge sur le moderne évangile de la compétitivité ; Frédéric F. Clairmonte explique pourquoi la BCI est devenue « la banque à abattre » ; Jean-Michel Caroit évoque l'inquiétude des Latino-Américains devant l'initiative pour les Amériques ; de M. George Bush ; et Philippe Videler rappelle que, dans les années 20 et 30, les immigrés européens étaient « indésirables » et considérés comme « inassimilables » en France et aux Etats-Unis.

Le porte

Contre la gorbys

Russie de rêve

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS

Manifestations de russophones dans l'est de la Moldavie

Le Haut-Karabakh a proclamé son indépendance

Les députés arméniens du Haut-Karabakh et du district de Chachoum ont proclamé, lundi 2 septembre, l'indépendance de cette région de l'Azerbaïdjan, peuplée majoritairement d'Arméniens chrétiens.

Au cours de ces trois dernières années, les affrontements inter-ethniques entre Arméniens chrétiens et Azéris musulmans ont fait des centaines de morts. Cette déclaration d'indépendance est le pendant de celle concernant l'Azerbaïdjan. « Nous avons perdu tout espoir de recevoir un soutien venant d'Arménie ou d'Azerbaïdjan et dans le contexte actuel où d'autres Républiques proclament leur indépendance nous avons décidé de ne pas attendre plus longtemps », a déclaré un responsable du Conseil exécutif du Haut-Karabakh, cité par l'agence de presse arménienne Snark.

Le président du soviet régional, M. Léonard Petrossian, a précisé, quant à lui, dans une déclaration à l'agence Tass, que le Haut-Karabakh était tout disposé, après avoir proclamé la République, « à pour la

question de l'attribution à notre région autonome du statut de membre de l'Union soviétique ». Les députés arméniens ont adressé des messages demandant au Parlement et au président russes ainsi qu'au Congrès des députés de l'Union soviétique de reconnaître leur nouvelle République.

Incidents en Géorgie

D'autre part, plusieurs personnes ont été blessées (de trois à sept selon les témoignages), lundi 2 septembre, à Tbilissi (Géorgie). Un certain nombre d'entre elles auraient été atteintes par des balles tirées par les commandos spéciaux du ministère de l'Intérieur géorgien au cours d'une manifestation de protestation contre le président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia. Les émissions de la télévision ont été suspendues pendant toute la soirée, les manifestants ayant tenté de pénétrer à l'intérieur du bâtiment qui contrôle la diffusion des émissions de la télévision géorgienne.

La manifestation avait commencé dans le centre de Tbilissi, à quel-

ques centaines de mètres du siège du gouvernement géorgien. Le Parti national démocratique de M. Guia Tchantouria, un parti d'opposition, avait lancé un appel à descendre dans la rue pour réclamer la démission du président nationaliste géorgien. Dès le début du rassemblement, des commandos spéciaux du ministère de l'Intérieur sont intervenus pour disperser la manifestation, et selon certains témoins, ils auraient fait usage de leurs armes pour disperser les manifestants. Selon un journaliste local, de nombreuses personnes ont été battues à coups de matraques.

Enfin, des mouvements de foule ont toujours lieu dans la République autonome, dépendante de la fédération de Russie, des Tchétchènes-Ingouches. Depuis onze jours, la population occupe les rues et les places de la ville de Grozny pour exiger la démission de tous les dirigeants de la République, conformément aux vœux du Congrès du peuple tchétchène qui vient de s'achever. Le ministère public exige que les organisateurs de ce meeting permanent y mettent un terme sans délai. — (AFP, Reuters, Tass.)

Le président lituanien en visite à Budapest à la tête d'une délégation balte

M. Landsbergis acclamé par le Parlement hongrois

BUDAPEST

de notre correspondant

Les députés hongrois ont unanimement approuvé, lundi 2 septembre, le rétablissement des relations diplomatiques avec les trois Etats baltes, après avoir chaleureusement accueilli le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, qui conduisait une délégation des ministres des affaires étrangères des trois pays baltes dans la capitale hongroise.

Une visite que les Hongrois ont volontairement soignée pour réserver à leurs hôtes tous les honneurs dus à de « vrais » dirigeants. La délégation balte a tout d'abord été accueillie par un tonnerre d'applaudissements par une centaine de députés debout. Elle a ensuite été reçue par le président de la République, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères. Mais, malgré le sérieux

du protocole, cette visite s'est déroulée dans une atmosphère exceptionnellement détendue. Et les représentants baltes paraissent encore tout surpris d'être là, ensemble.

« Retour vers l'Europe »

Visiblement ému, le ministre estonien, M. Leonard Meri, éloquent écrivain de soixante et un ans, a mis ce déplacement sous le signe des retrouvailles historiques : « Nous sommes en train de récrire un chapitre tragique de notre histoire commune. Après cinquante ans d'occupation, les Etats baltes émergent maintenant leur retour vers l'Europe. » Tous ont mis l'accent sur cette vision européenne pour souligner leur séparation définitive d'avec leur ancienne puissance de tutelle. Même en ce qui concerne les relations économiques avec l'URSS : « Il n'y aura pas d'union économique immédiate avec

les Soviétiques », a insisté le ministre lituanien, M. Algirdas Saudargas. La seule association dont nous voulons entendre parler se fera avec les pays de la CEE. »

La reconnaissance de l'indépendance balte par les Etats-Unis, lundi, a apporté un autre motif de réjouissance à la délégation. « Cela ne peut que renforcer notre position internationale », a souligné le ministre letton, M. Janis Jurkans. C'est aussi un avertissement clair et net aux quelques communistes conservateurs de Moscou qui espèrent toujours fixer la route de l'histoire. »

Mais l'heure n'était plus aux spéculations pessimistes. Pour ce conseiller de la délégation balte, une page a bel et bien été tournée; il exhibait fièrement son passeport dûment tamponné par un visa de la « Eesti Vabariik », la République d'Estonie.

Y.-M. R.

« Nous ne serons jamais roumains »

Dans l'est de la Moldavie, la minorité russeophone se mobilise, refusant de sortir de l'Union soviétique et de suivre la Moldavie sur la voie de la réunification avec le Roumanie voisine. Les autorités de cette zone ont annoncé des sanctions économiques contre la Moldavie indépendante à partir du 3 septembre.

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Les bancs de la gare de Tiraspol sont en travers de la voie ferrée. Solidement assise sur l'un d'eux, Maia Smirnova compte rester là en compagnie de ses amies toute la nuit et « continuer jusqu'à ce qu'on nous reconnaisse ». « Depuis trente-neuf ans, l'habite ici à Tiraspol et aujourd'hui, nous devons partir », s'indigne-t-elle. « Où ? En Roumanie avec les Moldaves ? Nous ne parlons pas la langue. Nous ne voulons pas être roumains. Nous ne serons jamais roumains. Nous voulons rester ici », explique la grand-mère russe.

Séance de congrès à l'ancienne

Depuis que la Moldavie a proclamé le 27 août dernier son indépendance et affirmé son intention de se réunifier avec la Roumanie voisine dont elle a été séparée pendant la guerre, les russophones (Ukrainiens et Russes) qui peuplent majoritairement l'est de la République moldave, au-delà des eaux du Dniestr, manifestent presque quotidiennement. D'abord par la déclaration d'indépendance de certains de leurs leaders communistes, accusés par les autorités moldaves de complicité avec les putschistes de Moscou, les « camarades de la République » socialistes soviétiques moldaves du Dniestr ont, d'abord, par la déclaration d'indépendance de la Moldavie, émis des doutes sur l'établissement de relations diplomatiques entre Bucarest et Kichinev et, outre, par l'arrestation, le 29 août dernier à Kiev, de leur président, M. Igor Smirnov.

Des manifestations plus ou moins orchestrées se succèdent, réunissant quelques milliers de

personnes à Tiraspol (200 000 habitants), capitale de la « République » (700 000 habitants). Dimanche 1^{er} et lundi 2 septembre, les voies ferrées ont été bloquées pendant plusieurs heures.

Le congrès des députés de cette « République » qui n'en finit pas de proclamer son indépendance de la Moldavie, a lancé lundi soir un ultimatum aux autorités de Kichinev. Lors d'une séance à l'ancienne où l'on applaudissait debout et en rythme les discours, les députés du Dniestr ont décidé d'appliquer à partir de mardi des « sanctions économiques » contre la Moldavie si leurs cinq députés arrêtés par les Moldaves n'étaient pas immédiatement libérés. Outre la principale voie ferrée, le Dniestr contrôle près de 80 % de l'approvisionnement en gaz et en électricité de la Moldavie.

Une « fédération moldave »

« Vous allez assister à une petite guerre », prévenait M. Valeri Litskay, conseiller de la présidence. Les députés du Dniestr ont aussi adopté lundi un drapeau national (l'ancien drapeau de la Moldavie socialiste soviétique qui, elle, a opté pour les couleurs roumaines) ainsi qu'une Constitution qui prévoit le droit de veto pour les minorités (le Dniestr compte près de 40 % de Moldaves).

« C'est ce droit que nous voulons obtenir de Kichinev », expliquait un député. Rejetant les accusations de complicité avec les putschistes de Moscou sur « l'organisation des travailleurs » de Tiraspol (OSTK), le président en exercice M. Guorghi Marakoutza déclarait, martial, devant le congrès : « Nous devons former notre armée nationale. » Avant de laisser, devant une manifestation de plus de 2 000 personnes, la porte ouverte à une solution de compromis avec Kichinev, par la formation d'une « fédération moldave » qui comprendrait la Moldavie, le Dniestr et la Gagaouzie, une zone au sud de Kichinev peuplée de Turcs orthodoxes russes. »

Selon de bonnes sources, des pourparlers « dans un endroit secret et neutre » ont commencé dès dimanche entre les Moldaves et les représentants du Dniestr qui espèrent faire pression sur les

négoiations en dosant leurs « sanctions ». En cas d'échec, certains espèrent ici faire traîner les choses, demandant alors leur rattachement à l'Ukraine voisine après le référendum sur l'indépendance dans cette République le 1^{er} décembre prochain. Depuis les affrontements de novembre 1990 entre les volontaires moldaves et les russophones (trois morts), les autorités moldaves promettent de ne plus employer la force, ni de tenter de convaincre la population du Dniestr de linéariser ses leaders. D'autant plus que Kichinev ne disposerait que de quelques milliers d'hommes pour intervenir, que les Dniestriens sont discrètement soutenus par l'armée soviétique, qui fournit ses camions de transmission, et dont les jeps stationnent sur la route entre Kichinev et Tiraspol.

Selon des sources proches des services de sécurité de Kichinev, la « milice populaire » de Tiraspol, qui garde en treillis et matraque à la main les bâtiments officiels de la « République » aurait en réserve des armes de l'armée soviétique.

« Si on nous y force je prendrai les armes »

Mais lundi, dans les rues de Tiraspol l'ambiance était plutôt à la fête pour le premier anniversaire de l'indépendance de la « République » proclamée l'an dernier, en réaction à la déclaration de souveraineté de la Moldavie. Les pionniers, foulard rouge proprement noué sous leur longue natte, s'élevaient en ce jour de rentrée des classes. On mangeait des glaces et des gâteaux en famille en écoutant d'une oreille distraite les discours du congrès des députés retransmis par de puissants haut-parleurs dans toute la ville encore couverte de propagande communiste.

Assis à la terrasse d'un café, Sergueï Abou, un ouvrier ukrainien « né ici et qui compte y rester » avertissait : « Qu'ils nous laissent tranquilles, ils n'arriveront rien. Si mes enfants s'insurgent, si on nous force à aller avec la Roumanie, je prendrai les armes. Je ne serai jamais là. »

JEAN-BAPTISTE NAUDOT

DIAGONALES

CHACQUE fois que l'histoire s'accroche, la France qui cause perd la boule. La fin brusquée de l'empire communiste met un comble à ce travers national.

Il faut relire d'une traite nos tribuns et experts, depuis quelques semaines : tous font assaut de synonymes ronflants — dislocation, effondrement, etc. — dans l'espoir de hisser leur langue de bois habituelle à la hauteur de l'événement, tandis que prophéties et conseils tentent de masquer les bévues et les complaisances passées. Le sentiment de délivrance tourne à l'hystérie. Danser sur les tombes, que voulez-vous, nous adorons. En fait de commentaires, on dirait les convulsionnaires du cimetiériste Saint-Médard piétinant la sépulture du diacre Paris !

A droite, c'est-à-dire presque partout, le soulagement légitime de voir imposer un pouvoir usurpé, tricheur et assassin entraîne en clair le vœu que tombent, avec leur caricature, toutes les idées et aspirations qu'il ont défigurées les despotes déchu. Quelle aubaine si disparaissaient du même coup, au sein des peuples, les rêves mécontents de partage qui ont forgé 1789, 1848, 1871, 1917, 1936, 1944, 1958 ! L'effacement idéologique que n'ont pas obtenu soixante-dix ans de batailles truquées et de fonds secrets, se poursuit-il que l'histoire l'offre enfin, sans contrepartie autre qu'un peu de flouissement diplomatique, à un libéralisme désormais seul sur le marché des espérances humaines ? Et si la social-démocratie, bien que née de la rupture avec le communisme léniniste, succombait à son tour ? Le monde entier au mains de Wall Street, du FMI et... du CDS : vous parlez d'un paradis !

A gauche, ce qu'il en reste, les réactions ne sont pas moins délirantes. Les ex-coccos ironisent sur leur ingénuité ancienne, comparent les dates de leur désilement, et y trouvent inépuisablement matière à prêche. Les socialistes indames de léninisme ne se laissent pas distraire de leur course à la candidature suprême, de leurs motions, de leur pêche au centre...

A tendance de cette fin de siècle est aux guerres finies avant d'avoir commencé. C'est un progrès. On verra moins de cimetiéristes militaires, ces insultes à la raison. Les batailles idéologiques, quant à elles, ne laissent aucune ombre visible, quand elles s'achèvent. Cela n'empêche pas les hémorrhagies intérieures. Des dizaines, des centaines de millions d'humains, depuis leurs générations, ont voulu croire, de toutes leurs forces, à ce qui s'écrivait aujourd'hui. On voit

Vide

terça jamais le champ d'honneur des illusions perdues ?

Soit, personne ne détient le monopole du cœur, et la foi dans la fin des injustices ne dispense pas de lucidité ; mais cette armée de l'espérance n'était-elle pas le sel de la terre ? J'ai vu un vieux militant lire en manchette de son quotidien préféré : « Notre différence avec le PCUS est totale », et l'acheteur quand même, car enfin qui ne s'est jamais senti ? Et à qui se fier d'ailleurs ?

Le maréchal Akhromeev s'est suicidé parce que s'effondrait « tout ce à quoi il avait consacré sa vie ». Aucun des putschistes d'Algérie, qui parlaient pourtant d'honneur, n'a eu cette effreuse cohérence à quoi se mesure une foi. L'armée rouge n'a pas perdu la dignité, si elle a perdu le main. Derrière la corde où pend Akhromeev se profile une foule sans fin d'espérances exemptes de bigoterie comme de carriérisme, dont le vie entier s'est vidée de sens et qui ne se convertiront pas, pour autant, au dieu Dow Jones. Respect à eux ! Le sanglot que Baudelaire entendait rouler depuis la nuit des temps, forcément les offensés continueront d'y puiser la rage de croire, et de croire ensemble. Morte en août 1991, la lutte des classes ? Fatal, le chômage ? Allons donc !

Qui fera peur aux riches, désormais ? Qui effrayera le bourgeois ? Ne cherchons pas : le Sud, avec, entre les dents, plus terrifiante que le couteau bochevique, la faim.

POUR la première fois de son histoire, l'humanité ne dispose plus que d'une foi : la marchande. Tous à vos SICAV ! Couillonnez le voisin ! Concurrencez Toyota ou crevez ! Vive la reprise éternelle ! Vive l'expansion indéfinie, lin dernière de l'homme ! Tel est l'évangile de l'agressivité économique et de chacun pour soi, déclaré vainqueur par jet de l'éponge chez les rouges.

Faute de démon à l'Est, chacun va diaboliser son voisin de palier : c'est commencé en politique. Faute d'un système adéquat à dénigrer, la « pensée » dominante va se dispenser de penser. La liberté et l'égalité passaient pour le prix à payer l'une de l'autre. La liberté a gagné ; que pèserie l'égalité ! Après tout, cette bêtise, la nature n'en donne aucun exemple, au contraire. Imitons sa jungle, même s'il est prouvé que tout progrès s'est forgé contre elle !

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Une certaine crainte du vide, tout de même, pointe, devant la bancale à l'Est. Crainte du vide de pouvoir, chez les fervents de l'ordre, d'où qu'il procède. Crainte, chez les plus sérieux, du manque de contrepoints idéologiques. Qui dit civilisation suppose dialogue. Pour qu'il y ait l'une et l'autre, il faut être au moins deux. Une pensée ventriloque — et la logique aveugle du « marché » mérite ce nom, — cela s'appelle tôt ou tard la barbarie, high tech ou pas. La nature a horreur du vide ; les progrès de l'esprit aussi.

Déjà, des vendeurs d'espérances s'offrent à remplacer la religion déboulonnée. Le pape s'est porté candidat, invoquant l'antériorité de l'Eglise en matière de partage, et fort de ce que les déviations staliniennes comme l'Inquisition ont laissé Rome, par miracle, debout. Trop tard, semble-t-il. Les disciples du Christ ont partie liée depuis trop longtemps avec Mammon et l'usure.

D'autres — ce sont souvent les mêmes — reprennent en chœur le cri d'odie dont se moquait si drôlement de Gaulle : « L'Europe ! L'Europe ! » Mais celle-là, aussi, elle est trop soudée au grand frère américain pour imaginer et imposer un compromis entre capitalisme et socialisme, compromis dont notre droite, en tout cas, ne veut pas entendre parler, oubliant que le général, allié aux communistes en des temps autrement éblouissants, faisait, de cette « troisième voie », un de ses dadas...

A pleine ineptie du jamais vu : un monde débarrassé de toute UTOPIE, le rêve de devenir Rockefeller, François Michelin ou Bernard Tapie ne méritent pas, décemment, ce nom.

Parce que l'utopie engendre la contrainte comme la nuée donne la pluie, le danger des bonheurs imposés ou sans cesse remis s'éloigne. Mais celui du découragement se lève, mauvais conseiller. On ne bâtit pas son existence sur les fluctuations du CAC-40 et l'ignorance de famines toujours plus proches ; ou alors, quelle existence, morte et inhumaine comme une calculatrice et un flingue volent dans une boîte à gants !

« Comme si tout grand progrès de l'humanité n'était pas dû à de l'utopie réalisée », s'exclame Gide dans les *Nouvelles Nourritures*. Tout n'était pas faux, dans le leur à l'Est, même si certains l'ont moralement perverti. Togliatti aimait citer Pascal : « Il faut tenir serrés les deux bouts de la vérité, et n'en lâcher aucun. »

Le régime de Kaboul ne voit toujours « aucun signe » d'un « ralentissement » de l'aide soviétique

Dans une interview au *Times* de Londres, le président afghan Najibullah s'est déclaré convaincu que « la coopération entre l'Afghanistan et l'URSS se poursuivra dans le cadre des accords conclus » entre les deux pays. Il a ajouté qu'à ce jour « aucun signe » ne lui permettait de croire à un éventuel « ralentissement » de l'approvisionnement de Kaboul, en dépit des récents événements de Moscou. Les prix des denrées alimentaires sont en nette augmentation, et il est déjà difficile de se procurer du carburant. L'armée affirme pour sa part disposer de munitions « suffisantes pour un an ».

PESHAWAR

Correspondance

La résistance afghane ne pouvait pas espérer mieux, elle qui ne cesse de répéter que, sans Moscou, M. Najibullah est fini et que, sans le cordon ombilical avec l'URSS, Kaboul ne tient plus. La révolution en URSS, déjà pleine d'incertitudes pour les Républiques musulmanes d'Asie centrale, aura vraisemblablement des répercussions sur l'Afghanistan, où la situation est restée pratiquement figée depuis le départ de l'armée rouge, il y a trente mois.

Certes, plusieurs chefs moudjahidins, comme le Tadjik Ahmed Shah Massoud, ont étendu leur territoire. Mais la résistance a perdu son crédit en s'entretenant sur fond d'islamisme, face à un Najibullah qui s'est montré habile en procédant lui-même à une sorte de perestroïka appelée « réconciliation nationale ». Mais, si l'hiver risque d'être difficile dans cette URSS en voie d'éclosion, il le sera encore plus à

Kaboul, où le gouvernement, l'armée, les milices et la population dépendent en grande partie des fournitures quotidiennes venues du Nord par voie aérienne ou terrestre.

Les moudjahidins prêts à négocier avec Moscou

Dans son interview au *Times*, M. Najibullah a rappelé qu'en dépit des « hauts et des bas » l'URSS avait maintenu d'importants liens commerciaux avec Kaboul depuis le premier traité d'amitié signé en 1921 avec « la Russie soviétique ». Serait-ce un appel du pied à M. Eltsine ? Seul M. Najibullah le sait, lui, l'ancien chef des services secrets du Khat, qui a réussi, pendant cinq ans, à garder les faveurs de M. Gorbatchev, mais aussi « des gens qui complaient » au sein du KGB et de l'armée soviétique.

Les moudjahidins apparaissent, une nouvelle fois, tiraillés entre le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, où certains groupes de pression s'intéressent de près à l'économie des Républiques musulmanes soviétiques. Cependant, l'heure est à la négociation, et la résistance, tout en maintenant la « pression militaire » sur Kaboul, se déclare prête à envoyer une mission à Moscou, en vue d'un « règlement négocié » et, pourquoi pas, d'une rencontre avec M. Eltsine.

Une chose est sûre : Moscou a besoin, plus que jamais, de stabilité en Afghanistan. C'est en tout cas ainsi qu'a été interprétée l'annonce, en août, par le commandant Massoud, d'un accord direct de « non-ingérence » avec les gardes-frontières du Tadjikistan. Cet accord n'a pas plu au président Najibullah, qui a fait donner son aviation contre le chef rebelle du nord, accusé d'avoir ignoré « le système politique existant de la République d'Afghanistan ».

GAD SUTHERLAND

مكتبة من الأصل

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Les auteurs de la rébellion militaire de décembre 1990 condamnés à de lourdes peines

La cour d'appel fédérale de Buenos-Aires a condamné, lundi 2 septembre, à des peines de prison allant de deux ans à la perpétuité les quinze principaux officiers ultra-nationalistes qui avaient dirigé, le 3 décembre dernier, une des plus sanglantes rébellions militaires qu'ait connues l'Argentine. Le chef du mouvement, le colonel en retraite Mohamed Ali Seineldin, a été condamné à la réduction à perpétuité. Tous les accusés ont été destitués de leur grade.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après quatre mois et demi d'un procès public parfois mouvementé, la justice civile s'est finalement montrée plus clémente que le tribunal militaire qui, en janvier dernier, avait condamné sept des officiers rebelles à la prison à perpétuité (le Monde du 10 janvier 1991).

Comme leurs pairs militaires, les juges civils ont retenu l'accusation de «*multitude avec effusion de sang*» mais ont écarté celle de tentative de coup d'Etat réclamée par le procureur. Au lendemain du soulèvement, le président Carlos Menem avait affirmé que les rebelles avaient voulu l'assassiner.

Le colonel Seineldin, qui n'a pas participé directement aux combats contre les forces loyales au gouvernement — il se trouvait, le jour de la mutinerie, aux côtés d'une garnison éloignée de la capitale, à «*Revolución*», l'ancienne capitale de la rébellion, qui a fait quatorze morts et des centaines de blessés. Officier austère et catholique mystique, le colonel Seineldin est considéré comme l'idéologue des militaires ultra-nationalistes, surnommés «*carapintadas*» (visages peints), en raison de la peinture utilisée pour leur camouflage, qui se sont soulevés à quatre reprises en moins de quatre ans contre les gouvernements de MM. Raúl Alfonsín et Carlos Menem. Ancien conseiller du général Manuel Noriega, l'ex-homme

fort du Panama, le colonel Seineldin accuse le gouvernement démocratique et les officiers «*libéraux*» d'être responsables de la «*désintégration*» des forces armées et critique aussi la dépendance grandissante de l'Argentine par rapport aux États-Unis. Il avait été gracié en 1989 par le président Menem pour la rébellion de Villa-Martelli, menée en décembre 1988 contre l'administration Alfonsín.

Prochaines batailles devant les urnes

Des centaines de témoins ont comparu pendant le procès et, parmi eux, des hauts fonctionnaires du gouvernement, qui ont reconnu avoir eu des contacts avec les mutins. Le colonel Seineldin, qui avait soutenu la campagne électorale de M. Menem pour la présidence de la République en 1989, a accusé le chef de l'Etat d'avoir «*trahi*» les «*carapintadas*». Dans un plaidoyer de plus d'une heure et demie, il a également prédit que des événements «*encore plus san-*

glants» pourraient se produire en Argentine si les problèmes institutionnels des forces armées n'étaient pas résolus.

Le gouvernement argentin espère, avec ce procès, avoir «*maîtrié*» les officiers rebelles dans les rangs de l'armée, mais un autre leader «*carapintado*», qui fut le compagnon de route du colonel Seineldin, a quitté l'uniforme pour se lancer dans l'arène politique. Il s'agit de l'ancien lieutenant-colonel Aldo Rico, qui avait dirigé les rébellions de Santa-Santa en 1987 et de Monte-Caseros en 1988, mais a critiqué celle du 3 décembre dernier. M. Aldo Rico a créé, il y a neuf mois, son propre parti, le Mouvement pour la dignité et l'indépendance (MODIN). Il est candidat, le 8 septembre prochain, au poste de gouverneur de la province de Buenos-Aires. Certains sondages lui accordent la troisième place, avec 9 % des voix, loin derrière les deux principaux candidats — péroniste et radical, — qui arrivent presque à égalité dans les intentions de vote.

CHRISTINE LEGRAND

CHILI

Le sens de l'«économie» du général Pinochet

Le général Augusto Pinochet n'a jamais été le moindre remède devant les exactions commises durant les dix-sept années de sa dictature et dont la population découvre chaque jour un peu plus l'étendue : depuis l'arrivée au pouvoir, en mars 1980, du président Patricio Aylwin, démocratiquement élu, la voie se lève lentement sur ces années noires.

L'actuel commandant en chef de l'armée chilienne — très soucieux de ne rester le plus longtemps possible — n'a cependant pas hésité à franchir un nouveau pas dans le cynisme à l'égard des familles des quelque 2 000 personnes torturées et massacrées après 1973 et des 957 disparus dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Informé de la présence de deux cadavres par tomba dans une petite cimetière général de Santiago,

où les corps d'une centaine de disparus ont été découverts lundi 2 septembre, le général Pinochet a eu cette réflexion : «*Mais quelle économie !*»

Parmi les corps exhumés conformément à une décision de justice prononcée à la demande de l'Eglise, le cadavre du fondateur du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), Bautista Van Schouben, a été formellement identifié. Il avait été erré peu après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, à l'issue duquel la junte du général Pinochet avait renversé le gouvernement de Salvador Allende.

L'exhumation des corps prendra plusieurs jours, pendant lesquels le vieux général sera, à n'en pas douter, invité à faire l'économie de paroles déplacées.

M. J.

Océan Indien

MADAGASCAR : tension toujours aussi vive depuis trois mois

M. Didier Ratsiraka et les opposants campent sur leurs positions

Rarement dans un pays du tiers-monde, soumis à un régime autoritaire, un mouvement de contestation aura duré aussi longtemps en réunissant autant de monde dans les rues, sans trop d'effusions de sang. Mais le régime continue de résister. Et la tension restait forte à Tananarive, lundi 2 septembre.

TANANARIVE

de notre envoyée spéciale

En apparence, rien n'a changé, c'est le même film qui se répète. Depuis trois mois, chaque matin ou presque, une foule immense et débonnaire envahit lentement l'avenue de l'Indépendance pour se masser sur la place du 13-Mai. Sous les parasols blancs, des gamins aux pieds nus vendent des morceaux de pain frais, des cacahuètes, et des «*glaces Minou*». Pas un soldat à l'horizon : malgré l'état d'urgence qui interdit théoriquement toute réunion publique, la grand-messe des rebelles tranquilles de «*Tana*» n'a jamais été réprimée par les forces de l'ordre.

«*Nous, on est des non-violents*», sourit une jeune gréviste du ministère de l'Agriculture, qui vient là «*tous les jours*», avec ses collègues de bureau, écouter le discours des dirigeants du

Comité des forces vives (coalition des principaux mouvements d'opposition). A l'idée de reprendre le travail, mercredi 4 septembre, sous peine de licenciement, comme l'a exigé le premier ministre, M. Guy Willy Razanamasoa, le petit groupe s'esclaffe. «*Que le président Ratsiraka s'en aille d'abord, après on verra !*» Un jeune homme, pourtant, insiste : «*Si on ne reprend pas le travail, le gouvernement comprendra que toutes ses gestulations ne valent rien. Et peut-être qu'alors, il tentera un sale coup et fera dégrader la place du 13-Mai par la force. Ou bien, ils commenceront à dresser la liste des absents et menaceront de les licencier...*»

Jusqu'à présent, la question ne s'était pas posée. Les fonctionnaires jouissaient du «*privilege*» d'être toujours payés — chaque mois puisque le salaire minimum n'excède pas 40 000 à 50 000 francs malgaches (120 à 130 francs français) — qu'ils soient grévistes ou non. L'appel à la reprise, lancé par le premier ministre, pourrait être sans suite. C'est en tout cas ce dont rêvent à voix haute la plupart des grévistes. Il indique néanmoins un durcissement de ton de la part du chef du gouvernement.

«*Le 4 septembre, représente un risque pour tout le monde...*», estiment les dirigeants de l'inter-syndicale. «*Pour les grévistes, bien sûr. Mais pour M. Razanamasoa aussi ! Si le travail ne reprend pas, ce sera un camouflet terrible pour lui !*» Les syndicats ont donc pris les paris, sans trop d'hésitation : la grève, lancée le 17 juin, devait se poursuivre mercredi.

Tout en affichant leur confiance dans la neutralité de l'armée, les syndicalistes n'en redoutent pas moins de possibles incidents. Installer ou non des piquets de grève aux portes des ministères : la question n'a pas encore été tranchée.

Compromis impossible ?

Au sein du Comité des forces vives, qui prévoyait pour mardi la «*prise*» de ministères par leur «*gouvernement bis*», une même inquiétude existe. C'est que chacun, dans la Grande Ile, garde en mémoire la tuerie survenue il y a moins de vingt jours, devant le palais présidentiel. «*Le cœur des Malgaches s'est fermé le 10 août*», résume un manifestant. Pour lui, comme pour la majorité des opposants, le destin du chef de l'Etat s'est définitivement scellé ce jour-là. «*Même comme président poétique, on n'en veut pas ! Il faut qu'il parte*», répète-on place du 13-Mai.

Pourtant, dans son palais-bunker d'Avoholoha, le président Ratsiraka ne semble pas l'entendre de cette oreille. Là aussi, en apparence, les choses n'ont pas

bougé. Celui dont on prédit la chute, semaine après semaine, depuis plus de deux mois, est toujours à son poste. Et décide à y rester le plus longtemps possible.

Les négociations, discrètement entamées il y a une semaine entre la présidence et les forces de l'opposition, n'ont pas donné, jusqu'à ce jour, de résultats tangibles — hormis celui de fournir un précieux suris au chef de l'Etat. Ce dernier, qui jurait, il y a peu, avoir fait «*toutes les concessions possibles*» (le Monde du 1^{er} août), a pourtant dû lâcher une nouvelle fois du lest.

Le président aurait, dans un premier temps, donné son accord de principe pour remettre ses pouvoirs à un «*Comité de salut public*» (CSP) regroupant des représentants du Comité des forces vives, du MMSM (coalition pro-gouvernementale, du FFKM (Conseil des Eglises chrétiennes) et, peut-être aussi de l'armée. Ce comité, symbole de la «*réconciliation nationale*», aurait pour tâche de désigner un premier ministre (chargé de gouverner le pays jusqu'aux élections) et de veiller au bon déroulement du «*processus de transition vers la troisième République*».

Malheureusement, ce scénario semble très difficile à réaliser. En effet, selon diverses sources informées, le président Ratsiraka serait d'accord pour céder le gros de ses prérogatives, mais pas toutes. Il refuserait notamment d'abandonner ses fonctions à la tête de l'armée. Il entendrait, également, voir ses partisans du MMSM disposer d'un «*droit de blocage*» au sein du CSP.

Autant d'exigences que le Comité des forces vives estime ne pas pouvoir accepter. En se lançant ainsi dans cette étonnante surenchère, le chef de l'Etat pourrait bien, à la longue, rendre plus délicate encore la position du gouvernement français.

CATHERINE SIMON

Rectificatif. — A la fin de l'article sur le «*grand fleuve artificiel*» de Libye publié dans le Monde daté 1^{er} septembre, il était écrit : «*Les deux tiers environ de l'eau utilisée (2 120 millions de mètres cubes en 1985) venaient donc pour une faible part du dessalement de l'eau de mer et de réserves non renouvelables*». Il aurait fallu préciser : «*pour une faible part de l'eau de mer et donc, pour l'essentiel, de réserves non renouvelables*».

BRÉSIL

La femme du président et l'argent

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Trieste hiver éternel pour le premier dame brésilienne, Rosane Collor de Mello doit en effet affronter depuis plusieurs semaines le notoire et public déclin de son mari, une série de graves accusations et, en conséquence, une avalanche de critiques de la presse. Lors d'une messe donnée à l'occasion du 49^e anniversaire de l'organisation charitable qu'elle préside, la Légion brésilienne d'assistance (LBA), elle a laissé paraître son désespoir par des sanglots interminables, bien évidemment abondamment photographiés.

Principale raison de cette déchéance, son action à la tête de cette LBA, il y a peu encore vitrine sociale du pouvoir. Ce titre lui permettait d'être à l'honneur lors des visites officielles et de recevoir, comme en décembre dernier, la fille de George Bush.

A l'époque, on louait plus souvent qu'on ne critiquait les efforts et la volonté de la jeune femme, même si quelques députés d'opposition mettaient en cause cette organisation, accusée de se livrer à des trafics d'influence. Rosane Collor, âgée de vingt-huit ans et héritière d'une grande famille de l'Etat d'Alagoas dans le nord-est du pays, se dépensait alors pour favoriser certains projets sociaux du gouvernement.

Depuis le mois de juillet, la LBA, bien que dépendante du

ministère de l'action sociale, n'appartient plus aux yeux des autorités brésiennes comme une organisation recommandable. Au point que le chef de l'Etat demande presque publiquement à son épouse d'en quitter la présidence. L'apparent refus d'obtempérer de Rosane Collor provoque même une crise vaudevillesque : la président brésilien laisse ostensiblement photographier sa main dépourvue d'alliance, refuse de signer la main de son épouse lors de son anniversaire et évite de paraître à ses côtés.

Accablantes précisions

La presse brésilienne et principalement le *Jornal do Brasil* ont apporté tout au long de cette semaine d'accablantes précisions sur le fonctionnement de la LBA, un organisme qui emploie près de dix mille personnes, occupé trois étages de son ministère de tutelle et gère 1 milliard de dollars par an. En 1990, par exemple, l'association a dépensé 8 % de son budget pour l'Etat d'Alagoas jusqu'au mois d'octobre et 92 % pendant les deux mois suivants. A savoir très exactement entre les deux tours des élections pour le désignation des gouverneurs et des parlementaires.

Avec une conséquence inimaginable : la candidature soutenue par Rosane Collor et par le pouvoir, Geraldo Bulhões, campait le siège de gouverneur en quadri-

plant — lors du deuxième tour — d'écart qui le séparait de son rival Renan Calheiros. D'autres faits, tous précis et appuyés par des documents, prouvent des marchés remportés sans concurrence par des membres proches de la famille ou encore des achats à des prix supérieurs à ceux couramment observés, voire fixés par le gouvernement. Rosane Collor a annoncé pour sa part qu'elle répondrait à ces accusations et qu'elle démissionnerait de la présidence de la LBA à la fin de la semaine pour «*garder*» que des fonctions honorifiques.

Pourquoi un tel débâcle ? Les affaires de corruption, les «*scandales*» en général — et les sont nombreux — se diluent généralement dans un dédale de commissions et sous-commissions en tous genres et sont le plus souvent dans l'oubli. La LBA existe depuis près d'un demi-siècle et a déjà fait parler d'elle. Aujourd'hui pourtant, la commission d'enquête parlementaire et le Cour des comptes font diligence.

La porte-parole de la présidence, Claudio Humberto, a beau qualifier ces accusations de «*campagna sordide*», même le journal pro-gouvernemental *Globo* publie de méchantes caricatures et, lors de la messe anniversaire de la LBA, aucun membre de l'entourage présidentiel n'est défilé.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

DIPLOMATIE

Réuni à Accra (Ghana)

Le mouvement des non-alignés s'interroge sur son rôle

Réunis depuis lundi 2 septembre à Accra (Ghana), les représentants du mouvement des non-alignés tentent de redéfinir son rôle.

Les experts des 102 membres du mouvement, puis à partir de mercredi, les ministères des affaires étrangères, examineront les derniers développements en URSS, les conflits qui continuent d'ensanglanter le tiers-monde et la crise économique qui frappe la plupart d'entre eux.

Un projet de déclaration, examiné à la conférence, affirme que le mouvement est plus nécessaire que jamais face à ce qui se passe en Europe et à l'émergence d'un nouvel ordre «*dominé par des intérêts occidentaux*».

Le vice-ministre ghanéen des affaires étrangères, M. Moham-

med Iba Cbembas, a pour sa part estimé que le niveau de démocratisation du système des Nations unies, à travers notamment la remise en cause du droit de veto exclusif des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, était aussi à l'ordre du jour de la conférence.

De nombreux délégués ont été surpris par le niveau de participation à la conférence d'Accra au moment où tout le monde s'interroge sur l'avenir du mouvement.

Selon les Ghanéens, seules les Bahamas ont fait savoir qu'elles ne pourraient y participer alors que Haïti se déclare prête à poser sa candidature.

Devenus 103 avec l'admission du Venezuela au sommet de Belgrade, en 1989, les non-alignés sont retombés à 102 après l'unification des deux Yémens. — (AFP)

Le Liechtenstein devient membre de l'AELE

BERNE

de notre correspondant

La Principauté du Liechtenstein est devenue, le 1^{er} septembre, membre à part entière de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Des sept Etats fondateurs de l'AELE en 1960 (Autriche, Norvège, Suède, Suisse, Danemark, Grande-Bretagne et Portugal), les trois derniers l'ont quittée au profit de la Communauté européenne. Le Liechtenstein, avec ses trente mille habitants, est le troisième en 1970 et la Finlande en 1986. Depuis que l'Autriche et la Suède ont fait acte de candidature à la Communauté, les jours de l'Association européenne de libre-échange semblent comptés, mais le Liechtenstein sait qu'il ne pourra pas faire cavalier seul.

Pas plus que la Suisse, qui a déjà été amenée à annoncer son secret bancaire, la Principauté n'échappera à une harmonisation de son régime fiscal avec celui de la Communauté. Actuellement, le Liechtenstein abrite

quelque soixante mille sociétés «*boîtes à lettres*» qui servent de façades légales à des activités financières pas toujours transparentes.

Dernièrement, la commission fédérale helvétique des banques a relevé certaines lacunes par rapport aux dispositions prises en Suisse pour connaître les noms des titulaires de comptes, «*ce qui rend le Liechtenstein particulièrement attrayant pour qui veut se soustraire à l'impôt*». La commission notait également que les représentants de sociétés domiciliées à Vaduz «*sont parfois inconnus de leurs administrateurs liechtensteinois*».

JEAN-CLAUDE BUHRER

Le président de l'Etat des Emirats arabes unis attendu en France le 9 septembre. — Cheikh Zayed Ben Sultan El Nahayen, président de l'Etat des Emirats arabes unis (EAEU), est attendu en France pour une visite d'Etat du 9 au 12 septembre. A l'annonce d'Elvise, lundi 2 septembre, Cheikh Zayed répond à une invitation du président Mitterrand.

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

Devant le comité central

M. Lajoie accuse ceux qui critiquent le PCF de « falsifier » ses positions

La direction du PCF rejette en bloc les critiques qui ont été émises à son encontre, notamment par les communistes contestataires, après son refus de condamner d'emblée la tentative de coup d'Etat contre M. Mikhaïl Gorbatchev. Réfutant les mises en cause exprimées par M. Charles Fiterman et les autres porte-parole des « refondateurs », elle campe sur ses analyses et accuse ses censeurs de « falsifier » ses positions et de faire ainsi le jeu des « forces du capital » dont elle dénonce l'emprise croissante, y compris sur la politique conduite par le gouvernement de M^{me} Edith Cresson qu'elle condamne.

Dans le rapport qu'il a présenté, mardi matin 3 septembre, à la demande du bureau politique, devant le comité central du PCF, réuni pour examiner les conséquences de l'effondrement du système soviétique, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoie, a notamment déclaré : « Le putsch et ses conséquences ont placé

en position de force les partisans du retour au capitalisme. Une dynamique s'est mise en route, accordant à ces forces un avantage de plus en plus décisif. [...] Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à une victoire politique de forces que leurs choix idéologiques et leurs objectifs proclamés — libéralisme économique sans rivage, avec comme conséquences la restauration accélérée du capitalisme, la liquidation du Parti communiste, le chauvinisme, etc. — conduisent à caractériser ce que nous appelons chez nous des forces de droite. C'est d'ailleurs bien ainsi que les reconnoissent la droite et l'extrême droite françaises. [...] C'est dans ce cadre que se déchoie actuellement une violente offensive contre le Parti communiste français et de manière générale contre les idées de gauche et de progrès. [...] La droite se place en ordre de bataille afin de reconquérir le pouvoir pour elle-même. Le Parti socialiste est à la recherche des moyens de le conserver, y compris en élargissant son alliance avec une partie de la droite. Mais les uns et les autres envisagent la poursuite de la politique voulue par les forces du capital. Le Parti communiste français rejette le renouveau, la résignation à la politique actuelle, la capitulation devant le

capitalisme. [...] Nous avons toutes les raisons de ne pas renoncer à nos objectifs transformateurs. [...] Bien sûr, les événements d'Union soviétique nous touchent profondément. Ils font beaucoup réfléchir. Mais l'opinion du bureau politique est que ces événements ne conduisent en rien ce que notre parti est devenu et les objectifs qu'il poursuit. Je pourrais même dire qu'ils ne font que renforcer les choix que nous avons décidés. [...] La réalité de ce qu'est devenu notre parti n'a rien à voir avec ce que fut le Parti communiste en Union soviétique. »

Non à un congrès extraordinaire

« D'ailleurs, a souligné M. Lajoie, les accusations contre le manque de démocratie dans le fonctionnement de notre parti sont contredites involontairement par les accusateurs eux-mêmes, qui donnent beaucoup de place dans les médias aux déclarations des communistes exprimant des désaccords sans que ceux-ci ne soient les maîtres du monde inquisiteur ou mis de côté par l'humanité à la connaissance de tous. En réalité, le fonctionnement du Parti

communiste français s'est amélioré de façon considérable dans le sens de la démocratie. »

Selon le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « l'offensive organisée contre notre parti, à partir de l'amalgame difamatoire effectué entre lui et le Parti communiste de l'Union soviétique, ne repose sur aucune réalité. [...] On ne comprend oisément la raison, dit-il. Il s'agit de tenter de tirer profit des événements pour porter des coups au parti qui propose à notre peuple de faire sien un projet politique de changement conforme à ses intérêts. [...] Cette agression prend pour prétexte une présentation falsifiée de ce qu'ont été les prises de position de notre parti lors des événements soviétiques. [...] Elle vise des objectifs qui n'ont que fort peu de rapport avec ces événements. Il s'agit d'attaquer le parti qui est résolument aux côtés de celles et ceux qui subissent les mauvais coups de la politique actuelle. »

« Rien n'est donc plus urgent aujourd'hui que de faire reculer cette politique d'austérité, de chômage, d'injustices sociales et d'effacement du pays menée de concert par le gouvernement et les forces du capital qui correspond aux

objectifs de la droite, qui se frotte les mains, a déclaré M. Lajoie. Lorsque M^{me} Cresson est arrivée à la tête du gouvernement, nous avions pris acte de ses déclarations promettant de « muscler l'économie », de « faire reculer les inégalités », mais les actes n'ont pas tardé à démentir ces belles paroles, et aujourd'hui on peut dire non seulement qu'il y a poursuite de la politique précédente mais dans de nombreux domaines aggravation. Par conséquent les communistes feront tout pour que les événements que nous vivons ne détournent pas du nécessaire rassemblement dans l'action de tous ceux qui subissent à titres divers les coups de la politique actuelle. [...] Au moment où l'objectif des forces de droite et des milieux dirigeants est de profiter des événements d'Union soviétique pour porter de nouveaux coups à notre parti, il doit être clair que l'un des principaux handicaps de notre peuple, c'est celui de l'effacement du PCF. »

En conclusion de sa longue intervention, M. Lajoie a également rejeté la demande de convocation d'un congrès extraordinaire formulée par certains contestataires, en estimant « préférable que les communistes engagent le dialogue avec les non-communistes. »

Un entretien avec M^{me} Thorez-Vermeersch

La veuve de l'ancien secrétaire général du PCF estime que M. Georges Marchais est « le premier responsable de la déchéance » de son parti

Figure emblématique du PCF jusqu'à ce qu'elle démissionne du bureau politique, en 1968, après que le comité central ait désapprouvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, M^{me} Jeannette Thorez-Vermeersch, âgée aujourd'hui de quatre-vingts ans, interrogée à Callan (Var), où elle vit retirée depuis plusieurs années, condamne « totalement » le coup d'Etat en URSS. Mais tout en faisant son autocritique, la veuve de Maurice Thorez — qui fut secrétaire général du PCF de 1930 à 1964 — proclame toujours sa foi dans le communisme et se montre très critique à l'égard des dirigeants du PCF.



l'heure actuelle, Marchais est suivi par le comité central. Ce qui est fondamental c'est que la direction change de politique.

— Le PCF peut-il se réformer de l'intérieur ? Sinon va-t-on vers une scission ?

— Je le crois incapable de se réformer de lui-même. Mais je ne crois pas davantage à une scission. Les communistes critiques, quelle que soit leur étiquette, sont divisés entre eux. Et de toute façon, il n'y a jamais eu de place, en France, pour un autre parti entre les communistes et les socialistes.

— Quelles seraient les réformes nécessaires ? Envisagez-vous, en particulier, favorable à l'abandon du centralisme démocratique ?

— Le Parti communiste ne peut pas être une boutique où tout le monde tire à vue et à la car, à ce moment-là, on s'avance pas. Je suis donc favorable à la poursuite des réformes. Voyez le papier de cerises qu'est le PS. Je suis, en revanche, pour un véritable centralisme démocratique, c'est-à-dire pour un débat réel, en profondeur, totalement libre, à tous les échelons, précédant le prise de décision. Malgré ce qu'ils disent, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Je suis aussi contre l'élection des membres du comité central sur une liste unique et pour des candidatures libres à tous les niveaux, de la cellule jusqu'au congrès, même si on les combat politiquement.

« Je déplore également que l'on ait abandonné la formation des militants. Il faut la reprendre. La presse du parti, d'autre part, n'est pas à la hauteur de l'idéal que nous poursuivons. Jamais on n'a autant usé de la langue de bois que maintenant. Je regrette, enfin, qu'il n'y ait plus d'analyse du monde capitaliste. Comment peut-on proposer une autre politique sans une analyse approfondie du monde tel qu'il est aujourd'hui ? »

— Il n'y a pas de modèle ?

— Croyez-vous à un modèle français du socialisme ?

— Il n'y a pas de modèle. En tout cas, il n'y en a plus. Il y a eu un dévoiement du parti. Il y en aura, forcément, un autre, authentiquement communiste. Nous sommes, aujourd'hui, dans une période de recul de l'esprit de progrès. Mais pourquoi serions-nous voués, éternellement, à un tiers-monde de quatre milliards d'hommes qui crévent de faim face à trois cents ou quatre cents millions d'Européens vivant dans l'opulence sur le dos des autres ? Je crois que les jeunes générations seront placées devant des responsabilités à l'échelle de la planète et qu'elles trouveront leur chemin.

— Ce sera, sans doute, très long et je ne serai pas là pour le voir. Nous, nous l'avons trouvé, bien que la fin du parcours soit dramatique, très triste. Mais je ne regrette pas mon engagement. Je reste communiste et je suis persuadée que le communisme n'est pas mort. Ce n'est pas lui, comme l'a dit, autrefois, le pape Pie XI qui est « intrinsèquement péniel ». C'est le capitalisme... »

Propos recueillis par GUY PORTE

Les découvertes d'un gorbatchévien à Aubervilliers

En guise de préambule à la réunion du comité central du PCF, le maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), M. Jeek Rallie, ancien ministre de la Santé, avait invité tous ceux qui s'intéressent à ce qui se passe en ce moment en Union soviétique et à ce qui peut en résulter pour les communistes français à débattre, lundi soir 2 septembre, à l'Espace-Libertés de sa commune, avec un fonctionnaire de la section internationale du PCUS, M. Alexia Kojemiakov, présenté comme un « proche conseiller » de M. Mikhaïl Gorbatchev. Près d'un millier de personnes avaient répondu à cette initiative, au premier rang desquelles figuraient les deux autres principaux porte-parole des communistes « refondateurs », M^{me} Charles Fiterman et André La Forêt.

M. Kojemiakov, qui faisait en cette circonstance, en tant qu'appareilleur en situation de chômage technique, l'expérience de s'exprimer pour la première fois « à titre personnel » et « sans mandat », parle aens ferd. Il affirme que le coup d'Etat raté fomenté par les conservateurs de son parti contre M. Gorbatchev avait marqué « la fin de la perestroïka telle qu'elle avait été conçue depuis 1985, c'est-à-dire comme une tentative de réformer le système par le compromis ». Il indique que « presque toute la direction » du PCUS avait été « partie prenante dans ce complot ».

Il souligne qu'il ne pouvait, au demeurant, en être autrement puisque dans le système soviétique, fondé sur le dogme du parti unique, le PCUS « n'avait pas été calculé pour céder le pouvoir à une autre force politique ». Sans tirer de conclusions définitives sur l'avenir, il observe qu'au bout du compte le PCUS n'avait fait que consacrer « son démantèlement sur le plan moral, sur le plan des idées et sur le plan organisationnel ».

« Le verdict de l'Histoire »

A quelques heures d'un comité central promis à une forte houle, tout cela était évidemment de nature à conforter ceux des communistes critiques qui, en France, ne se font plus guère d'illusions sur la possibilité de réformer leur propre parti de l'intérieur.

Mais la libre discussion qui suivit confirme que ce qui est devenu évident aux yeux mêmes des anciens appareilleurs soviétiques ne l'est toujours pas aux yeux de certains militants communistes français, et surtout de ceux qui, peut-être par peur du vide, ont tendance à se vouloir aujourd'hui plus communistes que leurs anciens « modèles ». Bien que l'auditoire fût en grande majorité ecclésiastique à la cause « refondatrice », le réquisitoire dressé par M. Kojemiakov suscita, en effet, plusieurs interpellations empreintes de doutes et de réticences émanant tantôt de militants ouvriers « orthodoxes » désireux de se montrer « offen-

sés » contre les contestataires — en application immédiate des directives confirmées le matin même, dans l'Humanité, au nom de la direction du PCF, par M. Roland Leroy — tantôt d'intellectuels refusant d'enterrer prématurément leurs idéaux.

Les uns dénièrent au diplomate le droit de parler au nom de la « classe ouvrière » de son pays, en l'accusant de s'inscrire désormais dans une logique capitaliste porteuse notamment de chômage, d'inégalité, d'injuste-

maniser en « tendance », autrement dit violer un nouveau tabou. L'ancien ministre des transports, très applaudi, évita de s'aventurer sur cette voie. Il préféra broder longuement sur l'argumentaire qui se proposait de développer devant le comité central pour contrer la tentative de l'état-major du PCF qui cherche à minimiser la controverse sur sa réaction initiale à la tentative de putsch en mettant en avant la nécessité de rassembler les forces militantes contre

JE VOUDRAIS ÊTRE COMPAGNON DE ROUTE



les. Les autres lui reprochèrent de renier les enseignements du maoïsme et de ne pas assez insister sur les risques de voir bientôt une dictature en remplacer une autre. Il y eut même un militant aux cheveux blanchis sous le harnais révolutionnaire qui fut assez furieux pour crier : « Vive Staline ! », au nez d'un « orthodoxe » qui prétendait soutenir que les événements d'URSS ne signifiaient nullement la mort du communisme mais simplement celle de sa déviance stalinienne.

M. Kojemiakov eppertur quelque peu surpris par ces réactions. Il s'étonne d'avoir dû « faire 3 000 kilomètres pour retrouver des gens qui soutiennent les putschistes » de Moscou et il conseille ironiquement à ses contradicteurs « de tenir ce genre de discours aux travailleurs soviétiques » en leur garantissant des réactions « très difficiles ».

« Un devoir de réalisme »

« Pendant soixante-dix ans, le PCUS a vu le monde comme vous, en noir et blanc, répliqua-t-il simplement, et cela n'a mené à rien. Vous pouvez continuer à rester enfermés dans ces clichés, mais chez nous l'Histoire a rendu son verdict et je ne veux pas discuter avec l'Histoire... »

La conclusion revint naturellement à M. Fiterman, auquel un militant de Saint-Denis avait opportunément tendu le perche en souhaitant voir les signataires du manifeste Refondations d'or-

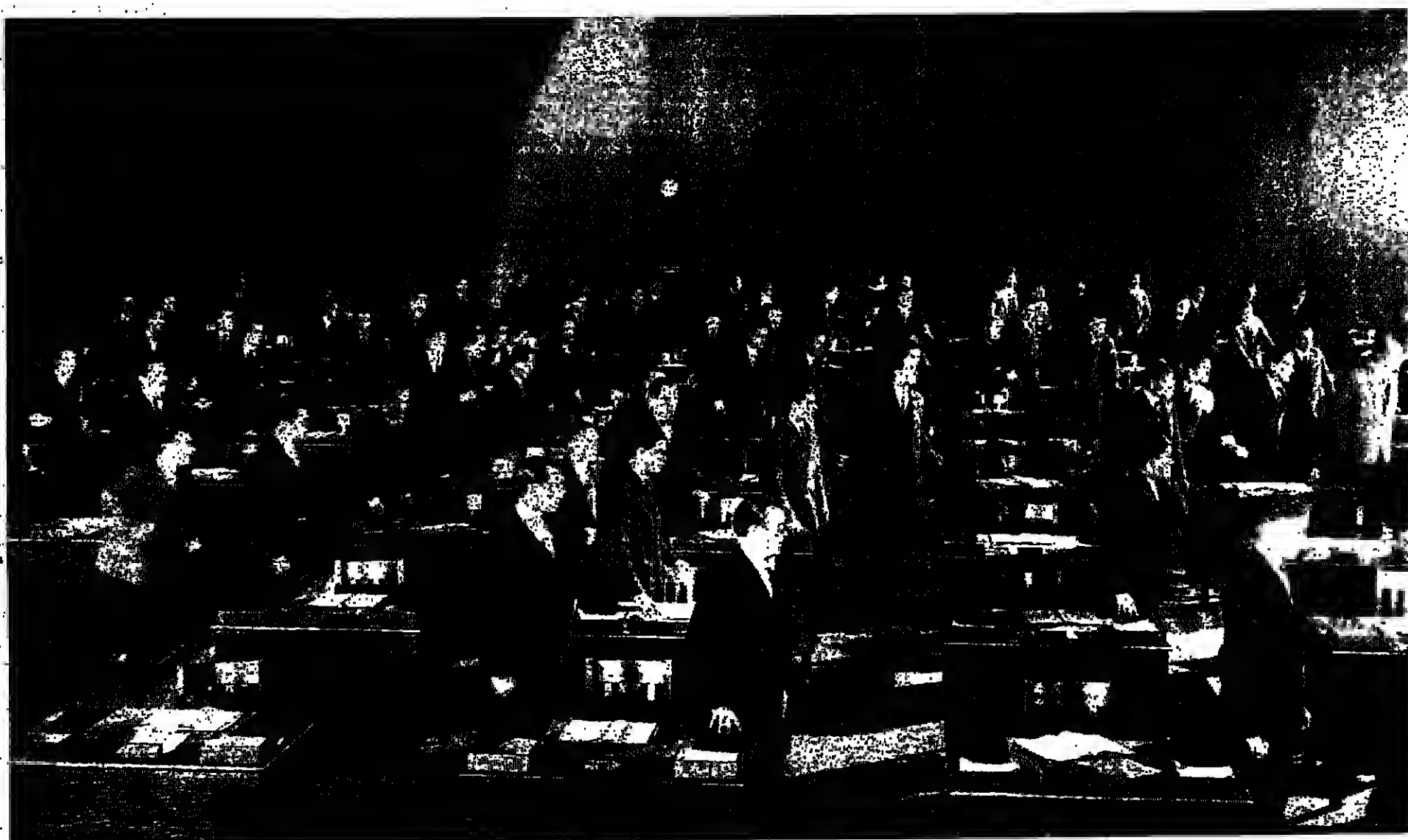
le prétendu « complot » de la droite.

« Voir déboulonner Lénine, ça ne me fait pas spécialement plaisir, dit-il, mais il faut regarder la réalité en face : ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui ne veulent plus ce qu'ils vivaient ! Nous ne pouvons pas leur contester ce droit ! Nous ne pouvons pas leur demander, au nom des intérêts de je ne sais quelle révolution mondiale de continuer à supporter ce qu'ils supportent ! Il y a un devoir de réalisme et de lucidité, mais cela n'implique pas des reniements ou des abandons touchant à des convictions profondes. Moi, je ne jette pas par-dessus bord des pans entiers de ma vie où j'étais du bon côté... Et je ne considère pas que l'écroulement du socialisme étatique, bureaucratique, centralisé, soit synonyme de triomphe du capitalisme pour l'éternité. Je ne le crois pas et ce combat contre le capitalisme, c'est d'abord à nous qu'il revient de le mener. Mais il faut construire d'autres types de solution parce que le type traditionnel de parti que nous connaissons en France, et notre propre parti, représentent des formes d'organisation, d'action, d'intervention politique qui ne correspondent plus à ce qu'attend la société. »

Et quand le vieux militant du fond de la salle s'écria à nouveau : « Vive Staline ! », M. Fiterman l'épouspoda à son tour : « Ici, le prolétariat, ce n'est pas vous et votre dictature, on ne l'accepte pas ! »

ALAIN ROLLAT

“L'heure est venue, le moment est opportun, nous voulons tous aller à Eimu 91”



En fait, c'est contradictoire: plus on passe de temps au bureau, moins on y pense. Par manque de temps: le travail, les clients, les échéances, le personnel. Que faire?

Rendez-vous à Eimu 91. Choisissez un jour compris entre le 19 et le 23 septembre prochains: toutes les meilleures

entreprises italiennes et étrangères qui fabriquent des meubles de bureau exposeront leurs nouveautés lors de la 6ème Exposition Internationale Biennale des Meubles de Bureau (Milan, Enceinte de la Foire). Mais ce n'est pas tout: pour la première fois cette année, la manifestation s'ouvre à tous les autres secteurs

commerciaux et techniques qui font partie de l'univers du bureau.

C'est une excellente occasion pour voir, comparer, demander des conseils et, pourquoi pas, les prix. Somme toute, la manière la moins stressante pour vous donner des idées pour rénover votre cadre de travail.

Eimu 91. Plus que le mobilier de bureau.
Milan, 19-23 septembre.

● Promue conjointement par le Salon du Meuble Italien et par le Sman. Co-salon: 20123 Milano, Corso Magenta 90, Tel. 02/48008710, Telefax 02/4813530.

مكذبا من الأصل

POLITIQUE

Les religions ne meurent pas

Suite de la première page

Et le centralisme, il est vrai, est aussi une pratique d'Eglise. A les entendre, le parti a ses partisans de la messe en latin, qui ont cru le 19 août que le soulèvement de l'ordre avait prévalu à Moscou. Et ses théologiens de la libération, qui retournent aux sources révolutionnaires — et françaises — de 1789. Le parti, lui-même, est un sanctuaire. « On se voit quand on y entre. La foi les a parfois aveuglés. Ce n'est pas une raison, plaident-ils, pour les sommer de toutes parts de la renier.

Il reste des communistes qui ne sont ni staliniens ni bornés. Certes, au Parti communiste français, on croise toujours des camarades poignés de fer. D'ailleurs, on les reconnaît facilement, il suffit de leur demander l'heure. Surdité totale : la réponse est un déluge sur l'économie bourgeoise, où seul Marx, peut-être, reconnaîtrait l'introduction de son Capital. Mais ces militants-là se font rares. Le PCF n'a pas eu son Corbaud. Il a évolué, à son rythme. Quand l'histoire s'est précipitée du côté de Moscou, le parti en était au premier chapitre de la glasnost. On s'exerçait à l'écouter mutuellement. On s'exerçait à examiner le problème soviétique par un militant bien qu'il ait tort d'être en désaccord.

Cet effort de communication a été essentiellement interne. Pas plus qu'il ne faut actuellement compter sur le comité central, la fédération de Paris ou la section d'arrondissement, pour savoir où et quand va se dérouler la prochaine « rencontre avec les salariés » annoncée sans précision par l'Humanité. Mais en débattant à l'improviste à la base, passées les premières réticences et les maladies psychosomatiques, on arrive, moyennant un petit coup de fil à la rédaction, à rencontrer, dans leur travail de tous les jours, des communistes. Car il en reste, répètent-ils, et notamment dans l'Est parisien.

Entre Aubervilliers et Pantin, il reste des gens qui distribuent des tracts le vendredi soir, à la croisée

des Quatre-Chemins. Et depuis que le maire a réglé son problème de retraite il y a quinze ans, Georges, soixante-neuf ans, ne refuse jamais une corvée. « On l'a vu quand même nous aller. » A la tombée de la nuit, les militants ont des gestes un peu mécaniques. Mais l'essentiel est saisi. Ils préparent la Fête de l'Humanité, donc ils existent. Aux Quatre-Chemins, les passants ont tous les visages du monde. Et pas de jugements définitifs apparemment sur la mort des idéologies ou la résurrection des idées. Il y aura même une adhésion. Un jeune immigré venu de l'océan indien.

La base y croyait, la base y croit toujours, et dit que le communisme, c'est une vie. On l'est en réunion de cellule comme au supermarché. Et Marcelle, adhérente avant même le droit de vote pour les femmes, n'a plus jamais eu le temps de faire des enfants. Marcelle, c'est une résistante, une militante du « parti des fusillés ». Son premier voyage à Moscou ne lui a laissé que des impressions qui s'effacent devant les vingt millions de morts soviétiques de la guerre. C'est une histoire familiale. On n'y renonce pas d'un déboulonnage de statues. C'est un père réfugié espagnol qui aurait donc combattu pour rien. Un père maçon qui a en la tête des idées. Un père trop grand bourgeois. C'est une grand-mère qui a vu Lénine de loin et qui a raconté aux petits-enfants qu'il était « beau ». C'est un grand-oncle juif, fusillé sous Staline, mais l'oncle, malgré les témoignages, est resté « un vrai saint ».

Didier, aujourd'hui, n'en finit pas de prendre et de rendre sa carte. De chercher si « la voie douloureuse » est de ne pas avoir vu le PCF être le premier à dénoncer ce qu'il savait ou de le voir régulièrement « mis sur le même pied » que le Front national.

Les escaliers d'immeubles

Et après toutes les « coulures » avalées « depuis soixante-dix ans », c'est aujourd'hui un escalier qui se porte. Car aucun ne se déclare ébranlé. Mais tous ont un voisin de cellule qui a pris « un coup sur le visage ». Sylvie, trente ans, pense connaître de son vivant l'avènement d'une société « juste et sociale ». Elle est communiste plus modeste que l'utopie. Petite-fille d'un émigré lituanien, elle a adhéré en 1984 pour défendre le pouvoir d'achat de son « honnête salaire ». Elle n'ignorait rien du socialisme totalitaire. Mais les militants de la famille n'étaient pas gens à se « mettre à genoux » devant l'Union soviétique. Elle n'a pas eu d'états d'âme.

De toute façon, tout le monde savait. De retour de voyage, les camarades — non pas les médias désinformateurs — avaient raconté que la réalité « n'était pas comme ils pensaient ». Les Soviétiques ne faisaient même pas semblant d'y croire. Aujourd'hui, les langues se délient. C'est presque un soulagement après tant de non-dit. Et on évoque avec commiseration les accusés qui ne marchaient pas. Votre même avec ressentiment. Car il se trouve quelques militants pour en vouloir aux Soviétiques de ce « coup de Janina » dans leur idéal. « Ils pouvaient tout de même regarder un peu au-dessus de la ceinture ».

Il reste des communistes qui doutent. A la manière d'Aragon qui « rendait sa carte tous les soirs et la reprenait tous les matins ». Lorsqu'un communiste doute, il se prend pour un dinosaure. Mais vite, il s'arrête. Il a aperçu une injustice. Celle que le langage inflige depuis la nuit des temps aux dinosaures. Il s'y attendait dès qu'il en aura fini avec la fédération de parents d'élèves et avec la coordination de quartier, où la cellule du parti a organisé avec des chrétiens et des laïcs un débat sur le respect. Il doute sans voir d'ailleurs. « C'est comme cela. Tu es réformiste ou révolutionnaire. » Voilà pour le PS. Quant au capitalisme, il n'a jamais engendré de grands mysticismes.

Et quand la nuit tombe aux Quatre-Chemins, entre Aubervilliers et Pantin, il reste une culture faite d'une somme d'actions qui ne rapportent rien. Sabine, le secrétaire de section, prend son cartable pour faire la tournée des militants. Des immigrés qui n'ont même pas le droit de voter. Et le militantisme nouveau exige de connaître tous les codes des portes d'immeubles par cœur. Cinq étages, mais Cyrille le Zairois n'est pas revenu de « voyage ». Un escalier fissuré entre la boucherie d'Orient et le café à l'acordeon. Mais Kenan le Kurde travaille à la pièce dans la confection, et il ne peut affirmer qu'un dimanche au parti auquel il a adhéré après la guerre du Golfe. Le communisme ne mourra pas, dit-il. « C'est un avocat ». Entre Aubervilliers et Pantin, le Parti communiste français reste un facteur d'intégration. Réfugié à la différence comme il l'est, ce n'est pas la moindre de ses contradictions.

CORINE LESNES

Contre-offensive des socialistes après les attaques de l'opposition contre le chef de l'Etat

M. Dumas affirme que le général de Gaulle a abandonné les pays baltes à Staline

L'université d'été du PS à Ramatuelle a été l'occasion, lundi 2 septembre, d'une violente contre-offensive socialiste en direction de l'opposition, qui avait attaqué la diplomatie de M. Mitterrand (le Monde du 3 septembre). MM. Roland Dumas, Jacques Delors et Lionel Jospin ont tour à tour défendu avec passion la politique internationale de la France. Le plus virulent a été le ministre des affaires étrangères, qui s'en est pris non seulement à MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et François Léotard — ce dernier a été notamment traité de « Savonarole de banlieue » — mais a aussi accusé le général de Gaulle d'avoir abandonné les pays baltes à Staline à la fin de la guerre.

RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

La mince réjouie, M. Roland Dumas jette un regard gourmand du côté des bancs de la presse. Les militants socialistes présents à l'université d'été de leur parti, debout, lui font une ovation. Il vient de leur offrir une belle plaidoirie, ayant estimé que le moment était venu de retrouver ses talents d'avocat pour défendre M. Mitterrand, son ami de toujours. Comme il sait que la meilleure défense c'est l'attaque, il s'en est pris avec passion, parfois avec hargne, à ceux qui contestent l'action diplomatique du chef de l'Etat.

L'ancien avocat a trop l'habitude des tribunes pour ne pas savoir qu'avant de défendre son client, avant de s'en prendre aux procureurs, il faut présenter le dossier. Il a donc commencé par dresser une vaste fresque des causes et des conséquences de l'indépendance des pays baltes. Mais soulignant la complexité de l'évolution en cours

lui a vite permis d'égratigner ses adversaires : « Ils sont bien pressentis, ceux qui se parent de quelques certitudes artificielles et qui tentent de nous en vider les heures. » Ainsi, quand il a souligné qu'il faut tenir compte de deux principes « parfois inconciliables » : « Le droit des peuples à l'autodétermination » et le constat qu'un « ordre international ne peut reposer sur un désordre constant », il s'est empressé d'ajouter que cette politique « semblerait échapper dans ses finesses à bon nombre des membres de l'opposition ».

« Esprits irresponsables »

Les précisions qu'il a apportées sur la position de la France lui ont ainsi permis de commencer à enfoncer le clou. Ainsi, à propos de l'entrée des pays de l'Europe centrale dans la Communauté économique européenne, il a déclaré : « Je dis, au nom de mon pays, que si telle est la donnée essentielle de l'équation qui nous est présentée, le gouvernement de la République ne s'y opposera pas », précisant que souligner « les difficultés de cette intégration » ne permet pas que l'on nous fasse de faux procès. De même l'évocation des « dangers » de la situation actuelle lui a donné l'occasion de commencer à mettre la salle de son côté en parlant des « tentations hégémoniques de la seule superpuissance qui reste » et d'insister sur la nécessité pour les pays riches d'aider ceux du tiers-monde.

Tout cela en fait n'était qu'une mise en garde. La seule raison de son déplacement à Ramatuelle est apparue lorsque le ministre des affaires étrangères a commencé à s'en prendre aux « esprits irresponsables » qui ont reproché au gouvernement d'avoir tardé à reconnaître l'indépendance des pays baltes. D'un coup, le ton est monté d'un cran : « C'est le gouvernement du général de Gaulle qui a remis les clés des légations des pays baltes à la Russie de Staline. Faut-il que je rappelle qu'à l'occa-

sion du premier voyage à Moscou du gouvernement de Gaulle — cela figure dans les archives du Quai d'Orsay — celui-ci proposait à Staline, moyennant des arrangements sur la frontière du Rhin, qu'on ferme les yeux sur l'annexion des pays baltes ? »

Ce rappel du passé ne sert qu'à expliquer les accusations présentes, car, comme le dit M. Dumas « les chiens ne font pas des chats ». « Je constate aujourd'hui que le maire de Paris vient mille fois proposer des locaux pour les futures ambassades de ces pays, croyant que j'avais oublié qu'en 1974 le gouvernement de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac avait donné le permis de démolition de ces ambassades à Paris ».

« J'ai trouvé », a ajouté le ministre des affaires étrangères, « vraiment dérisoires, pour ne pas dire déshonorantes, les attaques qui sont portées en ce moment contre la politique étrangère de la France ». M. Dumas a alors parlé du « comportement de ceux qui prennent des airs de Savonarole de banlieue (...) comme ces temps derniers à Cabourg », où étaient réunis, le week-end dernier, les principaux chefs de file de l'opposition. Il a aussi qualifié de « dérisoire », « soit », « ridicule », le procès fait au président de la République lors de la réunification allemande.

Un « plan de partage » du Liban

Le Liban lui a donné l'occasion d'une nouvelle charge puisqu'on lui reproche d'avoir « traité avec les Syriens » : « Les Syriens sont au Liban depuis 1974. Ce n'est pas nous qui les avons laissés entrer ! C'était M. Giscard d'Estaing. C'était la majorité de l'époque qui recevait (...) en grande pompe, tout de suite après l'invasion du Liban (...) le président syrien à Paris. Il était reçu par le président de la République de l'époque (...). Et aujourd'hui j'entends dire que nous abandonnerions les chrétiens du Liban. Quels chrétiens du Liban ? Ceux qui considèrent peut-être que l'on est mieux placé dans le système arabo-chrézien pour défendre Beyrouth que dans le capitole du Liban lui-même ? »

Une fois encore, le ministre a plongé dans les archives du Quai d'Orsay. Il y a trouvé, assure-t-il, un « plan de partage du Liban qui prévoyait un petit canton élargi dans lequel on aurait entassé les quelques chrétiens et maronites que l'on pouvait sauver, tout le reste étant abandonné à l'influence syrienne ». Et il a assuré que ce plan « datait de 1977 et était signé Valéry Giscard d'Estaing ».

L'attaque s'est alors faite encore plus brutale. M. Dumas déclarant que l'ancien président de la République « était bien de réfléchir à la mauvaise action qu'il commet en ce moment contre non pas la politique étrangère de la France, mais contre la France elle-même sur la scène internationale ». La France, a-t-il ajouté, n'a pas l'opposition qui serait digne d'elle.

De la scène internationale à la scène intérieure, il n'y a qu'un pas. Il fut vite franchi puisque le ministre d'Etat a fait remarquer que « ceux qui s'avancent le plus et se découvrent par là sur l'avant-scène sont précisément ceux qui ont des prétentions électorales ou présidentielles ». Évoquant clairement MM. Giscard d'Estaing, Chirac et

Léotard, il a assuré qu'ils imaginaient que « le mandat présidentiel pourrait être réduit, que l'élection présidentielle pourrait être précipitée (...) que ce serait en quelque sorte l'hallali ». Mais il les a prévenus : « Ils perdent leur temps ».

La plaidoirie accusatrice s'est achevée sur « un petit conseil » à ces opposants : « S'ils sont si sûrs de leur fait (...), qu'ils aient le courage de déposer une motion de censure à l'Assemblée nationale contre le gouvernement sur la politique étrangère. Nous verrons bien ce qui se passera ! »

Le triomphe de M. Delors

Le ton de la journée était donné. Les militants socialistes attendaient tant cette contre-offensive qu'ils ont aussi fait un triomphe à M. Jacques Delors. Le président de la Commission de Bruxelles a affirmé, à propos de la Communauté européenne, que, si « son approfondissement était vital, son élargissement était souhaitable », même si pour ce dernier point « il ne fallait pas précipiter le mouvement ».

M. Delors s'est dit « heureux de la mise au point de Roland Dumas sur la politique étrangère de la France ». Il a expliqué que « se faire plaisir est une chose, mais exercer une action responsable est parfois mal compris ». Il a précisé que l'idée d'une Confédération de toute l'Europe était « la meilleure idée » pour donner « un signal politique » et qu'il allait donc « s'employer à la relancer ».

Dans un tel climat, M. Lionel Jospin n'avait plus qu'à apporter d'ultrêmes arguments de contre-offensive. Il s'est moqué de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Léotard, « qui se croient sans se rencontrer ». C'est un gage d'unité (de l'opposition) qui nous promet pour l'avenir quelque confort... Il a accusé la droite de vouloir « déstabiliser M. Le Pen, et lui a reproché de s'emparer de ce qu'elle prétend combattre dans le communisme, c'est-à-dire d'avoir la prétention qu'un courant politique peut représenter toute la société. Il a lancé : « Giscard ne va tout de même pas inventer le parti unique ! » Les trois cent cinquante militants réunis à Ramatuelle avaient tout au long de la journée de quoi nourrir cet espoir de M. Jospin : « Si je suis préoccupé à court terme, je ne suis en rien pessimiste à moyen terme. » Il leur reste à se persuader que l'heure de ce moyen terme prometteur sonnera avant les élections législatives.

THIERRY BRÉHIER

■ M. Gérard Languet (PR) : « Une motion de censure, de bon cœur ! » — En réponse aux propos de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui avait mis l'opposition au défi de déposer une motion de censure sur la politique étrangère de la France, M. Gérard Languet, député (UDF) de la Meuse et président du Parti républicain, s'est déclaré, mardi 3 septembre sur Europe 1 : « Si M. Roland Dumas veut absolument rappeler à l'opinion française et internationale que son gouvernement est le seul à gouverner grâce aux communistes, nous déposerons de bon cœur une motion de censure. »

Effondrement du communisme
Nouveaux nationalismes
Montée des intolérances

“POPULISME OU DÉMOCRATIE ?”
à LORIENT, les 7 et 8 septembre 1991,
DÉMOCRATIE 2000 vous invite à débattre

Quelle Démocratie pour demain ?
Quelle Gauche reconstruire ?
Quelle Europe inventer ?

Avec Jacques Delors, Michel Delebarre
et les signataires du Manifeste des 21.

Informations et inscriptions au (1) 43-06-99-61
ou à Lorient au 16-97-02-22-00

فكرنا من الأصل

JUSTICE

Dopage au grand galop

Des entraîneurs et des pharmaciens inculpés pour avoir utilisé ou vendu des médicaments interdits sur les champs de courses

Une vague d'inculpations déferle sur le Gotha des courses de galop et de l'élevage de pur-sang. Le 23 août, M. Nicolas Clément, l'un des entraîneurs de la famille Almakout de l'émirat de Dubaï, a été le dernier en date des inculpés pour infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites par M. Catherine Samet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). En outre, le parquet de Senlis a récemment pris des réquisitions pour inculper M. François Boutin, entraîneur des écuries de MM. Stavros Niarchos, un armateur grec, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette.

Une vague d'inculpations déferle sur le Gotha des courses de galop et de l'élevage de pur-sang. Le 23 août, M. Nicolas Clément, l'un des entraîneurs de la famille Almakout de l'émirat de Dubaï, a été le dernier en date des inculpés pour infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites par M. Catherine Samet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). En outre, le parquet de Senlis a récemment pris des réquisitions pour inculper M. François Boutin, entraîneur des écuries de MM. Stavros Niarchos, un armateur grec, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette.

Une vague d'inculpations déferle sur le Gotha des courses de galop et de l'élevage de pur-sang. Le 23 août, M. Nicolas Clément, l'un des entraîneurs de la famille Almakout de l'émirat de Dubaï, a été le dernier en date des inculpés pour infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites par M. Catherine Samet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). En outre, le parquet de Senlis a récemment pris des réquisitions pour inculper M. François Boutin, entraîneur des écuries de MM. Stavros Niarchos, un armateur grec, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette.

Aux terrasses de Chantilly

Face à tant de sommités du monde des courses, les enquêteurs des RG ont su faire preuve de beaucoup de savoir-vivre. Plus d'une audition en garde à vue s'est ainsi déroulée aux terrasses les plus réputées de Chantilly, pour éviter un passage moins confortable dans les locaux de la gendarmerie. L'enquête diligentée au tribunal de Senlis ne devrait pas pour autant s'arrêter en chemin : d'autres inculpations sont attendues, puisque M. Clanché a reconnu avoir fourni une cinquantaine d'entraîneurs dans l'ensemble de l'Hexagone.

Sur la sellette

Dans l'Orme, haut-lieu de l'élevage des pur-sang, MM. Didier Besnonin, éleveur vétérinaire près d'Argentan, Patrick Chédévillat, directeur de bars et gérant du domaine du Varbois, et Christian Desplanches, cadre dans ce domaine, se sont vu reprocher des excès dans l'usage du Ventipulmin (un médicament augmentant la capacité respiratoire des chevaux). Un quatrième homme, M. Patrick Binnon, cadre de défilés et associé à M. Chédévillat pour la gestion de son haras du Verbois, n'avait pas attendu la police et avait fui, dès 1990, vers les hippodromes de Hongkong. Il n'a pas été inculpé.

Également placé sur la sellette, un spécialiste de médecine vétérinaire, le docteur Jean-Marie Pignat, a été, lui, interpellé pour n'avoir pas respecté le code de la santé publique. Celui-ci impose des normes drastiques pour l'établissement des ordonnances, obligeant notamment à indiquer le nom de chaque cheval ainsi que celui des produits prescrits. Autant de règles oubliées par le vétérinaire, notamment pour la Beldone délivrée à l'écurie de

Laver les casques sales en famille

L'affaire prendrait une tout autre tournure si l'enquête devait établir que des chevaux « positifs » appartenant aux écuries suspectées ont bien participé à des courses. On passerait alors à une inculpation pour « escroquerie ». De quoi irriter les huit millions de parieurs du PMU, qui supporteraient très mal que des chevaux gagnants aient été traités avec un « va-vite ».

L'enquête en cours ne néglige d'ailleurs pas cette piste : des policiers, s'agissant sur commission rogatoire de M. Samet, ont récemment saisi des prélèvements à des courses, ou passés à l'épreuve de la plomberie ont été mis sous scellés — effectués peu auparavant sur certains chevaux et entreposés au laboratoire de Châtenay-Malabry, qui dépend de la Fédération nationale des sociétés de courses. Ces prélèvements sont à l'heure actuelle sous le contrôle des experts au laboratoire de la police scientifique de Paris.

Avec un système de courses qui recueille, grâce au PMU, 36 milliards de francs d'enjeux par an, il faut tout faire pour

En Haute-Savoie

Des hôteliers inculpés pour emploi de main-d'œuvre clandestine

ANNECY de notre correspondant

Un couple d'hôteliers des Houehes, près de Chamonix (Haute-Savoie), propriétaire et gérant du Bellevue, a été inculpé par le juge d'instruction de Bonneville, M. Michel Turk, de recours au travail clandestin et complicité d'escroquerie aux ASSÉDIC. Laisés en liberté, ils ont été placés sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer la gérance d'un établissement hôtelier en attendant les conclusions de l'enquête.

Au pays du Mont-Blanc, le Bellevue est l'un des douze hôtels rescapés d'une époque florissante. Il y a une douzaine d'années, la station des Houehes comptait treize-cinq hôtels. En 1990, le Bellevue avait connu un été difficile, contraignant ses nouveaux propriétaires à procéder au licenciement économique de huit de leurs employés.

Un contrôle de gendarmerie le 25 août dernier, a permis de découvrir que le propriétaire et directeur du Bellevue, M. Bernard Weissen, quarante-huit ans, et sa sœur, M. Alice Munoz, quarante-neuf ans, gérante de fait, avaient recours à des travailleurs non déclarés, huit employés tunisiens, marocains et réunionnais. Certains, en situation irrégulière, ont été interpellés. Deux d'entre eux cumulaient en outre une rémunération mensuelle d'environ 8 000 F et une allocation-chômage de 5 000 F. Ils sont poursuivis pour travail clandestin et escroquerie aux ASSÉDIC.

Les hôteliers de la station se sont répartis en catastrophe les clients du Bellevue « échassés » par le scandale. Depuis, l'hôtel a néanmoins rouvert ses portes avec une direction provisoire.

G. R.

Douze ans après la mort de l'ancien ministre

Le parquet requiert un non-lieu dans l'affaire Boulin

Le parquet de Paris a requis, vendredi 31 août, un « non-lieu à poursuivre » dans l'information judiciaire pour « homicide volontaire » ouverte le 7 juin 1983 à la demande de la famille du Robert Boulin, qui conteste la thèse du suicide de l'ancien ministre, dont le corps avait été découvert, le 30 octobre 1979, à demi immergé dans l'étang Rompu, en forêt de Rambouillet (Yvelines).

Il y a douze ans mourait Robert Boulin, alors ministre du travail et de la participation. D'embellie, l'enquête envisageait l'hypothèse la plus plausible : celle du suicide. L'ancien ministre avait été vu, peu avant sa mort, à Montfort-l'Amaury (Yvelines), en train de poster plusieurs lettres adressées à des organes de presse et à diverses personnes, dont le commissaire de Neuilly. Il s'agissait en fait de la même missive photocopiée, dont l'original était adressé à l'Agence France-Presse. Elle commençait par la formule : « Messieurs, j'ai décidé de mettre fin à mes jours... ».

Puis Robert Boulin racontait en détail ses relations avec l'homme d'affaires Henri Tournet, qui lui avait vendu, en 1974, un terrain à Ramatuelle dont il n'était plus propriétaire, plaçant ainsi l'ancien ministre dans la situation d'un complice d'une série d'escroqueries. Mais en cause dans plusieurs articles de presse, menacé de poursuites judiciaires, Robert Boulin terminait sa lettre en écrivant : « Un ministre en exercice ne peut être soupçonné, encore moins un ancien ministre du général de Gaulle. Je prie la mort à la suspension... ».

Des mentions manuscrites étaient ajoutées à certains destinataires, et les expertises ont établi qu'elles étaient bien de la main de Robert Boulin, qui avait même précisé de cette manière le lieu de son suicide. Par ailleurs, des témoins ont vu les enveloppes timbrées portant l'adresse des journaux sur son bureau, le matin

même de sa mort. Quant à l'expertise médicale, elle concluait à un décès par noyade précédé d'une forte absorption de diazepam (Valium). La famille de Robert Boulin elle-même en était convaincue. Dans un livre publié en 1980, sous le titre *Ma vie et sur mon père*, Bertrand Boulin décrit méthodiquement les circonstances ayant amené son père au suicide.

Une plainte tardive

Pourtant, en mai 1983, M. Bertrand Boulin, 31 ans, seigneur Fabienne et sa mère, M. Colette Boulin, déposèrent une plainte avec constitution de partie civile pour homicide volontaire. Pour eux, désormais, l'ancien ministre avait été victime d'un « complot ». Celles, la première enquête comportait de nombreuses lacunes, dont certaines n'ont pu être comblées par l'information judiciaire menée par trois juges successifs pendant huit ans. Ainsi, comme dans bien d'autres affaires, des bureaux de visées ont été perdus.

Un élément plus sérieux est constitué par une petite fracture sous le nez qui n'avait pas été constatée lors de la première expertise. S'agit-il d'une trace de lutte ? Le parquet penche plutôt pour un choc provoqué lors de la récupération du corps ou le résultat des opérations d'embaumement. Il y a aussi cet étrange témoin qui affirme avoir assisté à une altercation à Montfort-l'Amaury entre trois ministres venus en voiture officielle. Mais le parquet s'étonne des trois versions différentes que cet homme a successivement proposées aux enquêteurs.

En définitive, pour le parquet, rien ne vient conforter, de manière sérieuse, la thèse criminelle. Aussi, il a invité le juge d'instruction, M. Laurence Vichnevsky, à rendre une ordonnance de non-lieu. Le magistrat instructeur devra apprécier, au vu du dossier, s'il y a lieu de suivre les réquisitions du parquet, ou d'ordonner un complément d'information.

MAURICE PEYROT

ENVIRONNEMENT

Intempéries

Lourds dégâts dans les vignobles bordelais

De violents orages ont à nouveau éclaté dans le Sud-Ouest lundi 3 septembre, provoquant inondations et coulées de boue sur la côte basque. Mais les trombes d'eau tombées samedi sur les Landes, la Gironde et la Dordogne ont fait beaucoup plus de dégâts, notamment dans le vignoble.

Ce sont les côtes de Bordeaux-Saint-Macaire, dans le sud de la Gironde, qui ont le plus souffert. D'après leur syndicat viticole, près de 3 000 hectares de vigne ont été endommagés ou détruits, soit environ la moitié du vignoble qui produit l'appellation.

D'autre part, les villes de Moudon-Marsan (Landes) et Langon (Gironde), où la voirie, l'éclairage public et des habitations ont été sérieusement endommagés, ont demandé leur classement en zone sinistrée.

Les quelque 115 000 abonnés coupés samedi du réseau EDF ont pu être reconnectés dimanche. Mais 1 800 foyers restaient toujours privés de téléphone lundi.

DÉFENSE

Le contre-amiral Lecointre chef du cabinet militaire à Matignon. — Le contre-amiral Patrick Lecointre a été nommé chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Edith Cresson, en remplacement du général de division aérienne Jean-Marie Menu qui occupait ces fonctions depuis deux ans et qui devient conseiller militaire du président du groupe Aérospatiale.

Àgé de cinquante et un ans, le contre-amiral Lecointre était, depuis juin 1990, l'adjoint du général Menu à Matignon. Il a notamment commandé le chasseur de mines Cybèle (1972), l'avisio-escorteur Destroyc (1977), l'avisio-escorteur lance-missiles Kersant (1983) et la frégate De Grasse (1987). Entre-temps, au ministère de la défense, il a animé la cellule des relations internationales au cabinet de M. Yves Bourges et de M. Charles Hernu (1979-1982).

L'OBSSESSION DE LA CHEVELURE

BALE - Ceux qui perdent leurs cheveux (en France c'est une véritable multitude) deviennent bientôt, et presque toujours, des obsédés de la chevelure. Pour eux, trouver une solution équivaut à vider l'océan avec une cuillère. Impossible malgré toute la bonne volonté.

Il semble que ce soit la Suisse la patrie destinée à apporter une aide concrète à ceux qui sont le plus hantés par ce problème.

C'est de là-bas qu'arrive la nouvelle d'une récente découverte des chercheurs des laboratoires d'une société de Bâle (Cosphor Labo). Telle découverte paraît destinée à ramener la sérénité à ceux qui aujourd'hui vivent l'angoisse de la chevelure. La nouveauté est une préparation cosmétique à base de Nicoténil association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique.

La préparation, testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute de Erlangen sur des volontaires qui en ont fait usage pendant trois mois, a donné des résultats positifs pour la plupart des sujets traités. Le seul effet négatif a été un léger rougeur, qui dure à peu près une heure, au point d'application.

Cette découverte de la chimie suisse, commercialisée sous le nom de Labo, après l'extraordinaire accueil reçu des pharmaciens des bords du lac Léman, arrive aussi dans quelques pharmacies françaises.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de M. Jean Oltra à Nice

Une peine de deux ans de prison est requise contre l'ex-bras droit de M. Médecin

M. Jean Oltra, ancien directeur général de l'association Nice-Communication et du comité des fêtes de Nice, incarcéré depuis le 18 février 1991, a comparu, lundi 2 et mardi 3 septembre, devant le 5^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice, sous l'inculpation d'abus de confiance, en compagnie de l'ancien directeur financier de ces deux organismes, M. Robert Losco. Il est reproché à M. Oltra, ex-bras droit de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, d'avoir détourné une somme d'un peu plus de 1 million de francs. Le substitut, M. Pierre-Claude Scholten, a requis contre lui une peine de deux ans de prison ferme et 1 million de francs d'amende, ainsi que deux ans de prison avec sursis contre M. Losco.

NICE

de notre correspondant régional

Dans le contexte de laxisme qui caractérisait le fonctionnement des nombreuses associations paraspécifiques niçoises, l'affaire qui a amené M. Oltra en correctionnelle est relativement simple. Au cours de la dernière année d'exercice de ses fonctions, entre 1989 et 1990, deux comptes de régie d'avance, avaient été ouverts, à son nom, dans la comptabilité de chacune des deux associations qu'il dirigeait. Ces deux comptes étaient destinés à suivre les avances de caisse qui lui étaient consenties, sous forme de retraits en espèces, en paiement de ses divers frais de mission.

Pour les nécessités de la communication, de l'animation et de la promotion de la ville de Nice, M. Oltra effectuait, en effet, de

nombreux voyages à l'étranger, le plus souvent à la tête de délégations dont il réglait l'ensemble des dépenses. A charge, pour lui, de présenter les pièces justificatives de ses décaissements, n'avait, en soi, rien de répréhensible. Mais elle a connu des ratés.

D'une manière générale, il n'a pas été possible, sur le plan comptable, de rattacher les avances consenties à M. Oltra à tel ou tel de ces déplacements, une grande confusion régnant entre les budgets des deux associations. L'enquête a également permis d'établir qu'au titre de ces avances Nice-Communication avait procédé au paiement des impôts personnels sur le revenu et des taxes d'habitation de M. Oltra pour une somme de 453 720 francs dont, seulement, 126 000 francs ont été remboursés par l'intéressé. Ces versements avaient été effectués par des chèques au profit du Trésor sur lesquels M. Losco avait contrefait la signature du trésorier de l'association, M. Michel Falcon. Aussi bien, il est apparu que les deux comptes de régie d'avance présentaient, in fine, un solde débiteur de 541 225 francs pour la comptabilité de Nice-Communication et de 507 224 francs pour celle du comité des fêtes.

La « vache à lait » du système

Pour sa défense, M. Oltra, soutenu, à l'audience, par une foule d'amis, d'anciens collaborateurs et de fonctionnaires ou élus de la ville, a expliqué qu'il ne s'occupait pas de la gestion quotidienne et qu'il avait fait confiance à ses collaborateurs. Bien que démenti par M. Losco et par le caissier des deux associations, il a également affirmé qu'il n'était pas au courant de l'existence des comptes de régie d'avance. Quant au paiement de ses impôts par Nice-Communication, il a admis qu'il s'agissait d'un procédé « anormal et même malhonnête » en plaçant, cepen-

dant, sa « bonne foi ». « J'étais extrêmement négligent dans mes affaires personnelles », a-t-il reconnu en indiquant qu'il avait confié la solution de ses problèmes au conseiller fiscal de Nice-Communication sans s'en soucier davantage.

« Si l'on m'avait demandé d'apurer les comptes des régies d'avance, a-t-il protesté, je me serais exécuté immédiatement. Mais on ne m'a rien dit ». Quant à M. Losco, il a fait preuve d'une singulière apathie à l'égard d'agissements qui auraient dû, professionnellement, le heurter. Il n'a pas davantage bronché lorsque le salaire de M. Oltra a été augmenté, d'un coup, en août 1990, de 33 %, pour être porté, mensuellement, à 103 000 francs (soit plus du double de l'indemnité du premier ministre, a souligné le président du tribunal, M. Jean-Pierre Ferry), alors qu'il lui était apparu que « c'était prendre de l'argent dans la caisse pour rembourser la caisse ».

Son excuse : les liens de subordination auxquels il était soumis à l'égard de son supérieur et, surtout, du maire de Nice.

Il est vrai, aussi, que Nice-Communication, qui ne rémunérait pas moins de cent soixante-douze personnes, était une véritable « vache à lait » du système médeciniste. La ville, comme les deux associations, n'ont pas jugé utile, au demeurant, de se constituer partie civile, ce que n'ont pas manqué de souligner les deux défenseurs de M. Oltra, Me Yves-Bernard Gabay (Paris) et Me Pierre Pasquiot (Nice).

M. Gabay, un spécialiste de la matière, s'est attaché à démontrer que la comptabilité des deux associations était « alambiquée et non probante », car fondée sur nombre d'écritures « douteuses ».

Me Pasquiot, a contesté de son côté, le délit d'abus de confiance reproché à M. Oltra, puisque celui-ci n'a pas agi clandestinement (les comptes d'avances ont été ouverts à la seule initiative du chef comptable), ni manifesté d'intention frauduleuse.

GUY PORTE

RELIGIONS

Pour préparer un voyage du pape

Le cardinal Etchegaray va se rendre à Moscou

Jean-Paul II a reçu, lundi 2 septembre, Mgr Tadeusz Kondrusiewicz, administrateur apostolique de Moscou, nommé en mai dernier, pour discuter avec lui des derniers développements de la situation en Union soviétique et des relations entre les Eglises catholique et orthodoxe, devenues laborieuses depuis quelques mois (le Monde du 8 août).

Le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, se rendra le 22 septembre à Moscou, à la demande du pape. Le président d'un représentant du Saint-Siège à ce niveau remontera aux célébrations du millénaire du christianisme en Russie et en Ukraine en juin 1988.

La nouvelle situation en URSS ne change pas, pour le moment, les dispositions envisagées pour un voyage du pape dans ce pays, où Jean-Paul II avait été invité par M. Mikhaïl Gorbatchev. M. Joaquin Navarro-Valls, directeur de la salle de presse du Vatican, vient de confirmer les propos que le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, avait tenus en mai dernier, selon lesquels, avant un pèlerinage plus complet en Lituanie et en Ukraine, où se trouvent les plus grosses communautés catholiques d'Union soviétique, le pape préférait réaliser un « voyage-éclair » à Moscou et dans l'une des Républiques soviétiques, le Kazakhstan. Ce « voyage-éclair » pourrait avoir lieu plus tôt que prévu, dit-on aujourd'hui à Rome.

Le Saint-Siège a par ailleurs fait savoir qu'il envisagerait favorablement l'ouverture d'une représentation diplomatique en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Il n'a jamais reconnu l'annexion des pays baltes par l'Union soviétique et la légation de la Lituanie au Vatican n'a jamais été fermée.

En raison d'un déficit de près d'un million de francs

Bordeaux menace de fermer symboliquement son asile de nuit

BORDEAUX

de notre correspondant

La ville de Bordeaux menace de fermer le foyer Leydet, l'unique « asile de nuit » de l'agglomération bordelaise. M^{me} Simone Noailles, adjointe aux affaires sociales de M. Jacques Chaban-Delmas, en a averti la préfecture et la direction départementale de l'action sociale et sociale de Gironde. Elle annonçait au minimum une « fermeture symbolique » pendant une semaine. Relayée par le maire, l'adjointe affirmait que la ville pourrait ensuite dénoncer fin septembre la convention qui lie à l'Etat, à propos de ce foyer, le centre communal d'action sociale. Cette menace inquiète les quatre-vingt-onze personnes sans domicile fixe qui sont actuellement hébergées au foyer Leydet.

A l'origine du coup d'éclat de M^{me} Noailles, un déficit cumulé, évalué à 638 000 F. Il devrait atteindre 1 million de francs à la fin de l'année. « C'est à l'Etat de combler ce déficit », affirme M^{me} Noailles. Le centre communal d'action sociale ne peut plus consentir d'avances de trésorerie comme il le fait depuis trois ans. Une convention lie l'Etat et la ville de Bordeaux depuis janvier 1981. L'Etat a confié au centre communal d'action sociale la gestion du centre d'hébergement de nuit, dont il prend en charge le financement. L'adjointe de M. Chaban-Delmas affirme que l'argent arrive de plus en plus tard. Selon elle, le foyer coûte également de plus en plus cher, alors que sa population est désormais presque aussi importante qu'il y a quelques années. L'Etat a augmenté la dotation d'Etat de 5 millions de francs, alors que le budget réel est évalué à 5 441 000 F. « L'Etat comble le déficit après vérification qu'il n'y a pas de dérapage », assure M. Prax, le directeur départemental.

meotal de l'action sanitaire et sociale.

Il reconnaissait cependant que la menace de la mairie de Bordeaux mettait en lumière un vrai problème : il faut trouver des solutions pour pallier « l'insuffisance de trésorerie » chronique dont souffre le foyer Leydet. A défaut d'augmenter la dotation de l'Etat, les pistes envisagées dans le cadre d'un « plan départemental de diversification de l'hébergement consistent à réduire le nombre de places à l'asile de nuit et à instaurer une rotation plus rapide des hébergés ». Jusqu'en juin 1991, la capacité d'accueil du foyer était de cent cinquante personnes. Ce chiffre est déjà descendu à cent par décision de M^{me} Noailles. Il devrait donc diminuer encore.

GINETTE DE MATHA

REPÈRES

ÉDUCATION

Une directive sur l'enseignement de l'histoire de l'URSS

Le ministre de l'éducation nationale a demandé à l'inspection générale de réfléchir aux dispositions à prendre, dès la rentrée, pour tenir compte des événements actuels en Union soviétique, dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie. L'URSS est au programme des classes de troisième et surtout de terminale et peut donc faire l'objet de sujets au brevet des collèges ou au baccalauréat. A l'inspection générale, on estime qu'il faut être « prudent par rapport au bac et préserver l'équité de l'examen » et l'ont rappelés que, déjà l'an dernier, des « allègements » avaient été décidés : en particulier, les chapitres portant sur les structures politiques, l'évolution et les formes du pouvoir du monde socialiste ne pouvaient donner lieu à aucun sujet d'examen.

MÉDECINE

Manifestation à Paris des infirmières de Franche-Comté

Les infirmiers et infirmières de Franche-Comté, dont le diplôme obtenu en juin a été déclaré nul à la suite d'un « vice de procédure », vont manifester, mercredi 4 septembre à Paris, pour protester contre cette décision. Ils ont également décidé, lundi 2 septembre, lors d'une assemblée générale à Besançon, de ne pas renvoyer leur diplôme et de ne pas repasser l'examen fixé le 2 octobre. Le préfet de région, M. Jean-Louis Dufrenoy, avait assuré que ces infirmiers et infirmières pourraient rester en poste jusqu'au 2 octobre, en qualité de « faisant fonction d'infirmières ».

PARIS

Le délai a expiré pour les mal-logés du quai de la Gare

Le mardi 3 septembre, à 6 heures, a expiré le délai fixé par le tribunal de Paris pour l'évacuation du 133, quai de la Gare, dans le 13^e arrondissement de Paris. Quelque cent familles sans abri occupaient toujours à cette heure le terrain, voisin du chantier de la Très Grande Bibliothèque. Les avocats des familles, lundi 2 septembre, ne craignaient pas l'expulsion : « Les propositions de réajustement de M. Christian Sautter, le préfet, nécessitent un mois au minimum de travaux, ce qui n'est pas autre chose qu'une demande implicite de délai », estimait M^{me} Sylvia Lausnotte. Les représentants des familles sont prêts à accepter les propositions d'hébergement temporaire (le Monde du 1^{er} 2 septembre) - à l'exception des foyers et des hôtels - « sous condition d'un hébergement définitif ensuite ».

En Seine-Saint-Denis

Les deux policiers accusés de viol ont été inculpés et écroués

Les deux fonctionnaires de police accusés d'avoir violé, samedi 3 août dans le commissariat de Sevran, une jeune femme de vingt-cinq ans (le Monde du 3 septembre) ont été inculpés de viol - pour le brigadier, - de non-assistance à personne en danger - pour le standardiste - par M. Gérard Caddéo, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, lundi soir 2 septembre. La mise en détention du brigadier Philippe Gagnon et du standardiste Jean-Louis Maxime a été décidée après plus d'une heure de débat contradictoire.

Interpellée vendredi soir alors qu'elle se trouvait en compagnie de sa cousine dans un hôtel de Sevran, après un cambriolage commis au préjudice d'un proche de la famille de l'une

d'elles, la jeune femme avait été mise en cause dans une affaire d'escroquerie aux chèques volés.

Vers 6 heures du matin, profitant de l'absence de ses collègues, le brigadier aurait violé la jeune femme, après l'avoir fait sortir de sa cellule et entraîné dans une salle isolée. Présent au commissariat au moment des faits, le standardiste ne serait pas intervenu pour s'interposer.

Le policier a reconnu avoir eu un rapport sexuel avec la jeune femme, apprend-on de source judiciaire, mais affirme que celle-ci était consentante. Rien ne permet, ajoute-t-on de source judiciaire, d'affirmer que la jeune femme était une prostituée « occasionnelle », contrairement à ce qu'avaient spontanément affirmé les policiers en guise de justification.

Après la mise hors de cause de deux inculpés

Un nouveau suspect arrêté après le meurtre d'un vigile à Lyon-Perrache

LYON

de notre bureau régional

La section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon avait rapidement arrêté deux suspects après le double assassinat à l'arme blanche commise, mardi 20 août, au centre d'échange de la gare de Lyon-Perrache. Cette agression avait causé la mort de Christophe Roussel, vingt ans, vigile à la société Eurosecurité, tandis que son collègue, Manuel Exposito, cinquante-huit ans, était gravement blessé dans le dos. Les deux suspects étaient présentés au parquet dès le 23 août, inculpés d'assassinat et de complicité d'assassinat et écroués (le Monde du 24 août).

MM. Driss El Marabiti, vingt-deux ans, et Miloud Rezguy, vingt-sept ans, protestaient de leur innocence, et le premier - principal inculpé - disposait d'un alibi. Or il parait aujourd'hui établi qu'ils ne sont pas les auteurs de l'agression, même si, selon les enquêteurs, plusieurs témoins les avaient « formellement identifiés ».

L'enquête, sur commission rogatoire délivrée par M. Gilles Raguin, juge d'instruction chargé du dossier, a permis d'interpeller un nouveau suspect, M. Mustapha Bey, vingt-cinq ans, qui a été inculpé, jeudi 29 août, d'assassinat et de tentative d'assassinat. Sa ressemblance avec M. El Marabiti serait, paraît-il, « extraordinaire ». En outre, l'alibi de ce dernier - un ticket de caisse pour des achats effectués dans un autre quartier de Lyon, à l'heure du crime - a pu être vérifié et recoupé. Tirant les conséquences de cette nouvelle phase de l'enquête, le juge d'instruction a délivré, lundi 2 septembre, des mandats de mandat de dépôt pour MM. El Marabiti et Rezguy, qui ont de bonnes chances de bénéficier, ultérieurement, d'un non-lieu.

R. B.

ÉDUCATION

Co-auteur des célèbres manuels d'orthographe

Odette Bled est morte

Odette Bled est décédée le 31 août à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans (voir carnet page 24). Avec son mari, elle était l'auteur de célèbres manuels de grammaire qui avaient fini par se confondre avec leur nom pour des générations d'écoliers.

La récente querelle de l'orthographe avait remis ces ouvrages à l'honneur, malgré des critiques quant à leur caractère dénoté et

leurs exemples empruntés à la France paysanne.

Edouard et Odette Bled, auteurs de manuels vendus à vingt-trois millions d'exemplaires, adaptés pour Haiti et pour l'Afrique francophone, fières de leur Cours supérieur pour le brevet tradit co Braille, étaient inséparables depuis soixante ans, unis dans un culte méticuleux de l'accent circonflexe, des doubles consonnes et des traits d'union.

Au sommaire du Monde de l'éducation de septembre

Ecole primaire : la grande réforme

Une fois n'est pas coutume : l'école primaire tant le vedette en cette rentrée de 1991. Jusqu'à présent égarée par les tourbillons qui agitent régulièrement le système éducatif, elle fait l'objet, cette année, d'une profonde réorganisation.

Toutes les écoles maternelles et élémentaires de l'Hexagone doivent en effet adapter leur pédagogie à la « nouvelle politique » annoncée par la loi d'orientation de 1989. Requis, en somme, de se mettre à leur tour au service de l'objectif de « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat », institutrices et instituteurs sont invités à « travailler autrement », afin de mieux prendre en compte les rythmes d'acquisition de chaque enfant. La scolarité est désormais divisée en trois cycles de trois ans, sans rupture brutale entre l'école maternelle et l'école élémentaire. Et le redoublement, cette spécialité bien française, doit quasiment disparaître.

Cette réforme, expérimentée l'an dernier dans trente-trois départements, ne s'est pas engagée sans douleur, a contesté Sylvie Kervail, auteur de l'enquête canivale de septembre du Monde de l'éducation (le Monde du 1^{er} septembre, la grande

réforme ». Sa généralisation, cette année, s'efforce dans un climat de préoccupation : si les enseignants, dans leur majorité, approuvent les principes de la réforme, ils se sentent peu armés pour la mettre rapidement en œuvre. Les parents, eux, sont perplexes, mais apparemment prêts à tenter l'aventure.

Egalement au sommaire du Monde de l'éducation de septembre :

- Dans l'actualité :
 - Confidentiel : le déplorable accueil réservé aux nouveaux professeurs dans les collèges et les lycées, dénoncé dans un rapport accablant de l'inspection générale ;
 - La formation des professeurs : de faible qualification, ou la bel avenir du CAP ;
 - Deux enquêtes :
 - La scolarisation des enfants malades à l'hôpital ;
 - Comment l'histoire est-elle enseignée en Allemagne, en Angleterre, en Italie et en France ?
 - Le dossier du mois :
 - Préparer le bac 1992 en français et en philo. Tous les sujets des épreuves de juin 1991 ;
 - avec des commentaires et des exercices proposés par des professeurs.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 19 SEPTEMBRE 1991 à 14 heures, en un seul lot.

LOGEMENT à GENNEVILLIERS (92)

9, avenue Louis-Roche

au premier étage, cave n° 23 au sous-sol

MISE A PRIX: 72 000 F

S'ad. pr. ren. à M^{re} GUILBERT, avocat à la Cour, 14-14 bis, rue Marie-Dolfin

à CLAMART (92) Tél. 42-60-48-09 au Trib. gde inst. de NANTERRE.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 19 SEPTEMBRE 1991, à 14 heures.

UNE MAISON D'HABITATION

à ANTONY (92) - 17, rue du Val-Fléury

de huit pièces principales, élevées sur s/sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage

JARDIN - Sur un terrain d'une superficie de 360 m²

MISE A PRIX : 200 000 F

S'adresser pour tous renseignements à Maître DENNERY-HALPHEN,

avocat à OUILLOU (93), 12, rue de Paris, 93000 - Tél. 42-36-59-25

à la vente près le Trib. gde inst. de NANTERRE, sur les lieux pour visiter.

مكتبة الأصل

SCIENCES • MEDECINE

La très grande bibliothèque des gènes humains

La cartographie du génome humain, qui permet aujourd'hui d'identifier l'origine de plusieurs centaines de maladies héréditaires soulève d'importantes questions éthiques et politiques

LONDRES

de notre envoyé spécial

VOILA bien l'une des manifestations scientifiques les plus importantes pour la compréhension moléculaire et sans doute l'avenir de l'espèce humaine; et l'une des moins spectaculaires parmi celles qui, à point ou à contrepoint, ont marqué l'actualité internationale de la génétique humaine (1). Ils étaient sept cents; réunis à Londres, du 18 au 22 août dernier, dans un respectable immeuble de Great Queen Street, dont les vastes salles avaient pour l'occasion été rebaptisées, associant ainsi de façon quelque peu surréaliste l'architecture britannique au patrimoine chromosomique humain. Une trentaine d'espaces avaient été définies, un pour chacun des chromosomes numérotés de un à vingt deux, pour le chromosome X, Y, ainsi que pour divers comités chargés de sujets médicaux et scientifiques en liaison directe avec la génétique moléculaire.

Groupes éparés affaires autour d'écrans informatiques, communications présentées sans tard sous forme de « posters », ambiance caractéristique de ces groupes apparemment sans protocole qui constituent les universitaires dans la force de l'âge, rien pour le spectateur non informé n'indiquait ici l'importance du sujet, l'ampleur des enjeux. Le onzième séminaire international sur la carte génétique humaine n'était, il est vrai, guère différent des éditions précédentes. Cette manifestation organisée tous les deux ans permet aux meilleurs spécialistes de la génétique humaine de combler, chromosome par chromosome, les dernières acquisitions fondamentales, d'en extraire les données pertinentes pour la médecine, d'élaborer des registres dans le GDB (Genome Database), une base de données centrée à Baltimore (Johns Hopkins University) et qui contient tout ce qui est actuellement connu sur la structure moléculaire du génome humain.

Cinq cents maladies

Cette onzième édition sera-t-elle la dernière? Plusieurs spécialistes ne cachent pas leur inquiétude devant la « monstruosité » de telles réunions, conséquence immédiate de l'ampleur prise ces dernières années par cette activité. Certes, depuis les géniales déclarations du botaniste-religieux Mendel, les progrès n'ont dans ce domaine jamais cessé. Bénéficiant au cours du vingtième siècle de la découverte de la structure et de la fonction universelles du chromosome et de l'ADN, ils progressent à grande vitesse depuis une quinzaine d'années, grâce à l'apport de concepts et des techniques de la biologie moléculaire. Le mouvement est tout à fait spectaculaire dans sa dimension médicale. En un quart de siècle, les affections d'origine génétique ont bénéficié de ces travaux qui per-

mettent de localiser avec précision le gène à l'origine de la maladie transmise de manière héréditaire. Au total, la liste des pathologies dont la cause première, moléculaire, a, de la sorte, pu être élucidée, dépasse bientôt les cinq cents. Or, il ne s'agit pas ici que de pathologies rares. Ainsi, après la myopathie de Duchenne de Boulogne, l'une des plus fréquentes des affections neuromusculaires héréditaires, a-t-on appris ces derniers mois l'isolement des gènes de la mucopolysaccharidose, de la neurofibromatose et, tout dernièrement, de la maladie de Marfan, du syndrome dit de l'X fragile et d'une affection directement à l'origine des cancers du colon et du rectum.

Ces deux dernières maladies illustrent pleinement les espoirs mais aussi les difficultés techniques et éthiques soulevées par de tels progrès. Les cancers du colon et du rectum constituent l'une des principales causes de mortalité cancéreuse chez l'homme. On sait qu'une fraction de ces cancers est directement liée à l'existence de la polypose adénomateuse familiale, maladie transmise sur un mode héréditaire. Depuis 1987, on suppose que le gène à l'origine de cette polypose était situé sur le chromosome numéro cinq (le Monde du 15 août 1987).

Les choses se sont brutalement accélérées ces derniers mois grâce à deux collaborations: l'une franco-américaine, l'autre américano-japonaise. Grâce à une série d'études menées sur le génome de malades présentant d'importantes anomalies du chromosome numéro 5, et grâce à l'analyse de gènes moléculaires effectuée sur des cellules tumorales (prélevées sur des cancers colorectaux non héréditaires) on a pu isoler et séquencer le gène responsable et déterminer les mutations de sa structure qui induisent les phénomènes cancéreux. L'annonce de cette importante découverte, longuement présentée et commentée à Londres, a été faite, le 9 août dernier, de manière conjointe dans les colonnes des revues Science et Cell.

Selon un scénario parfaitement codifié depuis quelques années déjà, les chercheurs vont maintenant s'attacher à décrypter la pratique symbolisée par le gène et ainsi élucider les mécanismes physiopathologiques directement à l'origine de cette affection cancéreuse. Dans l'attente, la découverte du gène permettra à très court terme de disposer d'un test génétique identifiant la présence ou l'absence de la prédisposition génétique à la maladie. Dans quelques conditions strictes on en place un tel dépistage? Faut-il imaginer que l'on propose à un diagnostic anténatal du cancer du colon et du rectum, alors même que l'on dispose pour cette affection d'un arsenal préventif et thérapeutique souvent efficace?

A cet égard, la mise au point de ce test modifie notablement les données habituelles puisque, dans ce domaine, les travaux concernent le plus souvent des affections incurables pour lesquelles le diagnostic prénatal suivi de

la proposition d'une interruption de grossesse ne soulève, du moins chez les partisans de l'avortement, guère de problèmes. « On peut penser ici que le dépistage de l'anomalie génétique pourra être proposé chez des adultes et qu'il permettra de réduire le nombre de personnes exposées à un risque de développer une maladie grave », explique le docteur Daniel Cohen, (centre d'étude du polymorphisme humain, Paris). L'un des signataires de l'étude publiée dans Cell. « Peut-être également pourra-t-on proposer ce test en période anténatale chez les femmes enceintes appartenant à des familles se sachant à risque. En pratique, un tel test pourrait être très rapidement proposé. Malheureusement, en France, différents phénomènes d'incertitude font qu'il ne sera sans doute pas disponible avant un ou deux ans. L'exemple de la mucopolysaccharidose est tout à fait parlant puisque en dépit des possibilités actuelles de dépistage, rien n'est mis en place de manière systématique ».

L'X fragile

Un autre exemple - celui du syndrome dit de l'X fragile - vient également illustrer de manière exemplaire les difficultés éthiques et le hiatus qui peut ici exister entre la découverte scientifique fondamentale et son utilisation généralisée en médecine. Plus que « l'X fragile », sans doute conviendrait-il de parler de retard mental lié à la fragilité du chromosome X. Ce syndrome associe un tableau clinique caractérisé par une

altération profonde des facultés intellectuelles à certaines caractéristiques chromosomiques. Longtemps considéré comme une entité mystérieuse dont la transmission héréditaire semblait répondre à des règles quelque peu atypiques, le syndrome de l'X fragile a, depuis peu, rejoint la liste des affections génétiques dont on connaît l'origine moléculaire (2).

Cette découverte (le Monde des 17-18 février et 25 mai) est pour beaucoup le fruit du travail d'une équipe de généticiens et de biologistes français dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel (INSERM, université de Strasbourg). Cette équipe a notamment élucidé les mécanismes complexes de transmission et permis - là encore - de proposer une méthode de dépistage anténatal de l'affection.

On dispose ainsi désormais d'un procédé permettant de déterminer l'existence chez un individu donné d'une pré-mutation ou d'une mutation complète du gène correspondant à ce syndrome. Or la maladie n'apparaît dans le sexe masculin que dans le cas d'une mutation complète; en cas de pré-mutation seuls les petits-enfants pourront être atteints. Dans le sexe féminin, la situation est un peu plus complexe encore car la présence de la mutation complète peut, soit correspondre à une situation normale, soit au contraire à l'existence de futures anomalies importantes de l'intellect. En d'autres termes, chez une femme enceinte et connue pour être vectrice potentielle de la tare génétique, le diagnostic prénatal soulève une série de questions difficiles auxquelles il n'est pas

possible de répondre, par exemple, dans le cas d'un fœtus masculin porteur de la pré-mutation pour lequel l'expression de la maladie ne concordera que sa descendance? Quelle attitude adopter vis-à-vis d'un fœtus féminin porteur de la mutation pour lequel on n'a aucune certitude quant à l'avenir intellectuel? Au-delà de ces questions, il faut imaginer la somme des problèmes que posera l'identification d'un « X fragile » dans une famille. L'enquête génétique devant en toute logique permettre de déterminer quels sont les autres porteurs « muets » de l'anomalie, quelles sont les femmes vectrices et quand proposer un diagnostic prénatal.

Interruptions de grossesse

« Je pense qu'il faudra dans un premier temps lancer des expériences pilotes dans certaines régions », explique le professeur Jean-Louis Mandel. Mais il faudra également former des médecins intéressés par ce sujet, qui seront chargés de mettre en œuvre auprès des familles concernées un conseil génétique. Il s'agit là d'un acte très délicat qui réclame du temps, une bonne compréhension de la génétique et une très bonne approche des familles. Il ne faut pas non plus oublier que le conseil génétique a aussi comme fonction de rassurer ceux qui croient être en situation de transmettre la maladie alors que ce n'est pas le cas ».

La possibilité de dépister un retard d'origine mentale n'a pas non plus sans mal au plan collectif. Selon des

statistiques australiennes, dix pour cent des retards mentaux observés dans la population générale correspondent à des « X fragiles » et la proportion de retards mentaux dans la population générale est par ailleurs estimée à environ deux pour cent. On situe d'autre part à 1000 francs le coût unitaire des tests de dépistage génétique. En France, ces derniers sont jusqu'à présent réalisés à Strasbourg grâce à des crédits de recherche et avec l'aide financière indirecte de la Caisse nationale d'assurance maladie.

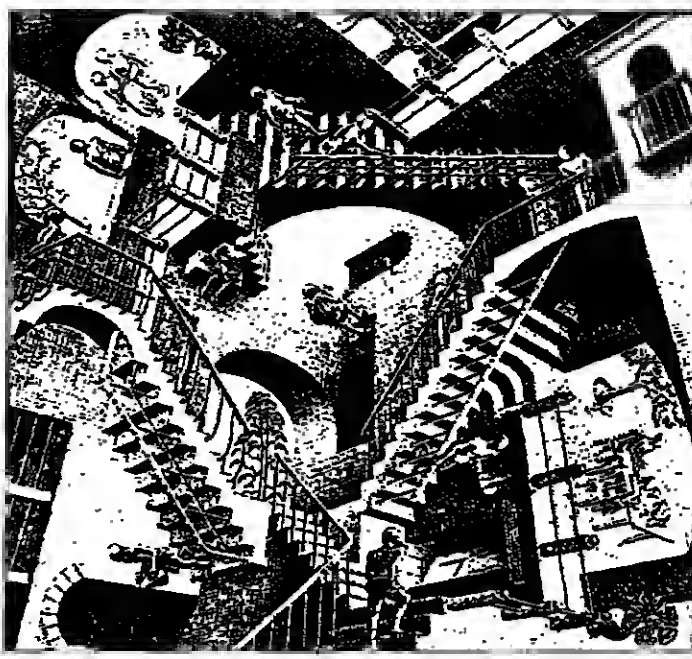
Il ne s'agit toutefois là que d'un montage temporaire et tout reste à faire pour organiser la diffusion d'un dépistage dont la prise en charge par la collectivité risque fort de se heurter à différents obstacles, financiers ou non. Osera-t-on par exemple lancer dans ce domaine des études « coût-bénéfice » qui pourraient immanquablement être perçues comme cherchant à organiser pour des raisons économiques l'élimination des porteurs de cette anomalie génétique? Et quelle attitude adopter-on face aux familles porteuses de l'anomalie et qui, comme c'est le cas en Australie, ayant des facultés intellectuelles très réduites sont incapables de comprendre ceux qui cherchent à leur prodigier un conseil génétique?

Tous ces problèmes éthiques, exemplaires dans le cas de l'« X fragile », surviendront inévitablement dès lors que l'on avancera dans la construction de la très grande bibliothèque des gènes humains. Ils se posent avec d'autant plus d'acuité que - comme c'est encore malheureusement très souvent le cas - l'identification de l'origine moléculaire de l'affection ne coïncide nullement avec la découverte d'une thérapie efficace et renvoie à tout coup vers la problématique de l'interruption de grossesse. Mais ils se posent aussi sous une autre forme lorsque l'affection est soit curable, soit jugée peu handicapante.

Ces difficultés à venir sauront-elles être de nature à interrompre l'effort et prodigieux travail de cartographie en cours? Sans doute pas. Elles imposent néanmoins que les enjeux soient clairement exposés et que, comme l'a fort justement souligné Baronness Wansock - l'une des principales autorités éthiques britanniques - en clôture de la réunion de Londres, des mesures soient prises pour que la loi protège au plus vite l'individu contre ce qui pourrait rapidement apparaître comme une forme moderne et perverse de colonisation du génome humain.

JEAN-YVES NAU

(1) Eleven International Workshop on Human Gene Mapping. Londres, 18-22 août 1991.
(2) L'INSERM a organisé il y a peu de temps, en Alsace, un important colloque sur les retards mentaux liés au chromosome X. Renseignements: professeur Jean-Louis Mandel, INSERM unité 184, CNRS-LGME, tél.: 88-37-13-55.



M.C. Escher: La relativité (1953) (in « Le Monde de M.C. Escher », Chêne éditeur).

REPERES

EDUCATION

Une directive sur l'enseignement de l'histoire de l'URSS

La directive de l'éducation nationale a demandé à l'inspection générale de l'enseignement supérieur de préparer des recommandations à l'usage des enseignants de l'histoire de l'URSS. Ces recommandations, qui ont été adoptées par le conseil supérieur de l'éducation, ont pour objet de définir les objectifs de l'enseignement de l'histoire de l'URSS, de préciser les contenus de l'enseignement, de définir les méthodes de l'enseignement, de préciser les modalités de l'enseignement, de définir les compétences attendues des élèves, de préciser les modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la formation des enseignants, de préciser les modalités de la recherche, de définir les modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la coopération internationale, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la diffusion des résultats de la recherche, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la mise à jour des connaissances, de définir les modalités de la mise à jour des méthodes de l'enseignement, de définir les modalités de la mise à jour des compétences attendues des élèves, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de l'évaluation, de définir les modalités de la mise à jour des modalités de la formation des enseignants, de

SCIENCES • MÉDECINE

Un grand pas vers l'infiniment petit

Un commutateur fabriqué à l'aide d'un seul atome.

Cette expérience d'un chercheur américain préfigure peut-être l'électronique des années 2000

«TOUT à coup, vous êtes devant quelque chose que personne n'a vu avant vous. Cela n'arrive que très rarement dans la vie d'un scientifique», dit-il. Donald Eigler vient de réussir à faire fonctionner un «commutateur» dont la «pièce principale» est constituée d'un unique atome de xénon (un gaz rare). Une incursion aux frontières ultimes de la miniaturisation, suffisamment spectaculaire pour avoir fait récemment la une de la revue scientifique *Nature* (1).

L'expérience de ce chercheur des laboratoires IBM d'Almaden à San Jose (Californie) et de son équipe (Christopher Lutz et William Rudge) représente le dernier en date des exploits réalisés aux États-Unis, au Japon et en Europe grâce au microscope électronique à effet tunnel, le STM (scanning tunnelling microscope) pour les spécialistes. Inventé au début des années 80 par Gerd Binnig et Heinrich Rohrer (laboratoires IBM de Zurich), qui reçurent pour cela le prix Nobel de physique (1986) (2), le STM permet de voir des détails à l'échelle de l'atome. Mais, à la lumière d'expériences récentes, cet appareil s'est aussi révélé capable d'intervenir au niveau de l'infiniment petit, en déplaçant les atomes un à un.

Les premiers à le démontrer furent des chercheurs de la firme américaine ATT-Bell qui, en 1987, réussirent à transférer un atome de germanium depuis la pointe ultrarapide qui sert de «write» au STM jusqu'à une plaque de germanium située quelques angströms (un angström vaut un dix-millionième de millimètre). Dans le monde entier, les équipes

disposant de STM performants se lancent immédiatement sur cette piste. En avril 1990, Eigler lui-même arrive à contrôler suffisamment le phénomène pour écrire le sigle «IBM» à l'aide de ... 35 atomes de xénon seulement!

Il s'agit, pour ces scientifiques naturellement tournés vers les applications potentielles de leurs découvertes, d'ouvrir la voie à d'éventuels composants ultraminutés du futur, dont les circuits seraient imprimés grâce à cette technique. C'est ainsi que des chercheurs japonais de chez Hitachi parviennent à «dessiner» des traits d'un seul atome d'épaisseur. En France, des scientifiques toulousains (Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales, dépendant du CNRS) ont pu tracer des lignes de 500 angströms.

Yo-yo atomique

C'était aussi la démarche de Donald Eigler. Il s'efforçait de fabriquer de la même manière sur du silicium des composants expérimentaux qui ressembleraient, en beaucoup plus petit, aux transistors actuels, quand il découvrit que ce qu'il cherchait résidait, tout simplement, dans ... l'outil lui-même. En envoyant une impulsion électrique très faible (plus ou moins huit dixièmes de volt) à la pointe du microscope d'une part, et à une électrode monocristalline de nickel distante de 5 angströms d'autre part, l'expérimentateur peut déplacer un atome de xénon et le faire se coller, au choix, sur l'une ou l'autre des deux pointes. Mais ce mouvement de Yo-yo, qui est à la base de la technique de transfert des

atomes, fait, par la même occasion, varier le courant qui passe ensuite entre les deux électrodes. L'ensemble constitue donc un «élément bi-stable», équivalent, en électronique, aux interrupteurs qui servent à allumer et à éteindre la lumière.

Le «commutateur atomique» était né. Une naissance toute théorique, pourtant. En effet, si la «pièce mobile» de cet interrupteur est extraordinairement miniaturisée, il n'en est pas de même du reste. Donald Eigler a utilisé pour cette manipulation un microscope électronique à effet tunnel fonctionnant sous vide et refroidi à moins 269 degrés centigrades à l'aide d'hélium liquide. Un élément technologique bien éloigné des «puces» électroniques les plus grossières. En outre, explique un expert, le commutateur atomique d'Eigler est très lent : il lui faut, dans le meilleur des cas, vingt fois plus de temps pour réagir que les composants actuellement sur le marché, et qui répondent couramment au milliardième de seconde.

«Il n'est absolument pas certain que l'on puisse construire à partir de ce principe des commutateurs ou des composants atomiques utilisables commercialement», reconnaît spontanément Donald Eigler. «Mais j'espère, ajoute-t-il, que nos recherches fondamentales ouvriront la voie à des générations futures de composants électroniques extrêmement miniaturisés». Une solution éventuelle pourrait se trouver, avance Eigler en conclusion de la présentation de ses travaux dans le magazine *Nature*, dans «des molécules en forme de cage qui présenteraient une fonction de commutation grâce à un atome emprisonné en leur centre». On

pense immédiatement aux «fullerènes», ces molécules de carbone en forme de ballon de football découvertes récemment et qui excitent tant les électroniciens (le *Monde* du 12 juin). Ou aux «cryptates», les molécules en forme de grotte qui valurent le prix Nobel de chimie 1987 au Français Jean-Marie Lehn (3). «Les cryptates semblent de meilleurs candidats que les fullerènes, totalement fermés au sein desquels on n'a pas encore réussi à introduire quoi que ce soit», estime Jean-Marie Lehn. On peut modifier la demande la cavité des cryptates, et donc imaginer d'y placer plusieurs ions (atomes épluchés de leurs électrons), ce qui augmente d'autant les possibilités de stockage de l'information. Mais de là à arriver à un résultat exploitable commercialement...

Manipuler les molécules

C'est pourtant l'un des buts de l'électronique moléculaire : sauter le mur qui sépare l'ultraminutisme de l'infiniment petit. En réalisant, par exemple, des films ou des fils d'un seul atome d'épaisseur ou de diamètre. Mais aussi en manipulant les molécules pour les transformer en composants électroniques. C'est ainsi, explique M. Christian Joachim, directeur du groupe électronique moléculaire au centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales de Toulouse (CNRS), qu'il est possible de synthétiser des molécules qui se déforment, ou dont une partie pivote comme une bascule d'interrupteur sous l'action d'un courant électrique ou d'une excitation chimique ou optique.

Cette discipline, dont on imagine sans peine les enjeux industriels, est toute récente. La Grande-Bretagne fut le premier pays à s'y intéresser en lançant, dès 1980, un programme national. Elle fut suivie par le Japon (1982), les États-Unis (1983), l'Allemagne (1984), et la France (1987). Le Japon veut accentuer son effort, et s'apprête à lancer le «Projet technologique angström», que le gouvernement compte financer à hauteur de 25 milliards de yens (plus de 1 milliard de francs) sur dix ans. En France, le CNRS a complété l'effort français en créant, en 1989, le Groupement de recherche sur l'électronique moléculaire, dirigé par Jean-Pierre Launay, qui rassemble huit équipes parmi lesquelles celles de Jean-Marie Lehn et de Christian Joachim.

«Sur le plan des résultats expérimentaux, nous sommes plutôt bien placés», estime Jean-Marie Lehn, mais pour le nombre des équipes, c'est moins évident. Afin d'atteindre la «masse critique» qui nous permettra de résister à la pression des États-Unis et du Japon, il faut, ajoute le Prix Nobel français, «un plan d'urgence, un comité de suivi public européen» en matière d'électronique moléculaire, mais aussi dans toutes les technologies de pointe qui préparent l'électronique de demain.

Il est peut-être encore temps. Pour Alain Croisier, responsable des produits technologiques chez IBM à Paris, les travaux de Donald Eigler comme les recherches en électronique moléculaire ne constituent que «des pistes de recherche» qui n'ont «pas de perspectives crédibles d'application» avant les années 2000. Les dernières percées en matière de fabri-

cation des «puces» électroniques ont redonné une nouvelle jeunesse au bon vieux silicium qui, contrairement aux prévisions, égale et même surpasse dans certains cas l'arsénite de gallium ou les nouveaux matériaux supraconducteurs. «Pour les dix ou quinze prochaines années, les circuits intégrés au silicium continueront à être la technologie quasi unique de l'informatique. Ils progresseront encore d'au moins trois ordres de grandeur en performance, mais ils atteindront un jour leur limite physique», estime M. Croisier.

Cette limite, on la connaît déjà : c'est l'apparition des «bruits quantiques». En dessous d'une certaine taille des circuits, correspondant probablement à une surface équivalente à une capacité cent fois supérieure à celle des puces actuelles, les électrons n'obéissent plus aux mêmes lois. Si l'on en croit certains travaux américains, il n'est peut-être pas impossible de maîtriser ces phénomènes nouveaux pour aboutir à la fabrication de «composants quantiques». Mais en attendant, souligne M. Croisier, «il nous faut explorer toutes les pistes». L'électronique moléculaire en est une, mais il en est d'autres tout aussi étonnantes, comme, par exemple, l'enregistrement holographique dans des cristaux qui se déforment sous l'effet d'une lumière forte.

JEAN-PAUL DUFOUR

- (1) *Nature*, volume 352, n° 6336 du 15 août 1991.
(2) Conjointement avec Erast Ruska, constructeur du premier microscope électronique en 1932 (*Le Monde* du 17 octobre 1986).
(3) Conjointement avec les Américains Donald Cram et Charles Pedersen.

La magie des carrés

Deux ans de travail et la collaboration de plus de dix corporations sont nécessaires à la création de chaque nouveau foulard d'Hermès

UNE sorte de mini-pont roulant, portant un cadre vient se placer au-dessus d'une bande de pure soie blanche parfaitement lisse. Le pont roulant est abaissé. Tout le long d'un des côtés du «tamis» tendu dans le cadre est versé un long boudin de pâte noire dont la consistance fait penser à celle d'un écholet chaud de nappage d'une pâtisserie. L'opérateur prend son «racle», un outil semblable à un essuie-glace, mais un essuie-glace long de près d'un mètre. Il installe celui-ci dans le boudin de pâte, le pousse sur toute la largeur du «tamis», puis le tire vers lui. Ce qui fait faire à la pâte noire un aller et retour sur le «tamis». Il met de côté le «racle», soulève le cadre et fait glisser le pont roulant sur le côté. La soie blanche porte alors en noir un dessin au trait.

Un deuxième cadre remplace le premier dans le pont roulant et est amené au-dessus de la soie. L'opérateur vérifie que la superposition des dessins est bonne à la fraction de millimètre près. Il verse un boudin de pâte d'une autre couleur et

fait faire à celle-ci un aller et retour sur le «tamis» grâce à un «racle» propre. Après que le pont roulant a été mis de côté, on voit que de petites parties du dessin imprimé sur la soie sont maintenant colorées en brun.

Mêmes manœuvres avec un troisième cadre. Cette fois, du jaune remplit une partie du dessin, recouvrant par endroits le brun mis précédemment et donnant ainsi la sensation de relief.

Le temps manque au démonstrateur. Il passe donc directement à la couleur du fond, qui, normalement, devrait être appliquée en avant-dernière position. Un aller et retour, puis un aller supplémentaire. Et une bonne partie du dessin est alors recouverte d'un rouge éclatant.

La maison Hermès a montré à Paris pendant le mois d'août comment sont fabriqués ses célèbres carrés. Les installations «normales» sont toutes situées dans la région lyonnaise et la fabrication se fait, là, sur une échelle beaucoup plus grande grâce à des tables qui peuvent avoir jusqu'à 150 mètres de long, et à une certaine automatisation qui n'exclut pourtant pas la

vérification constante de l'œil exercé des opérateurs. On arrive ici à produire de 15 000 à 20 000 (40 000 en période de pointe) carrés par semaine.

A Paris, la table ne portait qu'une bande de soie de deux carrés, et toutes les opérations étaient faites à la main. Mais il s'agissait de la même méthode de «technique du cadre à plat», vieux procédé lyonnais, qui seul permet une précision et une qualité parfaites de l'impression de motifs fort compliqués.

Une palette de 52 000 couleurs

Tout commence par le travail des créateurs, qui composent les motifs des nouveaux carrés (une douzaine par an). Chaque maquette, due au talent et à l'inventivité de ces artistes, est livrée en taille réelle (90 cm sur 90 cm) et peinte à la gouache ou à l'aquarelle dans les couleurs originales. Intervient alors l'incroyable «mise en gravure», c'est-à-dire la décomposition de la maquette en autant de couleurs et donc de dessins sur feuille de rhodod (matériau particulièrement stable) qui sont jugés nécessaires pour que l'impression rende parfaitement la maquette du créateur. Bien entendu, il faut de longs essais pour parvenir à définir le nombre de dessins nécessaires et à choisir les couleurs (40 au maximum) qui seront utilisées pour l'impression. Bien entendu aussi, les carrés sont souvent tirés en plusieurs versions de couleurs différentes : les coloristes de l'atelier d'impression attribuent alors à chacun des dessins la couleur qui convient pour créer une

harmonie complètement nouvelle.

Les effets de dégradé, d'ombre, de relief, de poudré, de brillant, de la superposition de plusieurs couleurs. Ainsi la figure de l'Odéon, emblème ornant un des carrés d'été, est rendue grâce à 14 couleurs imprimées les unes après les autres.

Les couleurs d'impression sont faites de colorants chimiques et de gomme végétale plus ou moins dilués à l'eau. Il en existe actuellement quelque 52 000 dont la formule est soigneusement gardée de façon que les mêmes carrés puissent être refaits à l'identique au long des années. Depuis 1937, année où sont apparus les premiers carrés Hermès, une bonne partie des 870 modèles qui ont vu successivement le jour est, en effet, constamment réimprimée.

Pour le tissu de support, on utilise de la soie d'origine chinoise qui est tissée à Lyon le plus souvent comme un twill (en biais), mais parfois en brocade. Tel le carré «Daymio», qui porte des fleurs blanches brochées et des fleurs de couleurs imprimées. Après son passage, la soie est lavée (les spécialistes parlent de «décreusage»), pour la débarrasser des fragments de bourre et autres impuretés éventuelles qui y sont restés et être ainsi assouplie. Lorsqu'elle est prête pour l'impression, elle est étendue sur de très longues tables autocollantes et aplatie parfaitement pour que n'y subsistent ni faux pli ni vaguelette intempestive.

Alors peut commencer l'impression proprement dite. Chaque planche (appelons qu'une planche = une couleur) dessinée lors de la «mise en gravure» a été

transférée par photo sur un tamis fait d'une gaze de polyester (plus solide que la gaze de soie utilisée autrefois) recouverte d'une couche de gélatine sensible à la lumière. Après insolation, la gélatine qui a été exposée à la lumière durcit alors qu'elle reste molle là où le dessin porté sur la planche l'a mise à l'abri de la lumière. Par lavage, la gélatine molle disparaît. Ainsi la zone tendue dans le cadre manœuvré par le pont roulant est-elle occultée sauf pour le dessin qu'elle porte en sorte de fenêtres laissant passer la couleur concernée. D'où le nom de «tamis». La couleur, lors du passage du «racle», ne s'imprime donc sur la soie qu'aux endroits voulus.

Les différentes couleurs sont imprimées dans un ordre très précis. Le premier cadre dessine, en noir presque toujours, les lignes et contours dans lesquels viendront s'insérer toutes les autres couleurs. Ce noir, dont la pâte est plus épaisse que celle des autres couleurs, servira de garde-fou : ses lignes empêcheront les couleurs suivantes de se diffuser hors de leurs stricts emplacements. D'où ses noms de «finesse» ou de «serre».

L'ennoiblissement

Pour les autres couleurs, on commence toujours par celles qui occupent les surfaces les plus petites. Une application prématurée des couleurs, forcément humides, couvrant les vastes surfaces des fonds et des bordures (les «listes») ferait rétracter le tissu et nuirait au cadrage précis des couleurs suivantes. Quand deux ou plusieurs couleurs sont superposées (on dit

«remâtées»), on commence toujours par les plus foncées pour terminer par les plus claires.

Après l'impression, viennent les opérations d'«ennoiblissement». La «fixage» est essentielle. Il s'agit d'une véritable cuisson à la vapeur (à 103 °C ou 105 °C) faite pendant un temps plus ou moins long dans une sorte d'énorme cocotte-minute. Ce «fixage» enlève la gomme et permet aux pigments de pénétrer dans le tissu. Les carrés sont ensuite lavés pour enlever les éventuels excès de couleurs et restants de gomme. Ils sont séchés à chaud, puis traités avec un apprêt qui leur rend l'aspect et le toucher soyeux que les opérations précédentes, impressions comprises, leur ont fait perdre. Rappelons qu'en dépit de l'«ennoiblissement», les carrés ne sont jamais garantis à l'eau, que celui-ci soit de pluie ou de lavage.

Enfin interviennent les «rouloteuses», qui découpent chaque carré en suivant rigoureusement le droit-fil et font sur les quatre côtés les délicats ourlets roulottés. A la main, bien sûr, et en quarante ou quarante-cinq minutes, performance qu'apprécieront toutes les couturières amatrices.

Des créateurs aux roulotteuses, plus de dix corporations appartenant à plusieurs sociétés travaillant toutes dans la région lyonnaise auront participé pendant deux ans à la fabrication de chaque nouveau modèle de carré. Tous ces artisans-artistes très hautement qualifiés ayant appris leur métier «sur le tas».

YVONNE REBEYROL

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guili, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Seuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1992-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75601 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 40-95-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Septembre 1991

L'HOPITAL EN CRISE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ACCES DIRECT

SIRENE

2,19 F LA MINUTE

36.27.36.44

L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement :

Adresse complète, code APE, date de création, SIRET...
Plusieurs clés d'accès
Grande souplesse de recherche

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

هكذا من الأصل

SCIENCES • MÉDECINE

Naissances multirisques

En quinze ans, le nombre de naissances de triplés a été multiplié par trois. Un véritable problème de santé publique

Les progrès dans les traitements de la stérilité, avec l'apparition de médicaments inducteurs de l'ovulation à la fin des années 60 et de la fécondation *in vitro* au début des années 80, sont les principaux responsables de l'augmentation importante des grossesses multiples. Pour les mères, les risques sont multiples, mais surtout triplés, quadruplés ou quintuplés, les joies de la maternité cèdent la place à des difficultés de toutes sortes, médicales, psychologiques, matérielles ou sociales. Dans un ouvrage collectif (1), le professeur Emile Papiernik (clinique universitaire Baudelocque, Paris) et le docteur Jean-Claude Pons (hôpital Antoine-Bécère, Clamart) abordent les multiples aspects de ce qu'ils considèrent comme un véritable problème de santé publique.

Entre 1971 et 1986, le nombre de naissances de triplés, en France, est passé de 74 à 207, soit presque trois fois plus, et celui de quadruplés de 0 à 19. Dans le même temps, les grossesses gémellaires ont faiblement augmenté, en passant de 8 035 à 8 118. Une étude rétrospective portant sur 156 grossesses triplées dans 76 hôpitaux français a montré que 26,2 % d'entre elles étaient spontanées. En revanche, 41,6 % de ces grossesses étaient consécutives à un traitement par inducteur d'ovulation et 32 % à une technique de procréation médicalement assistée, qu'il s'agisse de fécondation *in vitro* ou de GIFT (2).

Une autre enquête, réalisée avec la collaboration de l'Association nationale d'enfants multiples (ANEPNM), a porté, cette fois-ci, sur 65 des 310 grossesses quadruplées survenues en France entre 1972 et 1988. Seules cinq d'entre elles étaient spontanées avec, dans tous les cas, des antécédents familiaux de naissances multiples. 58, soit 92,3 %, sont imputables à un traitement par inducteur d'ovulation. Une seule est survenue après GIFT. Naturelle-

ment, on estime à 1 sur 80 la fréquence des grossesses gémellaires, à 1 sur 80 puissance 2 celle des grossesses triplées, 1 sur 80 puissance 3 celle des grossesses quadruplées, et ainsi de suite.

Ces grossesses multiples ne sont pas sans risque. Près de la moitié des patientes enceintes de jumeaux présentent un risque d'accouchement prématuré, c'est-à-dire avant 37 semaines d'aménorrhée. Ce risque s'accroît avec les grossesses triplées, quadruplées et quintuplées. La durée moyenne de la grossesse pour les triplés est de 34 semaines et de 31 semaines pour les quadruplés. « La plus grande particularité des grossesses multiples est leur taux élevé de prématurité grave (avant 31 semaines) qui explique les chiffres élevés de morbidité néonatale, de long séjour hospitalier et le nombre non négligeable de handicaps graves liés à la prématurité », note le professeur Papiernik.

Plus les grossesses multiples sont diagnostiquées tôt, plus les mesures de prévention de la prématurité ont de chances d'être efficaces, comme la réduction précoce de l'activité maternelle, la prescription de médicaments qui stoppent les contractions utérines, voire l'hospitalisation et un traitement à base de corticoïdes pour prévenir la maladie des membranes hyalines (détresse respiratoire du nouveau-né) en cas de menaces d'accouchement prématuré.

Des réactions de panique

La multiplication des grossesses multiples pose le problème des limites à mettre en œuvre dans les traitements de la stérilité. « Les moyens de prévention de la prématurité reposent sur une utilisation correcte des traitements inducteurs d'ovulation », note le docteur Jean-Claude Pons, et, en cas de fécondation *in vitro*, sur le remplacement dans l'utérus d'un nombre d'embryons ne dépassant pas trois. « Une surveil-

lance hormonale et des échographies (pour suivre le nombre de follicules qui entrent en croissance) permettent de mieux maîtriser les traitements par induction de l'ovulation. Pour la fécondation *in vitro*, les recommandations récentes du Comité national d'éthique (pas plus de trois embryons lors d'une réimplantation) devraient, si elles sont respectées, limiter les grossesses multiples (Le Monde du 26 juin).

Car les chances de grossesse augmentent avec le nombre d'embryons transférés. Selon des statistiques effectuées à partir d'une série de 3 335 ponctions d'ovocytes, le taux de grossesse par transfert de deux embryons est de 23,63 % avec un pourcentage de grossesse gémellaire de 3,77 % et pas de naissances triplées. Pour un transfert de trois embryons, on passe à un taux de grossesse de 34,75 % avec 5,79 % de grossesses gémellaires et 1,16 % de grossesses triplées. Pour un transfert de quatre embryons, le taux de grossesse passe à 41,67 % avec 10,28 % de grossesses gémellaires et 4,76 % de grossesses triplées.

L'annonce d'une grossesse de plus de deux enfants provoque souvent, chez les parents, des réactions de panique. C'est un événement vécu comme extraordinaire mais rarement enthousiasmant. Plongés dès les premiers mois dans une ambiance très médicalisée, les futures mères sont submergées par des inquiétudes liées à la santé de leurs enfants et à leur avenir. Seront-ils normaux, comment vont-elles pouvoir faire face à cette situation ? L'accouchement, le plus sou-

vent par césarienne, est suivi fréquemment d'un séjour d'un ou plusieurs enfants en service de réanimation néonatale, ce qui ne facilite pas l'établissement de la relation mère-enfant.

Un « sentiment d'anormalité »

Une étude portant sur le suivi psychologique de quatorze femmes ayant accouché de triplés à la maternité de l'hôpital Antoine-Bécère met en évidence leurs difficultés à faire face à ces naissances. « C'est un événement traumatique au même titre qu'un accident ou qu'une maladie grave », estime M^{me} Monique Robin, chercheur en psychologie à l'unité INSERM 187. Les entretiens avec les mères, quatre mois après l'accouchement, et l'observation des interactions mère-bébés l'ont conduit à dresser un bilan plutôt sombre. « L'absence de plaisir et la souffrance psychologique sont fréquentes chez ces mères qui, au lieu de vivre la relation de maternité qu'elles souhaitent, se trouvent transformées en pourvoyeuses de soins. »

Les mères sont assaillies d'un « sentiment d'anormalité » qui peut être renforcé par la réaction de l'entourage. « Certaines se sentent honnêtes d'avoir mis au monde plusieurs enfants », souligne la psychologue. Elles ont le fantasme d'être assimilées à une espèce animale. « Ces réactions concernent principalement les mères de plus de deux enfants. Celles qui ont donné naissance à des jumeaux parvien-

nent à trouver dans cette maternité une « valorisation narcissique ».

Les mères d'enfants multiples arrivent d'autant mieux à surmonter leurs angoisses que leur entourage (père, famille élargie, amis) leur apporte un soutien de qualité. Une enquête réalisée par l'ANEPNM (3), qui regroupe 3 000 familles, met en évidence les préoccupations médicales, familiales, financières et sociales qui assaillent les parents d'enfants multiples. La fatigue des mères liée « au maternage intensif » figure au premier rang des préoccupations. Débordées par les tâches maternelles, elles éprouvent un sentiment de frustration et de culpabilité envers leurs enfants. « Il est difficile de trouver un équilibre entre ce que l'on doit à l'individualité de chaque enfant, encore plus s'il y a des aînés, et les sollicitations de la fratrie multiple », note M^{me} Chantal Lebataud, présidente de l'ANEPNM et mère de cinq enfants dont des triplés. Les relations du couple sont mises à rude épreuve. Selon l'enquête à laquelle ont répondu 457 familles, un couple sur trois éprouve des difficultés dans la vie commune. Les familles signalent incompréhension ou même abandon de leurs propres parents et plus rarement appui moral et financier. Plus généralement, elles signalent un isolement d'ordre social - le tissu de relations s'étiolant - une incompréhension de la part des travailleurs sociaux ou même des enseignants, qui ne saisissent pas la spécificité des familles d'enfants multiples par rapport aux familles nombreuses.

Les préoccupations pécuniaires figurent, elles aussi, en première ligne dans les soucis de ces familles. Il faut envisager un changement de logement, de voiture, se procurer les équipements de puériculture en double, triple ou quadruple exemplaire. « Ces problèmes financiers se retrouvent principalement dans les catégories socioprofessionnelles moyennes et non pas chez les plus défavorisées », note M^{me} Lebataud. Cela tient certainement au fait que certaines prestations légales, comme l'allocation logement, le complément familial ou les tarifs de cantine, sont fonction des ressources des familles.

Face à ces difficultés multiples, l'Association nationale d'enfants multiples revendique l'instauration d'une aide à domicile systématique et gratuite, l'établissement d'un barème particulier pour le calcul de leurs aides. Elle réclame également une révision du quotient familial, qui détermine l'accès à certaines aides, et une priorité d'accès à la scolarisation.

MARTINE LARONCHE

(1) Les Grossesses multiples, par Emile Papiernik-Berkhauser et Jean-Claude Pons, Editions Doin, 427 p., 580 F.

(2) Le GIFT, ou gamete intra-utérin transféré, est une technique dérivée de la fécondation *in vitro*. Elle consiste à placer, après prélèvement, ovules et spermatozoïdes dans les trompes utérines, où a lieu normalement la fécondation.

(3) ANEPNM, 8, place Sisley, 95430 Aulnay-sur-Orne, Tel. : 30-36-19-87.

(Publicité)

ENVIRONNEMENT

L'initiative d'un lessivier

Pour répondre aux attentes des consommateurs, voire les anticiper, certains industriels innovent en matière de protection de l'environnement. La société Lever, avec son nouvel emballage de lessive liquide, compte parmi ceux-là.

trées, dites « micro », Skip, Omo et Persil. Pour laver autant et aussi bien, deux fois moins de poudre, c'est-à-dire deux fois moins d'énergie pour les fabriquer et deux fois moins de rejets dans l'environnement. Une utilisation exclusive de ces lessives « micro » éviterait le rejet de 250 000 tonnes de produits chimiques et de 20 000 tonnes de plastique et de carton d'emballage. Toujours à l'actif de la société Lever, le test de dureté de l'eau offert aux consommateurs : une languette qui permet de déterminer la teneur en calcaire de l'eau utilisée et d'adapter en conséquence la quantité de lessive nécessaire. Une juste adéquation qui évite les rejets superflus de produit.

Une attitude nouvelle
Cette performance répond à l'attente d'un nombre de plus en plus élevé de consommateurs. Pour preuve, selon une étude Secodip récente, 77 % des ménagères se déclarent « prêtes à dépenser plus pour acheter des produits ou des emballages sans danger pour l'environnement », et autant affirment « qu'elles ont tendance à utiliser dans leur foyer moins de produits dangereux pour l'environnement que par le passé ». Ces résultats traduisent une attitude nouvelle qui tend à concilier efficacité et respect de l'environnement. Le terme d'« éco-consommateur » fait même son apparition dans le vocabulaire des spécialistes. La société Lever avait déjà introduit les lessives concen-

Reste aux infrastructures locales à assurer sur le terrain la mise en place de telles initiatives. Car à quoi servira un emballage technique recyclable si les moyens de le recycler n'existent pas ?

L'action des municipalités

Certaines municipalités se sont lancées dans l'aventure. Après des tentatives à Bruay-en-Artois et à La Rochelle, la communauté urbaine de Dunkerque a su mener à bien un projet original baptisé « la Nouvelle Bleue ». 45 000 « éco-poubelles » destinées à recueillir les déchets recyclables ont été distribuées aux habitants. Ces matériaux recyclables - verre, plastique, carton, certains papiers - sont collectés régulièrement, triés, puis revendus aux recycleurs. L'objectif, à terme, est de recycler 11 000 tonnes de déchets par an. Cette expérience montre que les municipalités, si elles s'en donnent les moyens, peuvent agir efficacement pour la protection de l'environnement.

Assumer sa part de responsabilité

L'arrivée d'Eco-Wisk et de son emballage particulier marque la volonté de la société Lever d'œuvrer dans cette direction et d'assumer sa part de responsa-

Eco-Wisk met l'emballage à la Une du recyclage



bilité dans la préservation du milieu naturel. Les consommateurs, quant à eux, devraient également se sentir plus impliqués dans une telle démarche. Car c'est la conjugaison des efforts des pouvoirs publics, des industriels et des consommateurs qui assurera le succès de la « marche verte ».

Germain Doret

L'ÉCOLOGIE À DOMICILE :
c'est un livre plein de bons conseils pour votre environnement. Pour l'obtenir gratuitement, un simple appel au (1) 45 32 32 32

ECO-WISK : UN GESTE PLUS VERT

La lessive liquide tous textiles Eco-Wisk, mise au point par la société Lever, reprend la formule lavante de Wisk, connue pour son efficacité. Eco-Wisk, c'est 1,5 litre de lessive dans un flacon plastique très léger entouré d'un étui de carton qui garantit sa stabilité, facilite la prise en main et le rangement. Son goulot est conçu pour verser aisément le liquide dans le bac de la machine à laver, et son bouchon se revisse après utilisation. Mieux encore : au moment de mettre votre flacon vide à la poubelle, un geste suffit pour séparer carton et plastique. Un pli à prendre pour que le recyclage ne soit pas seulement une belle promesse pour l'environnement.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

Édité par la SARL Le Monde
« Dureté de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 »

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie de « Le Monde »
12, L. M. Gumbourg
94832 IVRY CEDEX
1990

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugnot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-94-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie France SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CDE
3 mois	469 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 095 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : non abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

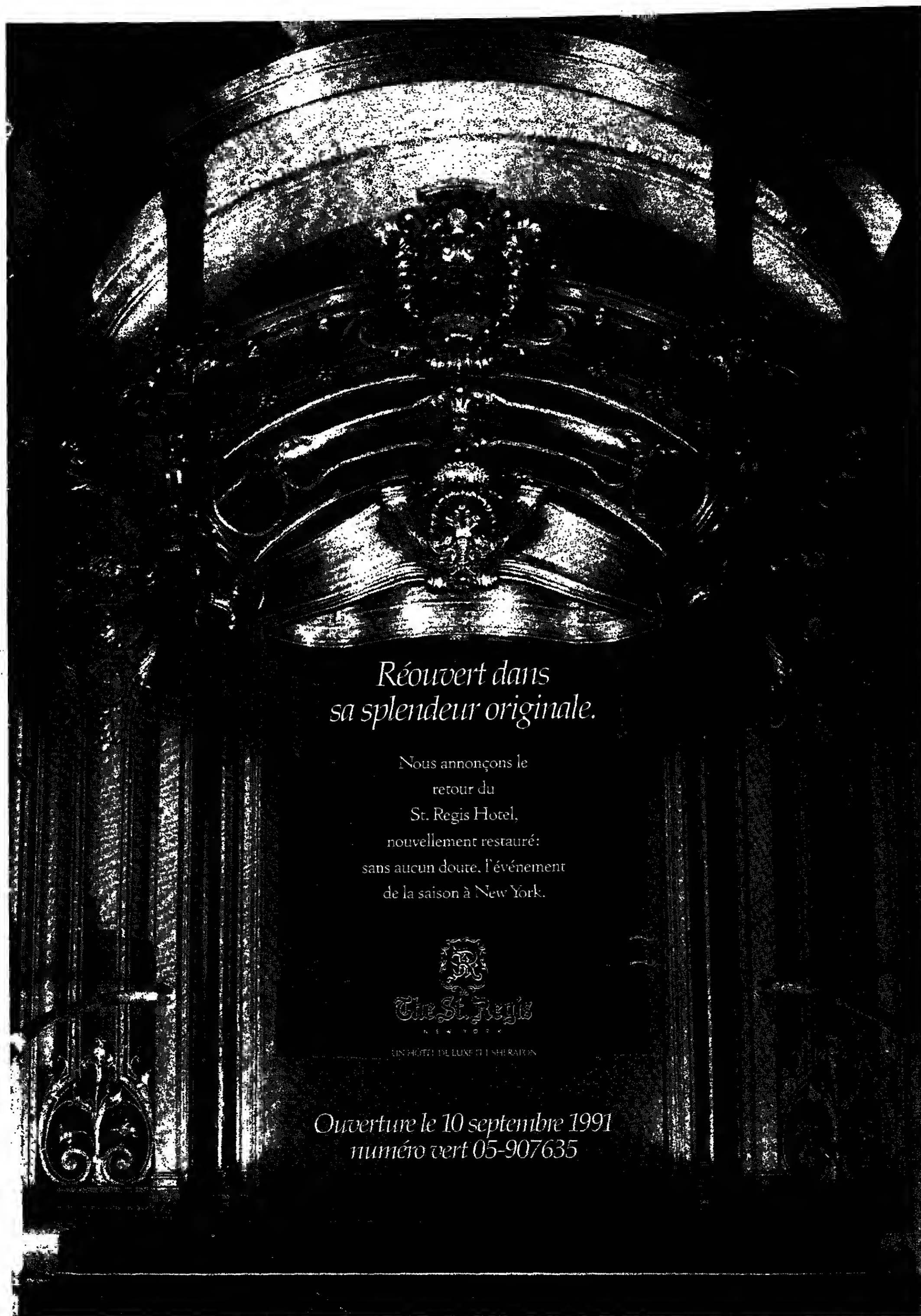
Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة من الأصل



FIFTH AVENUE ET FIFTY-FIFTH STREET, NEW YORK, NEW YORK 10022 • TÉLÉPHONE 212.753.4500 • FAX 212.541.4736

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

La Montagne magique

Pays de cocagne de la musique de chambre, le Festival de Marlboro fête ses quarante et un ans et songe à son avenir

MARLBORO (VERMONT)
correspondance

Le panneau est toujours là. Son message n'a pas changé : « Silence, les musiciens travaillent ». A l'ombre des mêmes arbres, les moutons les plus médians du monde sont toujours aux premières loges des répétitions privées. Du matin jusqu'au soir, sept jours sur sept, des immuables barques de bois dissimulées dans la verdure se dévalent inlassablement des vagues de notes sans cesse interrompues par de brefs échanges de propos.

Malgré la disparition de Rudolf Serkin en mai dernier (le Monde du 11 mai 1991), Marlboro est donc toujours Marlboro. Un lieu unique pour des artistes en quête de perfection, une retraite hors de tout remous médiatique, où le culte de la musique ne souffre aucune concession. Sans celui qui fut l'un de ses pères fondateurs mais surtout son Pymelion et directeur artistique pendant quatre décennies, le Festival a continué d'appliquer les règles que celui-ci considérait comme intangibles : des répétitions jusqu'à plus soif, des œuvres abordées d'abord pour elles-mêmes et jamais dans la perspective d'une exécution publique, quel que soit leur degré d'achèvement (le Monde du 18 août 1987).

Bien plus que les autres concerts que lui ont dédiés les musiciens, ce respect, cette continuité, sont les plus beaux hommages qu'il pouvait recevoir d'une communauté qu'il chérissait tant.

Si le pilier central du temple de la musique de chambre est tombé, tous les autres sont toujours en place. Fidèles parmi les fidèles, Philipp Neugele, David Soyer, Peter Wiley, Samuel Rhodes, Felix Galimov, Isidore Cohenstein, ont rejoint comme chaque été leur maître d'œuvre au domaine de Marlboro. C'est ce comité d'anciens, mis en place depuis de nombreuses années par Rudolf Serkin, qui a

assuré de façon collégiale la direction artistique du Festival.

Depuis deux ans, alors que la maladie ne permettait au chef d'assurer que très épisodiquement ses responsabilités, ce comité faisait tourner les « boîtes à musique » que deviennent, sept semaines durant, les barques de bois du collège de Marlboro.

La logique des années passées a donc prévalu quand, quelques semaines avant son ouverture, les membres du conseil d'administration, la direction générale et les membres du comité se sont réunis pour décider comment allait s'organiser et être dirigé le premier Festival de l'après-Serkin.

« La décision que nous avons prise est de fonctionner comme l'année dernière », affirme Irving Moskowitz, président du conseil d'administration. Avec ou sans Rudolf Serkin, Marlboro doit rester Marlboro. Et, dans l'immédiat, les personnes les plus à même de préserver et de transmettre son « esprit » sont les hommes qui, depuis de nombreuses années, se consacrent totalement à cette aventure artistique qui, avant d'être un festival, est avant tout un centre d'études de très haut niveau réservé à quelques dizaines de jeunes musiciens pleins d'ambition.

Mais cette direction collégiale ne durera pas. Aucune des parties en présence ne souhaite en effet que l'exception devienne la règle. Pour des raisons artistiques autant qu'économiques, le Festival de Marlboro a besoin d'un successeur à Rudolf Serkin. « Une direction collégiale n'est qu'une solution de transition », précise l'artiste Philipp Neugele. Quand, chaque semaine, les anciens se réunissent pour choisir les œuvres qui seront mises en répétition, former les ensembles, choisir les pièces jouées en concert, il faut qu'à la fin de longues discussions quel qu'un tranche. « Pour le violoncelle », David Soyer, la nomination d'un directeur « pas trop jeune mais pas trop vieux » est, un moyen d'enrayer ce qu'il nomme le « syndrome de Marlboro », à savoir des seniors de plus en plus



ALAIN LOMPECH

vieux et des juniors de plus en plus jeunes.

Les raisons économiques jouent également. A Marlboro, tout culte de la personnalité a, certes, été remplacé par celui de la musique. Mais dans le « real world », l'appellation marlborienne pour désigner ce qui est hors des limites du collège, la personnalité et le prestige d'un musicien comme Rudolf Serkin ont été déterminants pour la reconnaissance et le rayonnement international du Festival et pour assurer un équilibre financier longtemps en danger : un million de dollars sont nécessaires, chaque année, pour permettre à une

soixantaine de musiciens de répéter beaucoup et de se produire un petit peu. Même si les concerts affichent complet, leurs recettes ne représentent que 15 % de cette somme. « Avec plus de 60 % de nos ressources en provenance de donateurs privés, nous sommes conscients que notre institution a besoin à terme d'un porte-drapeau connu et reconnu de tous, reconnaît Irving Moskowitz. Les donateurs sont plus sensibles à l'aura d'un grand artiste qu'à la somme de talents multiples moins connus du public. »

PIERRE-YVES GRAVIER

Cailloux blancs

CBS a bien fait de plenter ses micros à Marlboro. Les quelques disques que l'éditeur américain y a produits ont bénéficié des longues répétitions propres à ce festival-académie, puis du filtre imposé par les musiciens eux-mêmes : ne se produisant en concert et n'enregistrant (éventuellement) que les équipes qui pensent pouvoir présenter des interprétations véritablement abouties au public et à leurs confrères. Mis en boîte dans la foulée des concerts, à Marlboro ou dans les studios new-yorkais de CBS, chacun de ces disques est donc le résultat d'un approfondissement technique et musical plus rare qu'on ne l'imagine.

Sony, le nouveau propriétaire de CBS, vient de reporter douze microsillons de cette série sur disques compacts. Huit proviennent de son fonds propre. Quatre sont des enregistrements produits par le festival lui-même. Six sont des nouveautés car ils n'avaient été publiés que dans une collection hors commerce. Il est vraiment difficile de faire son choix : si l'investissement financier n'était si lourd, nous les recommanderions tous. Les plus étonnantes restent tout de même ceux de Pablo Casals chef d'orchestre. Les puristes seront sans doute étonnés par ses phrases très libres, son rubato presque aussi fluide que ceux de Wilhelm Furtwängler, mais l'énergie, la vie rythmique dont témoignent ses interprétations de Mendelssohn, de Beethoven ou de Schubert ne se rattachent à aucun modèle connu. Ces disques ne feront pas double emploi avec ceux des grands chefs du passé ou d'aujourd'hui.

Il faudrait également distinguer l'interprétation si apaisée du Quintette en ut D. 955 de Schubert. Sur le même disque, Rudolf Serkin et la clarinette Harold Wright « accompagnent » la soprano Benita Valente dans l'interprétation la plus aérienne et innocente qui se puisse imaginer du *Père sur le rocher*, la dernière composition de Schubert.

ALAIN LOMPECH

► Edition Marlboro Sony Music. Bach : le Concerto pour clavier et Trio Symphonie ; Schubert : Cinquième Symphonie (SMK 48248, nouveauté), Beethoven : Deuxième Symphonie ; Brahms : Variations Haydn (48247, nouveauté), Mendelssohn : Symphonie « Italienne » et Octuor à cordes (48251), Beethoven : Première et Sixième Symphonie (48891, nouveauté) ; Septième et Huitième Symphonie (48893), Schoenberg : Sérénade op. 24 et Symphonie de chambre op. 9 (48894, nouveauté), Schubert : Quintette D. 955 et le *Père sur le rocher* (48901, nouveauté), Mozart : Sérénade KV 282 et Sonata pour basson et violoncelle KV 292 (48248) ; Concerto pour deux pianos et Concerto pour piano n° 12 (48255), Brahms : Sextuor n° 2 et Trio avec cor (48249), Schubert : la Truite ; Mozart : Quintette avec clarinette (48252), Barber et Nielsen : Quintettes à vent ; Hindemith : Octuor pour vents et cordes (48250, nouveauté). A paraître fin septembre, Mozart : Symphonies n° 35, 40, 41 (47294). Une petite musique de nuit, Sérénades n° 11 et 12 (47295), Beethoven : Trio op. 11, Quintette pour piano et vents (47296), Huitième Symphonie (47297), Beethoven : quatuor et quintette pour guitare et cordes (47298).

ARTS

Le bon disciple

Sérisier fut le premier élève de Gauguin. Le plus fidèle. Il n'en finit pas moins par trahir

PONT-AVEN

de notre envoyé spécial

L'histoire a été contée cent fois : à l'été 1888, un jeune homme de vingt-quatre ans, marseillais de l'atelier Bouguereau, nommé Paul Sérusier, séjourne à Pont-Aven, comme y avaient séjourné avant lui bien des peintres en quête de pittoresque bretonnant.

Alors qu'il s'épuise sur un paysage, un rapin vient à passer, observe ses efforts, lui conseille d'user de couleurs plus franches et de formes plus ramassées et, pour finir, l'aide à achever sa pochade. Le rapin, tête de forban photographique, verbe péremptoire, est Paul Gauguin, qui loge alors à la pension Gloanec en compagnie d'Emile Bernard.

De retour à Paris, Sérusier exhibe son paysage gauguinisé, qu'il baptise pieusement le *Tollmon*. Stupeur à l'Académie Julian. Sérusier réunit autour de lui Bonnard, Denis et quelques autres, les premiers nobis, et s'institue ainsi chef d'école, du moins exécuté autorisé de l'esthétique et de la pensée de Gauguin.

Il n'a cessé sa vie durant d'avouer sa dette et de rendre hommage à son grand homme. Après la mort de Gauguin, en 1903, il fut de ceux qui réclamèrent une part de l'héritage esthétique de l'exilé des Marquises. Prétention excessive et indiscrète. Si Sérusier fut l'un des premiers, avec Bernard, à adopter le maniériste de Gauguin, il n'en trahit pas moins son mentor dix ans après, trahison picturale et intellectuelle à la fois.

L'inspirateur unique et révé

Il commença cependant par l'imiter avec une stupéfiante docilité. Quoique le fameux *Tollmon* ne soit pas dans la rétrospective - assez mal accroché du reste, dans un désordre de dates et de toiles qui nuit gravement à l'intelligence de l'exposition, - tout dans les années 1888-1892, jusqu'aux plus simples dessins et aux signatures en rouge, démontre la marque de l'inspirateur unique et révé

Les vues de Bretagne exécutées à Pont-Aven, au Pouldu et dans l'intérieur des terres doivent à Gauguin leurs constructions japonisantes, leurs courbes « symboliques », leurs harmonies en vert et orange et, naturellement, leurs sujets rustiques, cocobons dans leur porcherie, vaches dans leurs prés.

Unique différence, mais décisive : dès 1889, Gauguin reconnaît que ni Pont-Aven ni le Pouldu ne sont des paradis préservés de candeur et de pureté et ses tableaux se font mélancoliques, puis sévères. Sérusier, lui, domine volontiers dans l'engouement bretonnant. Ses paysannes prennent des poses de saintes femmes, lient leurs faucilles comme des encensoirs et s'entrevoient d'un air si naïf que l'on ne sait quelles visions célestes. Les tableaux ont alors pour titres *l'Incarnation*, *le Bois sacré* et *l'Apparition de la Vierge*, cette dernière n'étant qu'un faïble et dévot pastiche de la *Vision après le sermon*, exécutée par Gauguin en 1888.

Jusque vers la fin des années 90, cette imagerie ne règne pas seule, cependant. Elle alterne avec des toiles plus fortes, d'une observation plus fine et d'un style plus ferme, effigies de porteuses d'eau et de vieillards enesquepoussés de noir qui écaillent des poissons, l'air renfrogné, le regard hébété. Avec des gris, des bruns, des ocres et des rouges éteints, Sérusier peignait ses voisines sans complaisance, préfigurant les scènes de genre de Côté. Pour augmenter

l'effet de rusticité, il s'interdit les perspectives trop savantes, privilégia la pose de profil et les teintes plates. Il pastiche un peu les primitifs, tous les primitifs, les Italiens et les sculpteurs de calvaires de granit. Gauguinisme encore que ces références inconscientes à l'Ecole des beaux-arts et cette prédilection pour le rudimentaire, mais gauguinisme vérifié sur le motif et très préférable au style symbolard qui envahit toute l'œuvre quand Sérusier prend renouveler l'art sacré.

Les leçons de Maurice Denis

Gauguin parti pour Tahiti, son bon élève se cherche un nouveau directeur de conscience et écoute les leçons de Maurice Denis, fort amateur de théories néo-classiques. A partir de 1898, il séjourne volontiers au monastère de Beuron, où un moine de Pont-Aven, Verkade, s'est fait bénédictin. Commence alors la période des « saintes mesures », qui dure jusqu'à la mort de l'artiste, en 1927.

Le bon Sérusier cherche comment composer selon une géométrie sacrée, combine Puvion de Chavannes et Fra Angelico, imite alternativement les Égyptiens et les Byzantins et tombe dans l'artifice. Il est navrant de le voir glisser à la mièvrerie d'un sulpicianisme béat et plagier les icônes, lui qui, de temps en temps, réussit encore des paysages heureusement composés. N'en déplaise à Maurice Denis, qui l'admirait fort, l'autoportrait de Sérusier dit à la barbe rutilante est d'un cabotinage déplaisant.

L'ermite de Cbateauneuf-du-Faou est un demi-habile qui joue trop adroitement à l'âme simple et connaît l'heure du train de Paris. Quant à se l'ériger aux ongles de 1910, elle justifie le jugement que Huysmans portait sur l'école de Beuron : « Débiles images de pieusité fabriquées par des conner ». On frémit à la pensée de ce que Gauguin, qui n'était guère charitable et encore moins pieux, aurait vociféré à la vue de ces œuvres signées par le plus ancien de ses disciples.

PHILIPPE DAGEN

► Musée de Pont-Aven, Place de l'Hôtel de Ville, 29930 Pont-Aven. Tél. : 98-06-14-43. Jusqu'au 30 septembre.

► Nomination d'un directeur général au Centre Georges-Pompidou. — M. Bruno Ory-Lavollee, conseiller à la Cour des comptes, ancien chef du bureau emploi, formation professionnelle, immigration au ministère des finances, a été nommé directeur général du Centre Georges-Pompidou, un poste nouvellement créé. Le nouveau président du Centre, M. Dominique Bozo, qui a succédé à la fin du mois d'août à M^{me} Hélène Ahweller, n'abandonne pas pour l'instant ses fonctions à la tête du Musée national d'art moderne et du Centre de création industrielle.

DANSE



DU 10 AU 21 SEPT. 20H30

MERCE CUNNINGHAM

2 PROGRAMMES

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

PREMIERE LE 4 SEPTEMBRE - LOCATION OUVERTE
THEATRE DE LA GAITE-MONTAPARNASSE
26, RUE DE LA GAITE PARIS 14^e LOC. 43 22 16 18

JEAN-PAUL FARRÉ

JEAN-LUC MOREAU

VOLTAIRE ROUSSEAU

UN SPECTACLE DE JEAN-FRANÇOIS PREVAND

DECOR ET COSTUMES DE CHARLIE MANGEL

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Les deux visages de l'Amérique

Au festival de Deauville, Hollywood et les ghettos

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

Un homme bizarrement accouru comme dans les bandes dessinées de Flash Gordon et le visage entièrement dissimulé par un casque de gladiateur était la première attraction du Festival de Deauville. Il annonçait *Rocketeer*, le film de Joe Johnston, où un jeune cascadeur aérien (Bill Campbell), pilotant un coucou de 1938, découvre par hasard une fusée dorsale inventée par Howard Hughes, qui lui permet de se transformer en homme volant. Ce personnage rétro pourrait en fait avoir été imaginé par Spielberg. *Rocketeer*, qui a mis le public en joie, abonde d'ailleurs en références de toutes sortes.

Hollywood se surtit en plongeant dans son passé, ses légendes et ses rumeurs. En réinventant des héros et des aventures qui ont déjà servi. On a déjà vu ailleurs des personnages semblables aux trois capains de *City Slickers*, cadres stressés approchant la quarantaine. Le changement, dans ce film de Ron Underwood auquel on a donné comme titre français *La Vie, l'Amour... les Vaches* (sortie nationale le 4 septembre), c'est que la grande ville - New York - s'est vite laissée de côté.

Les trois copains vont se retremper dans un ranch du Nouveau-Mexique. Avec d'autres vacanciers ils doivent envoyer un troupeau de bovins jusqu'à Colorado. Ils prennent cela comme un jeu parce qu'ils sont encadrés par de vrais cow-boys mais ils sont obligés d'affronter seuls toute une série d'épreuves. Trop long, alourdi par un numéro envahissant de Billy Crystal, comique venu de la télévision, le film, qui fait un carton aux États-Unis, semble prôner une « morale » propre à l'Amérique de George Bush. « Retrempez-vous

au mythe des pionniers fondateurs et retrouvez le sens des valeurs individuelles ».

Mais le spectacle hollywoodien par excellence, on le trouve dans *Backdraft* de Ron Howard. Film musclé, nerveux, trépidant, qui combine très habilement une bisnère de famille, une intrigue policière (dans laquelle Robert De Niro tient remarquablement un rôle secondaire) et une magouille politique. Cela se passe à Chicago et l'on voit en action le corps des sapeurs-pompiers dans d'immenses décors de studio et des séquences d'incendie encore plus impressionnantes que celles de *Le Tour infernal*.

Un auteur de dix-neuf ans

Si l'on cherche une production qui aille plus loin que le grand spectacle et fasse découvrir certains aspects de la vie contemporaine aux États-Unis, pas d'hésitation, c'est *City of Hope*, de John Sayles, réalisateur indépendant auquel le festival consacre, d'autre part, une de ses rétrospectives. *City of Hope* raconte, sous la forme d'un récit unanime, les manœuvres d'hommes politiques, de constructeurs et de promoteurs immobiliers cherchant à mettre la main sur une ville du New Jersey, Hudson City.

Ici, s'opposent, s'affrontent, des hommes qui profitent du système ou veulent s'y faire une place, les communautés noire et blanche, chacune avec ses préjugés, l'ancienne société et la nouvelle avec ses marginaux. La mise en scène réunit, avec une belle maîtrise narrative, les fils de plusieurs intrigues et de nombreux personnages au comportement et au caractère complexes. Le ton de critique sociale à propos des conflits personnels et raciaux est nouveau. Il amorce une réflexion sur l'Amérique des années 90.

qu'on découvre également dans deux films indépendants à très petits budgets, écrits et réalisés par des Noirs.

Matty Rich, auteur de *Straight out of Brooklyn*, a dix-neuf ans. Il a emprunté de l'argent à sa famille pour tourner huit minutes de film à partir desquelles il a réussi à réunir 70 000 dollars. Puis il a filmé *Straight out of Brooklyn* dans un minuscule appartement à New York. C'est une œuvre imparfaite, mais elle est d'une rareté et d'une qualité exceptionnelles.

Résultat : un grand succès critique aux États-Unis, une chronique pour nous supranationale de la misère dans une cité-dortoir de Brooklyn où les Noirs sont encastrés, et des aspirations à l'éducation comme moteur de l'égalité et de relations normales entre les êtres. Utopiste, Matty Rich ? Ce n'est pas l'impression qu'il donne en conférence de presse. Sa jeunesse, sa sincérité, sa passion apportent une force de conviction supplémentaire à un film sans doute un peu fruste mais qui se démarque du cinéma « black » américain façon Spike Lee.

Il en est de même pour Joseph B. Vasquez, Noir portoricain, auteur de *Hongin out with the hamebays* (*Une virée d'enfer*). Chronique d'une nuit d'enfer, de drague et, d'une certaine manière, de réveil à la vie dans New York, par quatre garçons du Bronx-Sud. Là passent - parfois avec beaucoup d'humour - des souvenirs personnels et la vision d'une Amérique urbaine où les problèmes des individus dévotisés s'expriment par la violence de s'affirmer et de se changer soi-même par l'éducation. Curieuse tentative, à suivre...

JACQUES SICURER

Du plomb pour l'Irlande

Un portrait sans nuance de la colonisation anglaise de l'Ulster

SECRET DÉFENSE

de Ken Loach

Qu'est-il arrivé à Paul ? Membre d'une organisation de défense des droits de l'homme en mission en Irlande du Nord, il est retrouvé mort. Sa compagne et ses amis ne croient pas à l'explication donnée par la police. L'inspecteur anglais Kerrigan mène l'enquête, elle va le mener loin de ses certitudes démocratiques quant à la police dont il fait partie et à l'État qu'il sert.

Dans le rôle de Kerrigan, le massif et paisible Brian Cox fait de méritoires efforts pour montrer cet itinéraire du doute. Mais, de

doutes, le spectateur n'en aura guère, informé avant le film de la violence des Anglais et des collabos protestants, sommé d'admettre pieds et poings liés à la « juste cause » de l'IRA et de ses alliés. Le procédé est quelque peu décevant, même administré avec l'aide d'une ballade irlandaise fougueusement chantée au fond d'un pub républicain - toujours efficace, les ballades irlandaises.

Qu'est-il arrivé à Ken Loach ? Le cinéaste sensible de *Kez* et de *Family Life*, l'homme au regard acéré et compatissant des admirables *Pas de larmes pour Joy* et *Regards et sourires*, chausse ici les sabots de plomb d'un réalisme

socialiste d'un autre âge pour dénoncer un complot fasciste risible à force de grossièreté. Si, dans les quartiers pauvres de Belfast, il retrouve un peu de ses talents de documentariste, l'intrigue s'en gonfle vite dans les artifices d'une caricature qui dessine la cause qu'il prétend soutenir.

Il est vrai que son précédent film, *Fatherland*, empruntait déjà de telles ornières. Mais le réalisateur anglais s'est, depuis, ressaisi. Son nouveau film, *Rif/Raf*, qui sortira cet automne, en témoigne eloquemment. Il est conseillé de l'attendre calmement.

JEAN-MICHEL FRODON

Fragiles certitudes

Un professeur communiste à la retraite une jeune femme rebelle : la fin des années 70 en Italie

DANS LA SOIRÉE

de Francesca Archibugi

En 1977, l'Italie vivait une période trouble : renversement des idéologies, contestation étudiante prolongée, terrorisme menaçant pour la démocratie. Il faut s'en souvenir en voyant le film de Francesca Archibugi, *Dans la soirée*, situé ces années-là. Le « conflit des générations » qui semble en être le sujet, n'a rien à voir avec les oppositions entre familles bourgeoises et sixaines-huitaines atterrées, que nous avons pu connaître en France. D'autant que Francesca Archibugi - auteur de *Mignon est partie* - a pris du recul pour parler d'une famille italienne soumise aux contradictions et aux affrontements de l'époque. En 1977 donc, le pro-

fesseur Ludovico Bruschi, universitaire communiste, profite de sa retraite dans sa villa de Pariolo, à Rome. Son fils, Oliviero, un grand dadaïste passé de la révolution à l'écologie, vient pleurer dans son gilet. Sa femme, Stella, est partie. Il confie à Ludovico sa petite fille, Papere, quatre ans, élevée en hippy et qui s'est inventée un double. Le professeur découvre la joie d'être grand-père et s'apprête à donner à la fillette une vraie bonne éducation.

Un jour, Stella surgit. Elle reprend l'enfant, puis la ramène. Pendant une année, Stella va entretenir avec son beau-père une relation de conflit et d'estime réciproque. Et il ne verra plus en elle que la femme, jeune, ardente.

Il désire la femme, elle aussi, mais plus par amour non avoué

que pour se raccrocher à ses principes. C'est une histoire de sentiments davantage que d'idéologie et de politique, même si la politique existe à l'arrière-plan. C'est l'histoire d'un homme qui n'est plus sûr de détenir la vérité, mais a besoin de se faire aimer. Et celle d'une jeune femme, chez qui la rébellion et le militantisme n'ont pas étouffé la sensibilité. Dommage que le rôle de Papere, petite, en tous de film, de son importance. Reste essentiellement un face-à-face Mastroianni-Bonaiuto. On comprend que Francesca Archibugi ait été fascinée par ces deux-là. Mastroianni, comme chez Scialoja, semble engager sa vie dans ce qu'il joue, et la Bonaiuto italienne garde sa nature de feu et de pierre qui veut résister aux élans du cœur.

J. S.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

COMMUNICATION

La grève dans l'audiovisuel public

Faible mobilisation à Antenne 2 inquiétude à FR 3

La grève lancée lundi 2 septembre à Antenne 2 par cinq syndicats de journalistes, techniciens et employés pour protester contre les suppressions de postes prévus dans le plan de restructuration n'aura guère pu estimer la sérénité observée par la direction. Votée sans enthousiasme et faiblement suivie, elle n'a que très peu perturbé l'antenne, comme l'avait d'ailleurs annoncé le matin même le PDG d'Antenne 2, M. Hervé Bourges, assurant sur France-Inter qu'« une grève n'est pas le meilleur moyen de faire entendre ses revendications (...). Nous avons changé d'époque, il faut changer de méthode ».

Les seules perturbations observées ont concerné les émissions d'information. *Télématin* a été supprimé, remplacé par des dessins animés, les autres journaux ayant été diffusés en direct de la

régie finale au lieu du studio habituel. Plus difficile en revanche est l'appréciation du taux de participation. La direction de la chaîne estimait lundi matin à 9,3 % des effectifs prévus pour la journée (6,7 % de l'ensemble du personnel) le pourcentage de grévistes. Un pourcentage en hausse toutefois au cours de la journée et estimé finalement à 8,5 % des effectifs totaux d'Antenne 2.

Les syndicats affirmaient de leur côté que la participation atteignait 95 % chez les techniciens, 55 % chez les journalistes, 20 % chez les administratifs. Une nouvelle assemblée générale devait décider, mardi matin, de la reconduction ou non du mouvement.

Calmé pour le moment, la situation de FR 3 pourrait à son tour évoluer. La seconde réunion

du comité central d'entreprise extraordinaire, qui avait commencé vendredi sous la présidence de M. Hervé Bourges, s'est terminée le 2 septembre; une troisième réunion est annoncée pour le 1^{er} octobre, la première consultation des comités d'établissement de région devant avoir lieu le 17 septembre. Cependant, les représentants du personnel ont adopté lundi à l'unanimité une motion demandant la suspension de la procédure en cours.

Elle « refuse la notion de gestion du présent fondée sur des paramètres budgétaires et comptables » et « propose la mise en place d'une expertise contradictoire et la poursuite de discussions sérieuses avec les élus ». La mobilisation du personnel, traditionnellement mieux organisée sur FR 3 que sur Antenne 2, pourrait s'avérer plus efficace que sur la Deux.

Préparé par TF 1 et Canal Plus

Le projet de chaîne française d'information bute sur les difficultés du câble

Le succès de la chaîne américaine d'information CNN (Cable News Network) fait des émules. En Grande-Bretagne, le groupe Murdoch accomplit une remarquable percée avec Skynews, que la BBC s'apprête à concurrencer. En Allemagne, le groupe de communication Bertelsmann penche un projet, en association avec le groupe américain Time Warner. La télévision publique japonaise NHK veut lancer, dès l'an prochain, une chaîne mondiale d'information, Global News Network (CNN), réalisée en partenariat avec des opérateurs locaux, en Europe et en Asie, mais aussi aux États-Unis.

Daos l'Hexagone même, le grand public semble séduit. Plus d'un Français sur deux (53 % exactement) serait « très intéressé » ou « assez intéressé » par la création d'une chaîne française d'information continue, si l'on en croit un récent sondage d'« PSOS-Médias (1) ». Et 63 % de ces « accros de l'info » accepteraient, pour la recevoir, de payer un abonnement (de 19 francs par mois en moyenne). Des chiffres encourageants, qui devraient inciter les groupes de communication à se pencher sur ce nouveau marché.

Pourtant, à l'exception de Canal Infos - chaîne de télétexte sans image - aucun projet français n'a encore vu le jour. « Nous sommes prêts », déclare le directeur délégué à l'information de TF 1, Sylvain Gouz, « Un protocole d'accord a même été signé entre Patrick Le

Lay et André Rousselet », les PDG de TF 1 et de Canal Plus. Après une première approche européenne, le concept retenu est désormais national, « le concept européen s'est révélé creux ». Les grandes lignes de la grille - un « journal » télévisé de 18 heures par jour - sont arrêtées, la technique est définie, la décoration du studio choisie et les équipes facilement mobilisables. « Avec un feu vert, nous sommes capables de démarrer en six mois », renchérit la directrice de l'information de TF 1, Michèle Cotta.

Les câblo-opérateurs ne sont pas pressés

Pourtant, le feu vert ne vient pas. TF 1, qui a fait et refait ses comptes, évalue entre 200 et 250 millions de francs le budget annuel de la nouvelle chaîne. Un investissement difficile à rentabiliser sur un marché du câble - 675 000 abonnés environ contre plus de 8 millions en Allemagne - particulièrement étroit. La ligne demandée doit être financée par les câblo-opérateurs, la Caisse des dépôts, la Générale des eaux et Lyonnaise-communication, d'assurer l'essentiel du fardeau. Et d'accepter de reverser, pour la reprise de la future chaîne, 10 à 12 francs par abonné et par mois, contre 1 à 2 francs seulement pour la diffusion d'une chaîne étrangère et 5 à 6 francs pour celle d'une télévision thématique. A cette demande, les

trois câblo-opérateurs opposent, jusqu'ici, un refus catégorique.

« Nous n'en avons pas les moyens », explique M. Jean-Pierre Paoli, directeur général adjoint de communication-développement, la filiale spécialisée de la Caisse des dépôts. « Nous en sommes arrivés au stade paradoxal où chaque abonné supplémentaire nous coûte de l'argent ». Sur les 140 francs mensuels versés en moyenne par les abonnés, 40 seulement vont aux programmes (dont 12 au profit des deux chaînes Canal J et Canal Jimmy). Les câblo-opérateurs estiment d'ailleurs plus aucune marge de manœuvre.

Et sont d'autant moins pressés que Canal Infos leur permet d'attendre le lancement d'Euronews, le projet de chaîne d'information continue et multilingue préparée au sein de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). Prévue pour le printemps 1992, Euronews devrait être financée à 54 % par les deux chaînes publiques fondatrices (le Monde date 5-6 mai 1991) et à 24 % par des fonds publics européens (le reste provenant du parrainage et de la publicité). Autant dire que la chaîne européenne sera proposée aux câblo-opérateurs gratuitement. Ceux-ci joueraient-ils la montre ?

P.-A. G.

(1) Sondage réalisé entre le 29 juillet et le 1^{er} août 1991 auprès d'un échantillon de mille personnes à l'occasion des 2^{es} Rencontres internationales des chaînes d'information à l'université d'état de Carcassonne-Montpellier.

Malgré la hausse du prix de vente

« L'Événement du jeudi » poursuit son développement

En augmentant, début juillet, son prix de vente de 50 % - de 20 à 30 francs - l'hebdomadaire *L'Événement du jeudi* avait conscience d'engager un pari (le Monde du 5 juillet). La période estivale, traditionnellement maigre pour la presse écrite, rendait ce pari risqué. A la fin de l'été, le journal de Jean-François Kahn peut dresser un premier bilan relativement positif. A Paris, en juillet, selon les chiffres des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), *L'Événement* a réalisé une vente au numéro de 127 324 exemplaires soit une baisse de 3,5 % par rapport à juillet 1990 (131 892).

Mais cette légère baisse est compensée par deux facteurs. D'une part, le marché parisien des hebdomadaires d'informations politiques et générales est déprimé (il a enregistré une baisse de 6 % en juillet par rapport au mois de juillet 1990); d'autre part, *L'Événement* peut se targuer d'avoir devancé, en juillet, sur Paris, le *Nouvel Observateur* (90 284 exemplaires), *L'Express* (85 536 exemplaires), un chiffre qui lui permet cependant d'augmenter de 0,4 % sa vente au numéro par rapport à juillet 90 et le *Point* (60 600). En outre, la baisse est rattrapée par une forte hausse des abonnements à *L'Événement* (45 261 en juillet 1990, 70 232 en juillet de cette année), résultat d'importantes campagnes lancées au printemps.

Le mois d'août fait davantage

souffrir les news magazines. Le marché parisien avec ses nombreux kiosques fermés chute de 15,9 % par rapport à août 1990 et les trois premières semaines font « plonger » la bande des quatre : *L'Express* enregistre une baisse de 36,4 % par rapport à août 1990, le *Point* chute de 19,3 %, *L'Événement* de 11,7 % et le *Nouvel Observateur* de 5,7 %.

Mais *L'Événement*, tout en se gardant de « tout triomphalisme », considère que l'augmentation de son prix de vente a bien été acceptée et lui permet de se développer. Contrairement à ses concurrents, le journal a coutume de proposer une forte pagination pendant l'été, en se fondant sur l'idée que le temps de lecture est plus important. Enfin, son lien avec ses lecteurs (dont 20 000 sont actionnaires du journal) demeure fort, voire « militant ». L'hebdomadaire compte donc passer le cap des 200 000 exemplaires diffusés en moyenne en 1991 (contre 195 506 l'an dernier), développer son pôle photocomposition en fabriquant des journaux et des bilans d'entreprise. Cet automne, *L'Événement* va relancer son mensuel *Sciences et Technologies* et lancer, en remplacement de *Paroles et Musique*, suspendu il y a un an et demi, un magazine trimestriel, *L'Événement de la musique* (en partenariat avec Europe 1 et Europe 2), destiné aux vingt-cinq-ans.

Y.-M. L.

EN BREF

■ Eurosport bientôt diffusée en français. - La chaîne sportive Eurosport sera diffusée en français sur les réseaux câblés à partir du 15 octobre. Reprise récemment par TF 1, Eurosport s'était jusqu'à présent disponible qu'en anglais, allemand ou océanien. Cette diffusion en français va mettre en concurrence deux chaînes sportives francophones : Eurosport et TV Sport (contrôlée par Canal Plus).

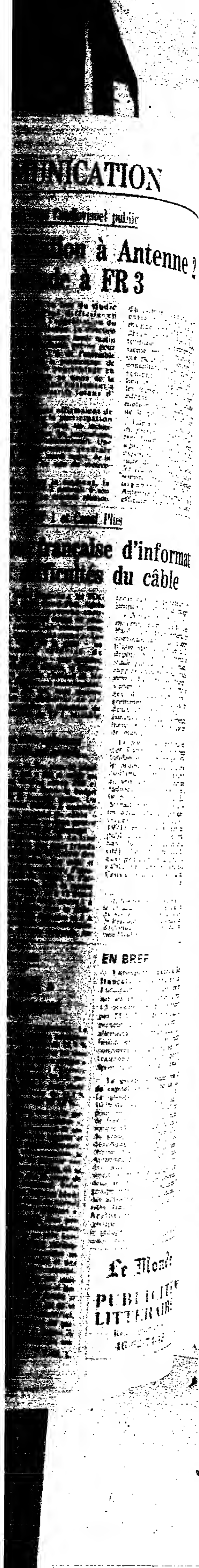
■ Le groupe Hérault cède 2,5 % de capital à la Cinq au GAN. - Le groupe Hérault, qui détenait 10 % du capital de la Cinq, a cédé pour un montant de 43 millions de francs 2,5 % de la chaîne à la société Confiteux Quatre, une filiale du groupe d'assurances GAN. Ce désengagement partiel, selon la chaîne, n'aurait rien de significatif. Autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, cette cession serait intervenue depuis plus de deux mois et place désormais le groupe Hérault au cinquième rang des actionnaires de la chaîne, derrière Hachette (25 %), le groupe Berlusconi (25 %), Clinvest (groupe Crédit lyonnais, 10 %) et le groupe CCF (8 %).

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

هكذا من الأصل



SPECTACLES

Programmes du mercredi 4 au mardi 10 septembre

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent : le Mariage de Mlle Beulemans (1877), de Julien Duvivier, 16 h ; les Érudits de la FEMIS présentent : les Liens (1980), d'Anne Benhaïem, De l'histoire ancienne, d'Orso Miret, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Quatre Ans des Cahiers du cinéma : Vidéodrome (1982, v.o.), de David Cronenberg, 18 h ; le Retour de l'Inspecteur Harry (1983, v.o. s.l.), de Clint Eastwood, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Paris la nuit : Nuit de myrtille : Zazou dans le miroir (1987) d'Antoine de Montigny, le Minotaure (1988) de Raphaël Caussimont, Rouge Gorge (1984) de Pierre Zucca, 14 h 30 ; Travail de nuit : De 4 heures à 8 heures (1970), Coup de balai à l'ORTF (1971) de Jacques Devier, les Matinales (1987) de J. Krier, 18 h 30 ; Carte blanche : Gilles Grangier, le Désordre et la Nuit (1985) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; Nuit et Jour : Elle fond au soleil (1987) d'Anne Chabrier, Simone Barbaud ou la vertu (1980) de Marie Claude Treilhou, 20 h 30 ; Montmartrine nocturne (1984) de J.-C. Bernard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucerna, 8 (45-84-57-34).

ALICE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-85).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Indo-Indo, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-87-07).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Rex (Gr. Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kibnaparoma, 16 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA BANDE A PISCOU (A., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-84-84) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Indo-Indo, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-85).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucerna, 8 (45-84-57-34).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-84-46-85) ; Ranelagh, 19 (42-38-64-44).

LA CHAIR (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIAIR (A., v.o.) : Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-57).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-61-60).

CHÉRIE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES COMMITMENTS (Indo-Indo, v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-87) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA CHAÎNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Pathe Haute-Faule, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-89) ;

ÉCONOMIE

BILLET

Chères petites têtes blondes

L'arboise de la rentrée est assée pour les parents : après avoir été sages en 1990 (+ 1,6 %), les prix ont tancé à dérapage cet automne. Toutes les enquêtes montrent qu'ils ont augmenté plus vite que l'inflation (+ 3,4 %) : que ce soit celle du minitère de l'artisanat, du commerce et de la consommation (+ 4,1 %), de la Confédération syndicale du cadre de vie (+ 4,4 %) ou de la Confédération syndicale des familles (+ 4,9 %).

Bien sûr, les comparaisons sont difficiles, compte tenu de l'effet mode qui fait brusquement grimper le prix de tel ou tel article sans lequel aucun élève digne de ce nom n'arrive de se prénant devant ses petits camarades de classe. C'est ainsi que le foura-tout augmente de 21 % alors que la troussa classique renchérit de 1,4 % seulement ou que la stylo plume affiche une hausse de 0,7 % à comparer avec 10,6 % pour le faux couleuvre à 14 % pour le crayon billa. On peut le déplorer mais comment, en toute honnêteté, s'attendre que la rentrée soit la préface d'une débâcle de consommation pour des écoliers conditionnés depuis leur plus jeune âge à désirer une poupée et pas une autre, un jeu électronique bien précis, telle ou telle salopette américaine ?

Pour des parents, bousculés dans des magasins surpeuplés dans lesquels ils doivent acheter très vite une liste d'articles, septembre tourne généralement au cauchemar : déjà « fauchés » après les congés, avec la perspective d'un tiers provisionnel à payer au milieu du mois, ils doivent déboursier en moyenne 362 francs en livres et fournitures pour leur enfant en cours élémentaire ou moyen (chiffres Confédération syndicale de cadre de vie), plus de 545 francs en sixième et 975 francs en seconde. Chiffres moyens — auxquels il faut ajouter les assurances, la demi-pension, le transport... — qui cachent des disparités énormes entre les familles Grosseille et Duquesnoy : les parents qui achètent le moins cher possible ne déboursent, selon la Fédération des familles de France, que 313 francs, à comparer avec les 2 645 francs réglés par eux qui choisissent systématiquement le plus onéreux. Il n'y a pas que pour les écoliers que la rentrée des classes n'est pas drôle !

FRANÇOISE VAYSSE

Peugeot-Citroën rationalise le développement de ses nouveaux modèles

S'opposer aux Japonais n'empêche pas d'adopter leurs méthodes. Peugeot SA a rendu public, lundi 2 septembre, sa volonté de fusionner les bureaux chargés de la conception et du développement de nouveaux modèles Peugeot et Citroën.

Jusqu'ici, seule la première année de conception était sous la responsabilité du groupe, qui transférait les étapes suivantes de développement et d'industrialisation aux directions des études et des méthodes des deux constructeurs. Désormais, la définition et la ligne ainsi que la préparation technique en vue de la production seront regroupés sous un commandement unique.

La nouvelle organisation devrait réduire le temps de développement d'un nouveau modèle de 3 ans dans les années 1980 à 4 ans en 1994 et 3 ans en 1999 pour rejoindre la productivité des Japonais en la matière. L'annonce de cette reorganisation aura lieu le 9 septembre devant les comités centraux d'entreprise des deux marques, le jour même où la direction de Citroën examinera le projet de suppression de 1 800 emplois dans l'usine de Rennes et de 155 emplois au siège social de Neuilly (Le Monde daté 1-2 septembre).

L'enquête semestrielle du Crédit d'équipement des PME

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises prévoient une reprise en 1992

Le ralentissement de l'activité en 1991, qui a touché l'ensemble des PME, devrait se traduire par le simple maintien du nombre de salariés par rapport à la fin 1990, mais les patrons espèrent une amélioration en 1992, grâce à une nette reprise d'ici à la fin de l'année, révèle l'enquête semestrielle du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises. Tous secteurs confondus, moins d'un patron de PME sur deux, contre deux sur trois au cours des quatre années passées, s'attend à une progression de son chiffre d'affaires en 1991. En francs courants, les ventes de 1991 pourraient progresser de 5 % environ, après 11 % en 1989 et 1990, et 14 % en 1988. Ce ralentissement concerne toutes les PME, quelle que soit leur taille : 40 % de celles employant moins de 10 salariés comptent améliorer leur chiffre d'affaires en 1991

(elles étaient 54 % il y a un an) contre 55 % des entreprises de plus de 50 salariés (71 % l'an passé).

Le fléchissement de l'activité devrait peser sur l'emploi et l'investissement. Alors qu'en 1989 et 1990, les créations nettes d'emplois dans les PME ont été estimées à 200 000 environ, 1991 se solderait par le simple maintien des effectifs employés à la fin de l'année dernière.

Les PME espèrent néanmoins une amélioration de la situation en 1992, un dirigeant sur dix seulement s'attendait à de nouvelles difficultés en 1992, les patrons de l'industrie et des services étant nettement plus optimistes. Ainsi, 53 % des industriels s'attendent à un renouveau de l'activité dès le début de l'année prochaine, et très peu (6 %) à une poursuite de la crise.

Selon la SOPRES

Entre 5,5 et 6 millions de Français sont actionnaires

La France comptait au début de l'année, entre 5,5 et 6 millions de détenteurs d'actions, selon un sondage réalisé en mars et avril par la SOPRES auprès d'un échantillon de 6 000 personnes pour le compte de la Banque de France et de la Commission des opérations de Bourse (COB). Le nombre de Français « actionnaires » en légers diminution par rapport au dernier chiffre connu, qui était de 6 millions à la fin de l'année 1988, à l'issue des privatisations menées par le gouvernement Chirac.

Près de la moitié de ces actionnaires détiennent uniquement des actions de sociétés privatisées, et parmi ceux-ci, un quart ne possèdent

que des actions d'une seule société. Le nombre de détenteurs d'obligations est d'environ 4 millions, tandis que celui des détenteurs de titres d'OPCVM (organisme de placement collectif de valeurs mobilières), SICAV ou FCP (fonds commun de placement), est d'environ 11 millions. Ces derniers se répartissent entre 5,5 millions possédant des titres d'OPCVM « actions », 4 millions pour les OPCVM « obligations » et autant pour les OPCVM « monétaires ». Au total, environ quatre millions de Français sont porteurs de valeurs mobilières (actions, obligations, certificats d'investissement, titre de créances, emprunts d'Etat, etc.).

Le retour des privatisations

Suite de la première page

Il s'agit grosso modo d'actions sans droit de vote, des certificats d'investissement, les titres participatifs ou les titres subordonnés à durée indéterminée. En 1989, une loi a fixé à 25 % la part maximum du capital que les actionnaires privés peuvent détenir dans une société publique d'assurances. Tout ce petit jeu semble aujourd'hui ne plus suffire. Deux facteurs, l'un politique, l'autre financier, expliquent cette évolution du pouvoir en faveur des privatisations partielles.

Pourquoi conserver des entreprises dans le secteur public si elles ne se différencient en rien de celles du secteur privé ? Cet argument a été évoqué notamment par le député PS de l'Eure, M. Julien Dray (Le Monde du 6 juillet). Il n'y a, est-il vrai, guère de différence, ni en matière sociale ni en termes de stratégie industrielle, entre Pechiney (publique) et Rhône-Poulenc (publique) et BSN (privé). Tout au plus peut-on relever que les groupes nationalisés sont régulièrement perturbés, à leur tête, par la vie politique : en cette rentrée, les présidents de plusieurs grandes sociétés publiques, craignant de ne pas être reconduits dans leurs fonctions en juin prochain — de nombreux mandats s'achèvent à cette date, — sont déjà entrés en campagne électorale. Eux aussi.

Le facteur-clé de l'évolution du gouvernement a cependant été budgétaire. Comment un message — ou une entreprise — très endetté peut-il retrouver des marges de manœuvre ? Il vend une partie de son patrimoine pour réduire son endettement. Il réduit ainsi ses charges et accroît ses revenus : il élargit ses marges d'action. L'Etat se trouve aujourd'hui dans une situation de ce type. L'endettement public a considérablement crû. Pour 1991, la charge de la dette devrait dépasser les 140 milliards de francs (le troisième budget de l'Etat) et croître encore de plus de 10 % l'an prochain. Le gouvernement souhaite avoir une gestion plus dynamique de son patrimoine. Il veut « valoriser le capital dormant pour en faire un capital actif », selon l'expression d'un proche de M. Cresson.

L'Etat a, dans ce domaine, un handicap par rapport aux entre-

prises : il ne dispose pas d'un bilan patrimonial qui recenserait tous ses biens. Veudrait des actifs qui ne servent pas aux grands besoins du gouvernement pour utiliser les fonds dans des activités plus conformes à ses ambitions, notamment industrielles : tel est le but affiché des privatisations partielles envisagées par Bercy.

Des cessions dans le secteur public financier

Encore faudrait-il que les conditions de ces cessions d'actifs existent. Compte tenu de la qualité de l'entreprise, la vente de 20 % du Crédit local de France (pour 1,5 à 2 milliards de francs environ), déjà annoncée, ne devrait pas poser de problème majeur. Au-delà, on peut s'interroger : qu'est-ce que l'Etat peut vendre, à qui et dans quelles conditions ? Le secteur public industriel et financier est certes encore très large. Bercy a planché cet été sur la recherche des joyaux immédiatement commercialisables : ils ne sont pas très nombreux. Les obstacles sont multiples.

Impossible naturellement d'envisager la vente d'actions de sociétés stratégiques... et en situation financière difficile comme Bull. Thomson ou Air France. Difficile d'imaginer la cession de titres de sociétés dont le bilan est déséquilibré, pour cause d'endettement par exemple, comme Rhône-Poulenc. A la Bourse de Paris, on parle beaucoup d'un retour prochain d'Usinor-Sacilor (une capitalisation actuelle d'environ 25 milliards de francs). Le redressement du groupe sidérurgique public a été spectaculaire depuis 1988, mais le souvenir des petits actionnaires privés qui avaient perdu leurs économies lors de la restructuration du capital d'Usinor, à l'hiver 1986, reste vivace au Palais Brongniart.

L'Etat pourrait vendre des actions de la Cogema, d'Elf ou de Total. Il risquerait de mettre en cause son emprise sur ces groupes, en particulier sur le dernier, dans lequel il ne possède plus qu'une minorité de blocage.

Insuffisamment mobilisé au service de l'industrie aux yeux des proches de M. Cresson, le secteur financier de l'Etat (banques et assurances) pourrait être partiellement cédé. Là encore, les difficultés sont multiples. Pour les assurances, la loi limite à 25 % la part

Début des embauches pour le parc de Marne-la-Vallée

Euro Disney recrute dans une ambiance feutrée

Euro Disney Resort a, en bonne entreprise américaine, le sens du spectacle. Jusque dans le recrutement — commencé lundi 2 septembre — dans quelques 9 500 employés appelés à travailler, à partir du 12 avril 1992, sur le site de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne).

D'abord, l'immeuble Vandôme III, avenue du Rempart à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), n'a pas été transformé, pour le circonstance, en un simple bureau de placement : il est dénommé *casting center* et les personnes embauchées ne seront pas de banals salariés, mais des cast members. « Walt Disney, fit-on dans le dossier de presse, savait que le casting (distribution) jouait un rôle vital pour assurer le succès de Disneyland, tout comme le choix des acteurs est essentiel pour le succès d'un film ou d'une pièce de théâtre ».

Ensuite, la staff d'accueil des candidats à l'emploi ressemble à celle d'un hôtel de luxe : robes blanches, chemises blanches et jupes blanches, « réceptionnistes » en costume strict ou en chemise blanche et gilet rouge. De quoi donner aux agents de l'ANPE l'envie de réclamer au moins une prime d'habillement. Accueil peut-être intimidant : il régnait, lundi, dans les locaux du Vandôme III une ambiance feutrée, dans une affluente accueillante.

Du monde, certes — plusieurs centaines de personnes, peut-être un millier, — mais pas un monde fou, même si M. Nicolas de Schoen, responsable de la communication institutionnelle, affirmait que « tous nos quotas ont été dépassés ». Il s'agissait, à cet effet, du premier jour de recrutement, au tour des vacances, et cette opération doit durer sept mois, pratiquement jusqu'à la date de l'inauguration, et six jours sur sept.

Pourtant, compte tenu de l'ampleur du chômage en France, des informations données ici et là, de la fiabilité des emplois proposés et du fait que les candidats à l'embauche doivent se présenter sans rendez-vous, on pensait que l'immeuble de Noisy-le-Grand serait pris d'assaut. Pour des raisons matérielles évidentes — les 37 recruteurs présents lundi auraient été débordés, — la direction de la société américaine ne la souhaitait pas : sans doute est-ce pour cette raison qu'elle n'a pas fait, avant le début de cette opération, une véritable campagne de publicité, sauf dans le métro parisien.

Barbus et monstachus s'abstiennent

3 000 postes dans la restauration : 1 500 dans l'hôtellerie, autant pour la fonctionnement du parc Euro Disneyland et dans le maintien de 500 emplois dans les boutiques, ainsi que dans l'administration, etc. Avec un salaire de base de 8 000 à 9 000 francs par mois (les salaires moyens, assure-t-on, seront nettement plus élevés) sur trois mois et des avantages comme l'entrée gratuite à toutes les attractions et des ristournes sur les achats effectués dans les boutiques, les offres sont a priori alléchantes, dans une entreprise originale, cosmopolite, créée ex nihilo et appelée à un développement permanent jusqu'en... 2017 (25 000 à 30 000 emplois prévus en l'an 2000).

Aussi les critères de sélection sont-ils sévères et parfois, pensent certains, discriminatoires, même si Euro Disney a conclu avec l'Etat tous les accords, notamment sociaux, possibles. Selon les estimations faites par la société américaine, 700 à 1 000 personnes vont se présen-

ter, chaque jour, à Vandôme III : à n'en sara retenu, toujours en moyenne, que 60 à 70. Après un petit parcours du combattant qui dure environ deux heures (moments d'attente compris...) entre l'accueil, le remplissage d'un questionnaire, la vision d'un court film vantant les ressources de l'entreprise, un premier entretien psychologique et, si l'on y satisfait, un second, professionnel celui-là.

Pour plaire au recruteur, il convient avant tout d'être très motivé. « Walt voulait, dit encore le dossier de presse, une équipe de personnes courtoises qui non seulement prennent leur travail à cœur, mais aient aussi le sourire facile et se soucient réellement des autres. Euro Disney Resort perpétue cette tradition. » Profil valable pour la majorité des cast members qui seront en contact avec un public international et qui devront, en dehors du français et de l'anglais, parler au moins une troisième langue, comme l'allemand, l'italien ou l'espagnol (des stages de formation ont lieu sous l'égide de l'ANPE).

Le candidat à l'embauche doit aussi avoir une présentation impeccable, selon des canons typiquement américains, lisses, clean : ni moustache ni barbe pour les hommes, un maquillage très discret pour les femmes et, pour tout le monde, une seule bague à chaque main, pas de tatouages apparents, etc. Pour l'instant, ces conditions n'ont pas soulevé de contestations, excepté dans l'humanité de ce mardi 3 septembre, qui consacre une page critique au lancement du recrutement : jusqu'à présent, seuls les cadres (au nombre d'environ 2 500) ont été embauchés. Les seuls syndicats actuellement représentés sont la CSI et la CGC.

MICHEL CASTAING

que le privé peut détenir, un seul pratiquement atteint à l'UAP et assez proche au GAN et aux AGF. Compte tenu des perspectives du secteur, l'appréciation actuelle des banques par les investisseurs n'est guère favorable sur les marchés financiers internationaux.

Pour l'instant, le gouvernement réfléchit davantage à des petites opérations ponctuelles. La cession de 5 % de l'UAP ou de 8 % des AGF — au cours actuel des actions — lui rapporterait environ 2,5 milliards de francs. L'Etat conserverait directement plus de 50 % de ces groupes publics d'assurances. Des techniques plus sophistiquées — la transformation des certificats d'investissement de la BNP ou du Crédit lyonnais en actions par la vente d'un droit de vote associé à ces titres — seraient une autre méthode de privatisation partielle.

Vendre à qui ? Depuis 1987, les bores successifs (le krach de 1987, le krach larvé de 1988, la guerre du Golfe, la crise soviétique...) auxquels la Bourse parisienne — comme les autres places financières — a été soumise ont réduit le nombre des petits porteurs encore intéressés directement par le marché.

La réforme financière et le comportement des intermédiaires — les banques et les sociétés de Bourse — l'ont définitivement assommé. Même si l'y a encore, d'après les chiffres d'une enquête réalisée pour la Banque de France et la COB (Commission des opérations de Bourse), entre 5,5 et 6 millions d'actionnaires en France, on imagine difficilement la gauche socialiste menant de grandes opérations de mise sur le marché « à la Balle-dure ».

Vendre à des étrangers : ce peut être l'une des ambitions de ces privatisations partielles. La Rue de Bercy aimerait voir les capitaux étrangers s'orienter non seulement sur les bons d'Etat, très rémunérateurs, mais aussi sur les actions des entreprises françaises. Les investisseurs hésitent, compte tenu

de l'étroitesse du marché, de la faible liquidité des titres, etc. Mais la vente à des capitalistes étrangers pourrait poser des problèmes politiques. En fait, pour réanimer la pompe de l'épargne à long terme et réanimer le marché parisien, la création de nouveaux instruments de gestion collective serait aujourd'hui nécessaire : c'est l'un des thèmes de la réflexion engagée par le ministère des finances sur les fonds salariaux d'épargne et sur les fonds de pension.

Vendre l'argenterie pour financer les dépenses courantes ?

Comment organiser la vente de ces actifs ? Les dirigeants des entreprises publiques ne cachent pas qu'ils préféreraient que ces privatisations partielles soient réalisées à l'occasion d'augmentations de capital. M. François Hollande, député PS, est aussi partisan d'une telle solution. L'Etat, qui souhaite même s'il s'en défend voir entrer dans ses propres caisses quelques recettes sonnamtes et trébuchantes, ne voit pas les choses de la même manière. L'évaluation de la valeur des entreprises publiques constituerait un autre casse-tête. Pour celles qui sont déjà cotées en Bourse (Elf, Total, AGF...), cela ne pose pas de problème majeur. Mais pour les autres, faudrait-il réanimer le commissariat des privatisations de M. Ballardur ?

Que faire enfin des recettes tirées d'éventuelles privatisations partielles ? Désendettier l'Etat, doter de fonds les entreprises industrielles ou financières des dépenses courantes. Le débat est ouvert au sein du gouvernement. Anticipant la critique, le premier ministre a d'ores et déjà indiqué, dimanche 1^{er} septembre à Ramatuelle, que les gains tirés des cessions d'actifs ne serviraient pas à boucler le budget. M. Cresson ne sera pas M. Thatcher : elle ne vendra pas l'argenterie de l'Etat pour financer ses dépenses courantes. Sain principe de gestion.

L'argent devrait servir à lutter contre le chômage et à renforcer la compétitivité industrielle du pays, a-t-elle expliqué ce qui peut paraître contradictoire. Selon M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, ces sommes devraient permettre d'accroître les dotations au capital des entreprises restant publiques dans les secteurs considérés comme essentiels par le gouvernement (électronique, TVEI...). Pour l'instant, six milliards de francs sont prévus à ce titre dans le projet de budget pour 1992.

Malgré tous ces obstacles, la vente de quelques paquets d'actions de sociétés d'assurances et celle de l'un ou l'autre des grands groupes industriels permettraient à l'Etat, selon des sources bancaires,

de percevoir rapidement, entre 10 et 20 milliards de francs sans perturber à l'excès le marché, une préoccupation à laquelle M. Bérégovoy est très attaché. M. Hollande en escompte, en gros, 4 ou 5 milliards de francs par an. Les échanges de participations en capital entre la BNP et la Dresdner Bank d'une part, entre le Lyonnais et la Commerzbank d'autre part, autoriseraient les deux groupes bancaires français à mieux s'armer dans la perspective de 1992.

La décision relève maintenant de M. François Mitterrand. Le président peut-il attendre encore alors que les grandes banques nationales comme la BNP — dirigée par M. René Thomas, l'un de ses proches — cherchent activement, à l'Est comme dans certains pays du Sud, à jouer les intermédiaires dans les privatisations ? Peut-il hésiter alors que son conseiller spécial à l'Elysée pendant dix ans, aujourd'hui président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Jacques Attali, aide les gouvernements de l'Est à privatiser leurs firmes d'Etat ?

ÉRIK IZRAELWICZ

Air France : l'entrée de la BNP ratifiée

Une assemblée générale des actionnaires d'Air France (contrôlée à 99,6 % par l'Etat) a ratifié lundi 2 septembre le projet, préparé par son président, M. Bernard Attali, d'ouverture et d'augmentation modérée du capital de la compagnie. Elle a autorisé le conseil d'administration à augmenter de 3 milliards de francs le capital social dans l'année qui vient, pour le porter à 6,156 milliards, et à y faire entrer la BNP (Le Monde du 19 juillet). Tandis que l'Etat verse 2 milliards de francs de dotation en capital en 1991 dans le cadre du contrat de plan, la BNP, banque nationalisée, avec 1 milliard, va acquérir un peu moins de 10 % du capital de la compagnie aérienne, la banque payant une prime d'émission dont le montant doit encore être fixé. D'autre part, Air France va émettre pour 2 milliards de francs de titres supplémentaires, assurant des fonds propres.

تحتفظ من الأصل

Un entretien

CONVERTIMMO

des sociétés et immobilières

modèles 91 encore

très préférables

AL

ÉCONOMIE

Un entretien avec le secrétaire général de FO

M. Marc Blondel veut engager avec les autres syndicats « une action dure, probablement brève mais généralisée »

Critiquant vivement la politique économique du gouvernement de M. Craxson, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, souhaite que les organisations syndicales engagées une action d'avertissement « dure, probablement brève mais généralisée ». Refusant la perspective d'une « économie de rentiers », il estime indissociable une augmentation des cotisations d'allocation-chômage.

« Comment une organisation comme FO, qui s'est fondée sur l'indépendance, réagit-elle à l'effacement du communisme en URSS ? Quels effets ces événements peuvent-ils avoir sur le paysage politique et syndical français ? »

« FO a été créée pour sauver le syndicalisme de tradition française que les communistes étaient en train de pervertir et de domestiquer. Ils nous ont contraints à faire la scission. Cela étant, ma réaction tient à la fois de la jubilation et de l'interrogation. Ces événements prouvent que ceux qui ont constitué FO avaient raison. Un système basé sur la courtoisie de transmission, l'intégration du syndicat dans le parti, n'a pas été capable de subsister. Je m'en félicite. »

« Je n'ai jamais été d'un enthousiasme défilant à l'égard de la perestroïka car je ne crois pas que l'on modifie soixante-dix ans de régime et de culture communistes simplement par les déclarations de quelques leaders. L'évolution se fera au moins sur une génération. La démocratie existait en URSS le jour où il y avait des syndicats indépendants qui agiraient en contre-poids. Mon rôle est de les aider, et j'ai demandé à la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) de faire de même. »

« Sur le plan français, je m'interroge. Comment va se comporter l'organisation syndicale qui était la projection de la conception soviétique en France ? Il n'y a guère d'illusion à se faire. La CGT entend bien garder ses relations avec le Parti communiste, même affaibli et réduit à sa plus simple expression. Il faut faire en sorte que les adhérents de la CGT ne soient pas perdus pour le mouvement ouvrier. A chaque fois que ce sera possible, j'essayerai d'en récupérer, dès lors qu'ils acceptent les principes de FO. »

Mais je crains qu'une partie soit perdue pour le mouvement syndical. Cependant, ne tombons pas dans l'exercice contraire. Si le collectivisme intégral a démontré sa faillite, ce n'est pas pour autant qu'en France on doit contester le rôle de l'action collective et considérer qu'il n'y a plus que l'individualisme pour s'en sortir.

« Les rapports entre FO et le gouvernement de M. Michel Rocard ont toujours été difficiles. Ils ne paraissent guère meilleurs avec celui de M. Edith Cresson. Dans quel sens M. Cresson doit-elle selon vous intensifier sa politique économique ? »

« Les rapports avec le gouvernement Rocard ont été difficiles parce que son habitude était de rechercher le consensus. Il voulait effacer, y compris de manière artificielle, des tensions normales dans un régime démocratique. M. Rocard était persuadé qu'il représentait les intérêts des travailleurs. Or ce n'est pas possible. Lorsque Mme Edith Cresson est arrivée, nous avons eu le sentiment que, sur ce plan, elle avait une vision différente. Et elle se montrait plutôt partisans de la politique volontariste. Assez rapidement, nous nous sommes rendus compte qu'à son tour elle était victime de la pesanteur du communisme et des règles générales néolibérales et monétaristes dans le cadre européen. »

Le ministre de l'Industrie, un auxiliaire des finances

« Par une sorte de déformation naturelle, on accuse M. Bérégovoy de tous les maux car il émit la préférence. Mais c'est quand même la politique du gouvernement. On nous oppose sans cesse le respect des grands équilibres et la rigueur budgétaire. Nous ne pouvons pas nous installer dans une France qui serait une économie de rentiers. Il faut donc une action volontariste, car c'est notre potentiel industriel, aujourd'hui insuffisant, qui déterminera notre capacité à créer des emplois. Or le ministre de l'Industrie ne nous sollicite pas en dehors du dossier de Carmaux, que pour établir des succédanés aux fonds salariaux que nous contestons. Il se comporte plus comme un auxiliaire du ministre des finances que comme un ministre de l'Industrie. »

« Estimez-vous encore possible de conclure un accord salarial dans la fonction publique pour 1991 et 1992 ? »

« Un tel accord est indispensable. »

Dans la fonction publique, nous avons vécu mal sur tout, à commencer par la réforme de la grille, dont je revendique la paternité mais dont je ne suis pas fier du résultat. A l'heure actuelle, les fonctionnaires n'ont plus confiance en leur propre patron. Si l'on ne rétablit pas une négociation salariale, on aura pas d'autre négociation en périphérie,



SELAHMAN

qu'il s'agit des conditions de travail, de l'hygiène et la sécurité, de la mobilité. Le ministre de la fonction publique fait beaucoup d'efforts. Mais, à moins de changer de politique, je vois mal comment on trouvera la marge nécessaire pour négocier convenablement un accord. Celui-ci devrait absorber le contentieux 1988-1989 et pourrait aller jusqu'à 1992.

« Êtes-vous favorable à des privatisations partielles, dans la limite de 49 %, des entreprises nationalisées ? »

« Je ne vois pas ce que cela amènerait au budget. Cela ne règle pas les problèmes de fond. Procéder ainsi, n'est-ce pas, d'une certaine façon, vendre les meubles ? N'est-ce pas encore de l'économie de rentiers ? Je réplique un peu à engager cette conversation. Ce n'est pas de l'action syndicale. C'est un débat économique qui doit avoir lieu au sein du gouvernement. »

« M^{me} Martine Aubry, la ministre du travail, vous paraît-elle capable d'endiguer la dégradation de l'emploi ? Mise à part la relance de l'économie, quelles mesures faudrait-il, selon vous, mettre en œuvre ? »

« M^{me} Aubry a l'avantage de prendre ces dossiers avec sérénité. Elle a parfaitement compris les limites du traitement social du chômage. Ce qui ne signifie pas qu'il faille le passer par-dessus bord. Elle essaie de créer des emplois de proximité qui pourraient satisfaire des besoins. Je n'ai rien contre, à condition qu'il s'agisse de vrais emplois et non de petits boulots avec des salariés qui ne seraient pas rétribués convenablement. On ne peut que l'encourager, mais ce n'est pas facile à mettre en place. »

« Elle est confrontée à des chiffres du chômage désastreux. Je crains un alourdissement du chômage de salariés qualifiés et des cadres, dans le secteur industriel notamment. Je ne vois pas comment remédier autrement que par un indifférentisme de la politique économique. Actuellement, on ne sait plus très bien lorsqu'il y a licenciement ou pas. Les entreprises intègrent dans leur gestion du personnel le système UNEDIC. D'une certaine façon, elles font payer à l'assurance-chômage une partie de leurs suppressions d'effectifs. Elles discutent avec les salariés, parfois avec l'aide de l'organisation syndicale, pour que le départ - il ne s'agit pas d'un licenciement - se passe dans les conditions les plus indolores. Ce qui m'inquiète, c'est que l'UNEDIC va être de plus en

plus consacrée aux plus de cinquante ans, qui reçoivent déjà 35 % des fonds du régime d'assurance-chômage.

« N'y a-t-il pas en l'occurrence une sorte de complicité syndicale ? »

« Ce n'est pas une complicité, c'est une contradiction de notre action. Il y a d'un côté nos préoccupations de gestionnaires de l'UNEDIC et de l'autre que le rôle du délégué syndical, qui est de faire en sorte que ceux qui paient bénéficient des meilleures conditions. »

« Le déficit de l'UNEDIC ne rend-il pas inéluctable une hausse de la cotisation d'assurance-chômage ? »

« M. Bernard Boisson a confondu ses fonctions de président de l'UNEDIC et celles de secrétaire général de la commission sociale du CNPF. Il n'est pas normal qu'il ait annoncé un déficit pour 1991 en le comptant par une projection pour 1992, en affichant en cumulé un chiffre de l'ordre de 12 milliards de francs. Ainsi, il ne laisse aucun espoir quant à une amélioration de la situation. »

« Il n'est pas de tout question de remettre en cause les prestations. Nous avons besoin de 5 à 6 milliards de francs pour passer cette année, ce qui correspond au minimum à une augmentation de 0,4 point des cotisations. La règle veut que l'on partage à 50/50 l'effort entre les salariés et les entreprises. Je ne vois pas ce que l'on peut faire d'autre. »

Le problème principal, le chômage

« Des rencontres entre centrales syndicales se sont engagées à l'occasion de cette rentrée sociale. Quelle signification donnez-vous à ces contacts, au-delà du débat sur la recomposition syndicale ? »

« J'ai mis à profit les vacances pour multiplier les contacts internes dans l'organisation. J'en ai tiré deux constats. Le premier est que, si les gens ne sont pas révoltés, ils sont mécontents. Le deuxième est que, lorsque l'on demande à un jeune ce qu'il a l'intention de faire, il répond comment il va se débrouiller dans les trois mois qui viennent. Aucun

n'a une vision d'espoir à moyen terme. Cela veut dire que le problème principal, c'est le chômage. J'ai senti une revendication partagée sur les salaires. Et puis, pourquoi ne pas le dire, même si l'inflation devait être un peu plus importante, elle concourrait à alléger un peu les problèmes d'équilibre des régimes sociaux. Je ressens la nécessité d'une action plus large. Il ne faut pas laisser d'espace aux velléités poudrises, qu'il s'agisse des coordinations ou des actions catégorielles. »

« Je ne cache pas que j'ai l'intention à FO de promouvoir l'idée d'une action dure, probablement brève mais généralisée. A partir de ce constat, j'ai pris contact avec la CFE-CGC pour discuter et voir si nous avions une vision comparable des choses. Sur les trois problèmes - chômage et conjoncture économique, salaires, protection sociale - nous avons une appréciation qui, dans l'ensemble, est concordante. Nous aurons prochainement une réunion avec la CFTC. Je sais que mes propos sont regardés avec intérêt par les autres. Dans une étape ultérieure, après consultation des instances internes et en fonction des conversations que nous aurons, je verrai s'il y a lieu d'aller plus loin avec quelque chance de succès. Aller plus loin, ce serait essayer, avec ceux qui sont les partisans de la politique contractuelle, de mobiliser pour organiser une action d'avertissement. Il n'est pas question de réaliser un programme commun, car c'est toujours perdre une partie de son identité. Mon souhait serait d'aller à une forme d'action parallèle, le même jour. »

« Vous ne craignez pas un échec ? Entre le mécontentement et la mobilisation, il y a un pas. »

« Cela fait partie des données du problème. Le risque, ce serait l'absence du mouvement syndical dans le débat. Il y a des moments où il doit prendre ses responsabilités. Nous sommes arrivés à l'un de ces moments. Je ne dis pas que toutes les conditions sont encore réunies pour que cela soit réussi. Mais FO s'y emploiera. »

« M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, souhaite vous rencontrer. Allez-vous donner suite à cette proposition ? »

« Elle sera soumise à nos instances, comme d'habitude. La volonté affirmée de reconstitution syndicale de la CFDT a fait que des contacts qui auraient dû être naturels en d'autres temps n'ont pas eu lieu. »

Le congrès de FO se tiendra en avril. Quel bilan dresserez-vous de votre premier mandat ?

« Ce congrès sera moins dramatique que le précédent dans la mesure où, selon moi, il n'y aura pas de problème de succession. Il y aura, par définition, des rééquilibrages. Depuis que je suis élu, j'ai essayé - et je pense avoir à peu près réussi - à apaiser les divergences internes de l'organisation. Il est possible qu'au moment de mon élection certains aient cru que j'étais un déviant. Je suis un militant syndical, donc revendicatif avant tout. D'ailleurs nous avons fait le procès de ne plus pratiquer la politique conventionnelle. Je peux démontrer que je n'ai pas à rougir de ce que nous avons fait et des résultats obtenus. Nous restons un des fers de lance de celle-ci. Nous avons démontré qu'il valait mieux que FO soit d'accord pour que cela marche. Démonstration est faite que FO est indispensable à la vie sociale de ce pays. »

« Sur le plan interne, nous avons gagné 10 % en deux ans en effectifs syndiqués et élargi notre implantation, mis à part deux secteurs - le Livre et les dockers - qui sont en situation de *closed shop*. J'entends d'ailleurs faire bientôt éclater le monopole de la CGT chez les dockers. Après le congrès, notre première tâche sera d'examiner nos propres structures. Il faudra adapter notre caractère international, notamment dans le cadre européen - il faut que nos organisations aient leurs propres structures d'accueil extra-nationales - et revoir nos structures professionnelles, car certains secteurs professionnels ont complètement changé. Dans l'ensemble, j'ai bon espoir. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sicav CONVERTIMMO

Valeurs foncières et immobilières

Dividende 1991 : 16,50 F, mis en paiement le 23 juillet 1991 (+ crédit d'impôt de 1,70 F pour les personnes physiques ou de 1,73 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon : En exonération de la commission de souscription jusqu'au 22 octobre 1991.

Performance au 28/06/1991 : + 7,12 % par an, sur 3 ans, coupon net réinvesti.

Objectifs de placement : Recherche d'une protection du capital et d'une régularité du dividende grâce à des investissements en valeurs foncières et immobilières et en obligations convertibles françaises et étrangères, l'ensemble des valeurs françaises représentant au moins 50 % de l'actif.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Gracif (5p)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 34.48.21.60.21

CE SILENCE FAIT VOUS PERMET DE CONNAÎTRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.

36.29.11.11

VOUS PERMETTEZ UNSSI COMMANDER COPIES DES BILANS, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous le faire, sans frais particulier.

Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corse 75181 PARIS Cedex 04 Tél. 01 43 79 06 75

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Alors que l'activité se ralentit dans la partie occidentale du pays

Le gouvernement allemand limite à 15 % le taux maximum de TVA en 1993

Le gouvernement allemand a décidé, lundi 2 septembre, de limiter à 15 % le taux maximum de la TVA au 1^{er} janvier 1993. Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, avait indiqué à plusieurs reprises qu'il défendrait cette position face au ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, qui laissait jusqu'alors entendre une possible hausse du taux de TVA jusqu'à 16 %. Certains élus démocrates-chrétiens voulaient même utiliser le 1 % supplémentaire pour financer des aides à l'URSS. Le taux maximum actuellement appliqué en Allemagne est de 14 %.

Cette mesure, qui s'inscrit dans la perspective de l'unification européenne, fait partie du projet de budget pour 1992 qui devait être débattu à partir de ce mardi 3 septembre au Bundestag. Selon

le projet du ministère des finances, le déficit budgétaire devrait être réduit à 50 milliards de deutschemarks (170 milliards de francs) contre 66,4 milliards de DM prévus en 1991.

D'autre part, les statistiques publiées mardi 3 septembre dans la matinée confirment le ralentissement de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne. D'après les chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières communiqués par le ministère de l'économie, la production industrielle y a reculé de 1 % en juillet par rapport à juin. L'indice de la production industrielle est établi à 123,9 points en juillet contre 124,4 en juin (base 100 en 1985). Après la forte croissance du second trimestre, les experts attendent un ralentissement de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne au second semestre.

REPÈRES

ARMEMENT

La Grande-Bretagne commande à Westland et à IBM son hélicoptère anti-sous-marin

De préférence à une association General Electric Company (GEC)-British Aerospace, le gouvernement britannique a choisi, lundi 2 septembre, la tandem Westland-International Business Machines (IBM) pour la construction de 44 hélicoptères EH 101 Merlin destinés à remplacer les Sea King embarqués à bord de bâtiments de la marine royale et chargés de la lutte anti-sous-marin. Ce contrat, auquel il faut ajouter une dépense de 8 milliards de francs déjà effectuée par l'état pour développer ce programme, est estimé à l'équivalent de 15 milliards de francs.

Le ministre de la défense, M. Tom King, a reconnu que ce programme, auquel participe l'Italie par le biais du groupe Augusta, était onéreux (quelque 520 millions de francs l'exemplaire), puisque le Merlin devrait coûter deux fois et demie plus cher qu'un avion Torado. Mais ce prix à l'unité serait réduit si Westland et IBM devaient du Merlin un hélicoptère de transport pour l'armée de l'air britannique et une version civile pour un marché de 700 appareils.

Deux sociétés françaises : Thomson CSF et Turboméca, sont associées à ce programme qui fournira du travail, au total, à sept mille salariés. Thomson CSF coordonnera avec Ferranti le système de détection acoustique à Turboméca

cofabriquera (avec Rolls Royce) les turbines de propulsion RTM-322. Le Royaume-Uni s'est retiré du programme NH 90 d'un hélicoptère logistique et embarqué, pour l'armée de terre et la marine, que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie - à raison de 720 exemplaires - ont prévu de mener à bien en dépit de leurs restrictions budgétaires.

ÉNERGIE

Le Koweït retrouve son autosuffisance pétrolière

A l'occasion d'une conférence de presse donnée le 1^{er} septembre pour la réouverture d'une unité de la grande raffinerie d'Al-Hamidi, le ministre koweïtien du pétrole, M. Al-Raqba, a indiqué que l'émirat pourrait incessamment stopper ses importations de brut et reprendre « de temps en temps » ses exportations. Au cours de la première semaine de septembre, une cargaison d'un million de barils sera ainsi vendue. L'unité mise en marche devrait permettre au Koweït de raffiner les 170 000 à 180 000 barils qu'il produit chaque jour.

O'après M. Al-Raqba, la production devrait atteindre 400 000 barils par jour à la fin de l'année et environ 800 000 en juillet 1992. Le ministre a cependant précisé que la qualité de brut actuellement extrait dans les champs pétroliers koweïtiens était inférieure à celle d'avant l'invasion irakienne. Sur les 732 puits sabotés par l'armée de Saddam Hussein, 345 ont jusqu'à présent été obturés.

EN BREF

British Telecom : 1 000 suppressions d'emplois supplémentaires. - La direction de British Telecom, la compagnie de télécommunications britannique privatisée en 1984, a annoncé lundi 2 septembre à Londres que près de 1 000 emplois seront supprimés dans les dix-huit mois à venir, chez les opérateurs et dans les services de renseignement téléphonique. La compagnie a notamment décidé de fermer dix-sept centres de renseignement à la suite d'une baisse de 25 % du nombre de demandes depuis la fin de la gratuité de ce service en avril dernier. Ce plan de licenciements s'ajoute aux 6 500 suppressions d'emplois décidées par la direction depuis deux ans.

La BCCI a abandonné une créance de 150 000 dollars en faveur de M. Andrew Young. - M. Andrew Young, ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies installé aujourd'hui comme consultant, a reconnu que la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) avait consenti en faveur de la société qu'il dirige un abandon de créance d'une valeur de 150 000 dollars. Selon M. Young, cette faveur doit être comprise comme un troc. « La BCCI avait le droit d'utiliser nos services en permanence », a-t-il déclaré. Les enquêteurs de l'administration fédérale n'ont pas la preuve d'agissements illicites de M. Young en faveur de la BCCI.

M. Lacombe (FNSEA) reçu par le premier ministre. - M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), reçu lundi 2 septembre à déjeuner

par le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, lui a demandé des mesures avant la fin de l'année en faveur des éleveurs. Il a rappelé ses objections aux propositions de la Commission européenne sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) et souligné « de nouveaux équilibres » entre les pays de l'Est, l'URSS et la CEE.

Les indemnités pour cessation d'activité. - Un décret publié au Journal officiel du 1^{er} septembre fixe les indemnités des agriculteurs cessant leur activité laitière à 2,91 F par litre pour les 30 000 premiers litres, 2,2 F jusqu'à 60 000 litres, 1,5 F jusqu'à 100 000, 0,8 F ensuite jusqu'à 150 000 litres et 0,5 F au-delà. Ces indemnités seront versées pendant cinq ans à compter de 1992. Les fonds (3 milliards de francs au total) sont répartis entre les départements en fonction de l'importance de la production laitière dans l'agriculture, les zones de montagne et les zones défavorisées bénéficiant d'un traitement privilégié.

L'hyperinflation au Pérou. - L'inflation a atteint 7,2 % en août au Pérou, ce qui porte à 230,4 % le taux d'inflation en glissement annuel. D'après le responsable de l'institut national des statistiques péruvien M. Félix Murillo, ce résultat à trois chiffres, et non plus à quatre comme lors des années précédentes, pourrait marquer la fin de l'hyperinflation. L'inflation cumulée de janvier à août s'élève à 102,1 %, selon l'institut, un nombre légèrement inférieur de celui fourni par les instituts privés de calculs économiques. - (AFP)

NEW-YORK, 2 septembre

Clos

Les marchés financiers américains ont fermé lundi 2 septembre en raison du « Labour Day ».

LONDRES, 2 septembre

Euphorie

Euphorie lundi 2 septembre à la Bourse de Londres, qui emportait un nouveau terme boursier dans les meilleures conditions, deux enquêtes de conjoncture indiquant que le récession est pratiquement terminée tendent, pour la première fois depuis longtemps, un optimisme d'opinion donne les conservateurs en tête des intentions de vote de *The Mirror* du 3 septembre.

Diverses rumeurs d'OPA et une forte progression du marché à terme ont aussi soutenu la tendance à un nouveau record et ont incité à la clôture pour la deuxième séance consécutrice.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 35,9 points (1,3 %) par rapport à son record de vendredi à 2 878,8, après être grimpé jusqu'à 2 880,4 en cours de séance. Auparavant, il n'avait jamais dépassé 2 848,2, son sommet du 27 août. Tous les compartiments ont profité de la hausse, en particulier les automobiles et les brasseries, toujours soutenues par des rumeurs d'OPA. L'indice des 250 valeurs a gagné 21 points à 8 177 sur des rumeurs d'OPA de Philip Morris, le groupe américain des tabacs, qui a déjà donné comme un prétexte potentiel de Cadbury-Schwepes et Grand Metropolitan.

La construction d'hélicoptères Westland Group s'est envolée après l'octroi d'un contrat de 1,5 milliard de livres de la Royal Navy en sa faveur. Rolls Royce a gagné 2,5 pence à 139,5 après des informations de presse promettant une augmentation de la participation détenue par BMW.

Bien sûr une Bourse dans les émirats

Les émirats arabes unis vont, à l'instar des autres pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), créer leur propre Bourse de valeurs pour attirer les investissements et mettre fin aux spéculations financières. Les autorités doivent aller de l'avant dans leur projet de création d'une bourse officielle afin d'attirer les investissements nationaux et relancer l'économie, souligne le directeur de la chambre de commerce et d'industrie de l'émirat de Charjah, M. Saïd Al-Jarwan. Actuellement, les cotations sont par téléphone par l'intermédiaire de courtiers, mais des manipulations ont été signalées. Selon M. Al-Jarwan, les cotations officielles dans les émirats ont été passées cette année à 30 milliards de dirhams (48 milliards de dollars) contre 21 milliards (35 milliards de dollars) en 1990. L'échange de titres dans les émirats reste actuellement limité aux actions, mais le CCG a décidé il y a deux ans d'autoriser les ressortissants des six pays membres à participer aux transactions sur tous les marchés nationaux.

FAITS ET RÉSULTATS

Quadril annonce une OPA sur la CSE. - La société d'investissements Quadril a annoncé lundi 2 septembre un projet d'OPA visant la totalité des actions anciennes et nouvelles de la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSE), dont il est déjà le premier actionnaire. Dans un communiqué, le directeur des Bourses françaises (SBF) a précisé que la Banque Indosuez, gérant pour le compte de Quadril, déposait son projet « au plus tard le 6 septembre ». Dans l'attente de ce dépôt, la Société des Bourses françaises a décidé de suspendre jusqu'à nouvel avis la cotation des actions ordinaires sur le marché à règlement mensuel et celles des actions à dividende prioritaire et des obligations convertibles 1986 sur le marché officiel au comptant.

BSN prend une participation de 10 % dans Papadopoulos. - Le groupe agroalimentaire BSN a annoncé lundi 2 septembre l'acquisition de 10 % du capital de la société grecque Papadopoulos, qui produira sous licence des produits de la gamme LU et distribuera les biscuits, les confitures et les produits pour enfants du groupe français. Société familiale, Papadopoulos a réalisé un chiffre d'affaires de 240 millions de francs en 1990. Cette société détient plus de 50 % du marché grec des biscuits et possède un réseau performant de distribution dans le domaine des produits alimentaires.

Les Docks de France (Mammouth) se séparent de la division Montaur. - Le groupe de distribution Docks de France (Mammouth) a confirmé lundi 2 septembre l'acquisition, par trois de ses filiales, de sept magasins Montaur totalisant 20 000 m² de surface de vente de *Le Monde* du 23 août jusqu'à des établissements dans le sud de la France : quatre hypermarchés situés à Cavaillon, Manosque, Mezzanin et Castres qui seront exploités sous l'enseigne Mammouth et trois supermarchés situés à Apt, Graillet et Aumont-Aubert qui seront sous l'enseigne Alce. Les Docks de France (les magasins Mammouth, Alce, selon l'insinuation, un nombre légèrement inférieur de celui fourni par les instituts privés de calculs économiques. - (AFP)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 septembre

Marché calme

La rentrée de septembre s'est faite dans le calme lundi à la Bourse de Paris, privée d'indications de provenance des États-Unis, les marchés américains étant clos lundi en raison du Labour Day.

En repart de 0,24 % l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une hausse de 0,20 %, il venait à - 0,04 % en fin de journée.

Cette séance s'est déroulée dans un marché calme, le volume des échanges étant faible. Les yeux rivés sur les écrans, les opérateurs se posaient de multiples questions à l'heure de cette rentrée, concernant notamment l'évolution des taux d'intérêt, en France en particulier. Seule une baisse sensible pourrait relancer durablement un mouvement de hausse, affirmait-il. Les investisseurs s'interrogeaient également sur le vigoureux de la reprise américaine après les dernières statistiques économiques.

Enfin, de nombreux analystes redoutent que la rentrée sociale soit « chaude ».

Même si elle est largement évoquée dans les salles de marché, la privatisation partielle du capital d'entreprises publiques ne suscite pas une vague d'enthousiasme.

Si une opération de ce genre était menée, elle risquerait de porter de l'ombre à la Bourse qui, depuis quelques mois, a déjà du mal à attirer des liquidités. En effet, les SICAV monétaires restent un redoutable concurrent aux placements à risque.

Quelques titres participatifs comme celui du Crédit lyonnais ont néanmoins progressé. Au printemps était bien ordonné dans un marché qui reste agité par les incertitudes financières de l'élection présidentielle, la famille Marché.

En revanche, le marché de CMB Packaging était plus calme alors que les analystes sont à présent convaincus du départ du groupe du PDG, M. Descaupettes.

TOKYO, 3 septembre

Stabilité

La Bourse de Tokyo n'a pratiquement pas varié mardi 3 septembre. L'indice Nikkei clôturait à 22 480,80 points, en hausse négociable de 0,79 yen. Le marché était fermé à l'ouverture, avec une hausse de 123,26 yens dans le premier quart d'heure de la séance. Il redoubla ses gains une demi-heure plus tard, pour revenir à la mi-séance très légèrement en baisse. Le cours de clôture de lundi, les candidats aux prises de bénéfices étaient nombreux après trois séances consécutives de hausse. Mais les investisseurs des affaires étaient également actifs, carassant l'aspect d'une baisse des taux d'intérêt très prochaine, selon les courtiers.

VALEURS	Cours du 2 sept	Cours du 3 sept
Alex	1 080	1 070
Alcatel	1 080	1 080
Carac	1 500	1 490
Edf	2 540	2 530
Elf	1 480	1 480
Manufrance	1 620	1 590
Manufrance	1 620	1 590
Sony	5 750	5 750
Toshiba	1 560	1 520

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3780	3784	Imtech. Héméra	844	839
Amnat Associes	289 90	...	Imtech. Computer	180	180
B.A.C.	137	139	Imtech. J.M.	20	20 20 d
Bape Vannes	805	801	Imtech. J.M.	250	248
Bolton (Ly)	355	358	Imtech. J.M.	73 50	...
Bolton (Ly)	219	...	Imtech. J.M.	119	...
C.A.L.-de-F. (C.C.I.)	887	882	Imtech. J.M.	167	...
Calsonic	384	389 40 d	Imtech. J.M.	410	...
Canal	718	...	Imtech. J.M.	710	628 n
C.E.G.E.P.	131	136 20 d	Imtech. J.M.	321	...
C.F.P.I.	280	280	Imtech. J.M.	189	189
C.N.I.M.	900	...	Imtech. J.M.	100	88 50 o
Codisur	265 80	265	Imtech. J.M.	408 60	...
Conformance	669	669 d	Imtech. J.M.	120	...
Credac	159	161 n	Imtech. J.M.	270	...
Dalson	416	421 60 d	Imtech. J.M.	345 50	343 50
Danachy Worms Ch.	1150	1150	Imtech. J.M.	275	...
Davalier	305	...	Imtech. J.M.	202	200
Davies	900	918	Imtech. J.M.	87	87
Davies	336	...	Imtech. J.M.	774	771
Delfon	139	139			
Edison Bulland	230	239 20 d			
Europ. Propulsion	281	...			
Finacor	120	...			
Finacor	130	...			
G.F. (Imp. Ind.)	177 10	178			
Grand Linc	408	409			
Grand Linc	167	167			
Grand Linc	715	725			
Grand Linc	950	...			
Grand Linc	210	205			
Grand Linc	124 50	125			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 septembre 1991

Nombre de contrats : 59 831

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,24	106,32	106,20
Précédent	106,06	106,16	106,14

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
102	4,30	4,27	0,06	0,23

CAC 40 A TERME

Volume : 4 700 (MATIF)

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dernier	1 879	1 891	1 894
Précédent	1 871	1 886	1 894

CHANGES

Dollar : 5,9090 F ↓

Le dollar était en baisse mardi 3 septembre, ouvrant à 5,9090 F lors des premiers échanges entre banques contre 5,9335 à la clôture la veille. Au lendemain du Labour Day (jour du travail) aux États-Unis, le marché était très calme dans l'attente des prochaines statistiques sur le chômage.

FRANCFORT 2 sept 3 sept
Dollar (en DM) 1,7460 1,7390
Tokyo 2 sept 3 sept
Dollar (en yen) 136,84 136,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (3 sept) 9,918 %
New-York (2 sept) 5,38 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

30 août 2 sept
Industrielles 120,6 120,4
Valeurs étrangères 117,1 117,6
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40 484,7 488,38
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 1 864,26 1 863,52

NEW-YORK (Index Dow Jones)

30 août 2 sept

Industrielles 3 043,60 Clus

LONDRES (Index Financial Times)

30 août 2 sept

100 valeurs 2 645,7 2 679,6

30 valeurs 2 079,3 2 083,3

Milles d'or 149,5 150,5

Fonds d'Etat 85,96 86,16

FRANCFORT

30 août 2 sept

Dax 1 650,58 1 650,46

TOKYO

2 sept 3 sept

Nikkei Dow Jones 22 480,8 22 480,80

Indice général 1 799,70 1 744,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	- base	+ base	- base	+ base	- base
\$ E.U.	5,9085	5,9100	+ 181	+ 191	+ 353	+ 373
\$ can.	5,1788	5,1824	+ 27	+ 45	+ 66	+ 90
Yen (100)	4,3286	4,3328	+ 64	+ 73	+ 146	+ 163
DM	3,3971	3,3989	- 3	+ 12	- 21	+ 1
Finan.	3,6165	3,6178	+ 12	+ 58	+ 190	+ 528
FB (100)	16,5840	16,5130	+ 10	+ 20	+ 120	+ 10
FS	3,8711	3,8746	+ 30	+ 44	+ 66	+ 87
L (1 000)	4,5511	4,5540	- 105	- 81	- 180	- 155
S	9,9913	9,9997	- 144	- 116	- 229	- 184

TAUX DES EUROMONNAIES

E.U.	3 M		6 M		9 M		12 M	
	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4
Yen	7 3/8	7 1/2	7 1/2	7 1/8	7 1/8	7 3/8	6 15/16	7 1/4
DM	4 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 3/8	9 3/8	9 1/2
Paris	1 1/16	9 5/16	9 1/16	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9 1/4	9 1/2
FS (DM)	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9 1/4	9 1/2
FR	8	8 1/4	8 1/4	8 3/16	8	8 1/8	7 7/8	8
L (1 000)	11 3/4	11 1/4	11 1/4	11 3/8	11 3/4	11 3/4	11 1/2	11 3/8
S	10 3/4	11	10 15/16	11 3/16	10 3/4	11 3/16	10 1/2	11 3/8
Frank	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 3/16	9 1/8	9 3/16	9 1/8	9 7/16

Ces cours publiés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 3 septembre

Serge Vallermont,

directeur du personnel du ministère de

l'équipement et conseiller du ministre,

Le Monde du 4 septembre publie dans

son supplément « Initiatives » une

enquête sur la modernisation de l'ad-

ministration

MARCHÉS FINANCIERS

La Monde • Mercredi 4 septembre 1991 23

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Précédent, Différence. Includes market data for various indices and sectors.

World-RIL ENTREPRISES sur RTL

مكتبة من الأصل

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Trente-neuf bougies et des étincelles pour Connors

Le jour de son trente-neuvième anniversaire, lundi 2 septembre, l'Américain Jimmy Connors s'est qualifié pour les quarts de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis en battant, avec le soutien de quelque vingt mille spectateurs, son compatriote Aaron Krickstein, de quinze ans son cadet, au terme d'un match en cinq manches conclu au tie-break après 4 h 41 min de jeu.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

New-York s'est donné lundi 2 septembre un jour de congé, avant de mieux replonger dans le travail. Mais Jimmy Connors n'a pas profité de ce jour férié pour chômer. Il a, tout au contraire, abattu un travail de romain, c'est-à-dire un nouveau monument de tennis, bel ouvrage de fureur et de sueur, avant de déguster le gâteau d'anniversaire de ses trente-neuf ans. Et les quelque vingt mille spectateurs de Flushing Meadows en ont été proprement épatés. Car même s'il l'avait souhaité de tout cœur et appelé à pleine gorge, le public n'a pas cru vraiment que l'exploit fut encore possible.

Comment aurait-elle pu le croire, cette foule pourtant avide de sensations fortes ? L'Américain avait fait son show au premier tour contre Patrick McEnroe, le jeune frère de John. Mais après avoir gagné en cinq sets ce premier match qu'il aurait dû perdre en trois manches (il était mené 6-4, 7-6, 3-0 et 0-40), puis enchaîné deux victoires faciles face à Michael Schapery et Karl Novacek, Connors semblait avoir atteint son point-limite contre son compatriote Aaron Krickstein, de quinze ans son cadet.

Une nouvelle raquette

En début d'après-midi, les spectateurs new-yorkais s'apprêtaient donc à faire comme ceux de Roland-Garros et de Wimbledon qui avaient réservé de formidables ovations à Jimmy Connors quand il avait quitté leur central, contraint à l'abandon contre Michael Chang à Paris, battu par Derek Rostagno au troisième tour à Londres. Mais, au fur et à mesure que le temps s'écoulait, que le court glissait du soleil brûlant à l'ombre fraîche, ils assistèrent, de plus en plus survoltés, à l'incroyable renversement de situation, à l'oxydation du jeu de Krickstein jusqu'à la détermination ultime, la défaite.

Cela s'est passé en deux temps. Tout d'abord, Krickstein a eu deux balles de deux sets à rien qu'il n'a pas concrétisées, et Connors a fini par s'adjuger le jeu décisif de la deuxième manche (10-8). Ensuite, dans la cinquième manche, Krickstein s'est servi pour le gain du match après avoir remporté de haute lutte le troisième jeu, mais il manifestait une nervosité extrême : il écrivait notamment un smash hors des limites et donna ainsi l'occasion à Connors de revenir à 5-4, puis 5-5. Devenu inductible, le tie-break ne fut plus alors qu'une formalité.

On chercha et trouva a posteriori quelque logique à l'événement, puisque Krickstein avait été battu cinq fois par Connors au cours de leurs cinq précédentes rencontres. Mais la performance n'en tenait pas moins du prodige. Il suffisait, pour s'en convaincre, d'avoir vu Connors marcher en rond comme un automate

pendant une bonne demi-heure sur un court sinueux pour chasser les crampes. Comment a-t-il fait ? Comment s'est-il pu supporter de tels efforts, de telles douleurs ?

Il a beau dire qu'il est en forme parce qu'il s'entraîne physiquement depuis toujours, qu'il mène une vie saine, sans excès d'aucune sorte, qu'il a beau noter que les jeunes n'ont qu'à faire comme lui, on se demande parfois si, petit, il n'est pas tombé comme Obélix dans une marmite de potion magique. Il reconnaît au demeurant que les champions de la foule agissent sur lui comme le plus puissant des stimulants : « Depuis dix ans, elles me poussent et elles m'ont sûrement fait gagner deux finales ». Et comme la foule du public n'a sans doute jamais été aussi puissante...

L'effet passion ! Cela serait-il suffisant pour que Connors joue mieux, comme s'accroît à le dire ses adversaires malheureux ? Il avait fait corps pendant tellement longtemps avec une raquette à cadre métallique qu'on avait pensé qu'il mettrait un terme à sa carrière lorsqu'il jetterait la dernière utilisable. Mais il faut bien reconnaître que son nouveau tennis en matière composite lui procure une puissance et une précision qu'il n'avait jamais eues en coup droit. A telle enseigne que Krickstein s'est vu constater, à ses dépens, que cet ancien point faible est devenu un coup d'attaque redoutablement précis.

A telle enseigne encore que du statut d'outsider, Connors est passé en une semaine au rang de favori potentiel. L'an dernier, pour la première fois de sa carrière, il avait assisté au tournoi des tribunes de la télévision. Incapable de tenir une raquette à la suite d'une opération du poignet, il s'était rabattu sur un micro. Au début de l'année, il ne comptait plus que trois points au classement mondial et figurait aux alentours de la dixième place. Huit mois après, il est au niveau des dix meilleurs. Révérait-il maintenant d'une huitième finale, d'un sixième titre à New-York ?

Que pourrait-il lui arriver de mieux ou de pire ? Le voilà déjà statufié par l'exploit quand tout le monde le croyait enterré. Le voilà au moins qualifié pour les quarts de finale de ces Internationaux des Etats-Unis à l'âge où d'autres sont grands-pères. Et il sait bien qu'à chaque jour suffit sa peine.

ALAIN GIRAUDO

Résultats du 2 septembre

(billets de fin)

SIMPLES MESSIEURS
(billets de fin)
P. Haarhuis (P-B) b. C. U. Steeb (A), 6-2, 6-3, 6-4 ; J. Connors (E-U) b. A. Krickstein (E-U), 3-6, 7-6, 1-6, 6-3, 7-6 ; P. Sampras (E-U) b. D. Wheaton (E-U), 6-1, 3-6, 6-2, 6-2, 6-4 ; J. Courier (E-U) b. E. Sanchez (Esp.), 6-1, 6-4, 6-4, 6-3.

SIMPLES DAMES
(billets de fin)
C. Martínez (Esp.) b. Z. Garrison (E-U), 6-1, 6-4, 6-4 ; A. Sanchez-Vicario (Esp.) b. N. Zvereva (URSS), 6-3, 7-6 ; M. Navratilova (E-U) b. M. Maleeva-Fragnière (Sui.), 6-1, 7-6, 1-6, 6-2 ; S. Graf (A), 6-1 b. J. Wiesner (Aut.), 7-5, 6-4.

La France a déposé son dossier de candidature pour la Coupe du monde de football 1998

Une délégation du comité français de candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football 1998 a remis, lundi 2 septembre, à Zurich, son dossier à MM. Joao Havelange, président de la Fédération internationale (FIFA) et Joseph Blatter, secrétaire général.

Les membres des commissions techniques de la FIFA vérifieront, avant mai 1992, la fiabilité des documents figurant au dossier et le comité exécutif de la FIFA prendra sa décision le 2 juillet 1992.

La France est le premier pays à avoir déposé son dossier à la FIFA, la date limite étant fixée au 27 septembre. A ce jour, après les retraites annoncées de la Grande-Bretagne et du Portugal, restent en lice cinq pays : Brésil, Inde, Maroc, Suisse et France.

CARNET DU Monde

Naissances

Sylvie et Bruno CHETAILLE, Amélie et Marine, ont la joie d'annoncer la naissance de Mathilde, à Paris, le 19 août.

128, rue Saint-Maur, 75011 Paris.

Décès

Les familles Aled et Seton, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Odette BLEU, née Bery, institutrice honoraire, grammairien-écrivain, lauréate de l'Académie française, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier de l'Ordre des Arts et des Lettres, chevalier des Palmes académiques, survenu le 31 août 1991, à Saint-Nazaire, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 5 septembre, à 15 h 30.

Condolances sur registre.

Inhumation au cimetière de Saint-Maur-des-Fossés, Rabelais.

(Lire page 12)

Jean-Guy Dubernat, Sa famille, font part avec émotion de la disparition subite de

médecin-général Pierre-Clément DUBERNAT,

survenu le 25 août 1991, dans sa propriété d'été.

Les obsèques ont été célébrées le 28 août à Casteljaloux.

Beaurivage, 3, allée des Terrasses, 56270 Loménie-en-Poitou.

Gordon HEATH, acteur et chanteur américain, installé en France depuis 1948, est décédé le 28 août 1991, à Paris.

Il avait soixante-trois ans.

Les docteurs Michel et Nicole Horassius, Olivier, Agnès et David, ont la douleur de faire part du décès de

Jane HORASSIUS,

leur mère et grand-mère, le 31 août 1991, à La Rochelle (Charente-Maritime), dans sa quatre-vingt-huitième année.

Villa Réole, 10, rue Paul-Beltz, 13100 Aix-en-Provence.

M. et M^{me} Philippe Julien Gaudes, Sopharhit, Sita, Sella, Soriya et Pierre, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Maurice JULIAN GAUDES, née Edith Bonalot de Ruisseau,

survenu à Nîmes (Gard), le 24 août 1991.

L'inhumation a eu lieu à Uzès, le 26 août.

Esprit qui les fit vivre anime leurs enfants pour qu'ils sachent les suivre. (La Cécile).

20, rue Bonaparte, 75006 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5589

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Moyen de se donner de l'air. - II. Dit des choses pour rire. - III. Corvidé voleur. Sont à porter ou bien à voir. - IV. Fait partie de la vie. Ne reste pas silencieux. Article. - V. Mel servis. Période de libre action. - VI. Fut victime de son beau-père. Mieux vaut qu'il damoise en noue. - VII. Voile aérien. - VIII. Exclu du rassemblement. Ent de feu. - IX. Est sur le sable. Passe inaperçu. - X. Note. Amateur d'ancien. - XI. Une chose d'intérieur. Va au tapis.

HORIZONTALEMENT

I. Préfixes. - II. Eurêka. Eu. - III. Se. Lentes. - IV. Tê. Obtus. - V. Nê. - VI. Foi. Nô. Ce. - VII. Enervée. - VIII. Au. Uri. - IX. Eerivane. - X. Saine. Têt. - XI. Réer. Ere.

VERTICALEMENT

1. Pestiférés. - 2. Rue. On. Cer. - 3. Er. Ierrie. 4. Félon. Ruine. - 5. Ikebene. Ver. - 6. Xenithos. - 7. Tue. Suite. - 8. Sées. Cerner. - 9. Ue. Réside.

GUY BROUTY

M^{me} André Jacob, M. et M^{me} Laurent Jacob, M. et M^{me} François-Olivier Jacob, M. et M^{me} Maxime Jacob et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Paris, le 24 août 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année, du

docteur André JACOB, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre, médaille de la Résistance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Marc Janodet, née Masgrau, sa mère, M. Jean-Marc Janodet, son frère, et M^{me} Jean-Marc Janodet, née Bilon, M. Thierry Janodet, et M^{me} Sylvie Janodet, ses neveux, ont la douleur de faire part du décès de

Anne-Marie JANODET, inspectrice interdiocésaine de l'enseignement catholique,

le 1^{er} septembre 1991, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 septembre, à 10 h 30, en l'église de Varennes-Saint-Sauveur.

La cérémonie sera suivie de l'inhumation, dans l'intimité, dans le caveau familial à Varennes-Saint-Sauveur.

Place Paul-Guimet, 71480 Varennes-Saint-Sauveur.

Jean-Pierre Joudrier, son épouse, Thierry, Corinne, Luc, Stéphanie, ses enfants, Geneviève et Pierre Joudrier, ses beaux-parents, Les familles Lichen et Joudrier, ont la douleur de faire part du décès de

François JOUDRIER, née Lichen, médecin du travail,

s'est éteint dans la paix du Seigneur le 6 août 1991, des suites d'une longue maladie, dans sa cinquante-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu à Nantes, dans l'intimité familiale.

Un culte d'action de grâces sera célébré au temple de Versailles, 3, rue Hoche, le samedi 7 septembre 1991, à 14 h 30.

« Quand on tourne vers Lui les regards, on est rayonné de joie. » Ps. 34, v. 6.

7, rue Emmanuel-Chabrier, 78120 Rambouillet.

M^{me} Jean Lafon, son épouse, Les docteurs Claire et Laurent Vaut, ses enfants, Edouard et Xavier, ses petits-enfants, M^{me} Pierre Lafon et ses enfants, M^{me} Jean Nallet et ses enfants, M. et M^{me} François Lafon et leurs enfants, M^{me} Elisabeth Souillac, M. et M^{me} Marcel Souillac et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Henri Souillac et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Bécot et leurs enfants, Ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères, neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LAFON, professeur d'université honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques,

appelé à Dieu le 31 août 1991 à l'âge de quatre-vingt ans.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 4 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, Paris-15^e. Inhumation à Saint-Palais-du-Né (Charente), le jeudi 5 septembre, à 14 h 30.

1, rue du Général-de-Lamartine, 75015 Paris.

8, rue Dombasle, 75015 Paris.

Plougasnou, Montmorency.

Dans la paix pour l'éternité.

François LÉON, docteur en chirurgie dentaire,

pois n'a quitté le 22 août 1991, à l'âge de soixante-six ans.

De la part de M^{me} Suzanne Léon, sa mère, M^{me} Marielle Léon, son épouse, Hervé, Christine, Sylvie, Jean-Pierre, ses enfants, Thomas, Bertrand, Juliette, Antoine, ses petits-enfants, Maguy et Jean Tourneur, sa sœur et son beau-frère, Vincent, Evelyn, François, Catherine, Jean-Pierre, ses neveux, Mathieu et Maud, ses petits-neveux, Et toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées samedi 24 août, à 17 heures, en l'église de Plougasnou, dans l'intimité familiale.

122, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

M^{me} Hélène Sans, son épouse, Jean Sans, son fils, François, Nicolas, Antoine, ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René Pierre SANS, retraité des Postes et Télécommunications, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 24 août 1991.

Les obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu le 27 août à Plénér-Val-André (Côtes-d'Armor).

Sa famille, Ses collaborateurs et amis, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Louis-Noël LEPAGE, le 30 août 1991, dans sa quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Cécile à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le mercredi 4 septembre, à 14 heures.

M^{me} Paul Lepetit, son épouse, Diane, Clothilde et Blanche, ses filles, M^{me} Lepetit, M^{me} Copin, sa belle-mère, M^{me} Denise Lepetit, Le docteur et M^{me} Parenchic et leurs enfants, M^{me} Bernard Lepetit et ses filles, M^{me} Marie Lepetit et ses filles, M. et M^{me} de Massé et leur fils, M. Jean-Etienne Lepetit et ses enfants, ses frères et sœurs, M. et M^{me} Gérard Copin et leurs enfants, M. et M^{me} Louis Benedetti et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Paul LEPETIT,

survenu à Rennes le 1^{er} septembre 1991, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Rennes, le mercredi 4 septembre, à 11 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Laurent de Rennes.

15, rue Saint-Amand, 75013 Paris. 1, rue Saint-Alphonse, 35000 Rennes.

M^{me} Adrienne Moulis, Le docteur Pierre Moulis et ses enfants, M. Jean-Claude Moulis et ses enfants, Les familles Yaloni, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Victor MOULIS, ancien receveur principal des impôts, médaillé de la Résistance,

survenu le 2 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées mardi 3 septembre, à Belmont-sur-Rance (Aveyron).

Rue de Labro, 12370 Belmont-sur-Rance.

M. et M^{me} Gaston Paon, ses parents, M. Laurent Paon, son frère, M^{me} Christine Paon, sa sœur, M^{me} Antoinette Boillet, sa grand-mère, Ses oncles, tantes, cousins, cousines et amis, font part du décès de

M. Vincent PAON,

survenu à Paris, le 16 août 1991, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

5, rue des Acacias, 75010 Saint-Nicolas-d'Aghermont.

M^{me} Evelyn Rafalovich, sa mère, Sybil et Marc Mamou, ses sœur et beau-frère, Stéphane et Adrien, ses neveux, Patrick et Francine Rafalovich, ses frère et belle-sœur, Alexandre, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Hilmar RAFALOVICH, docteur en études germaniques, maître de conférences à l'université Paris-VI, chargé de cours à l'université Paris-I-Sorbonne,

survenu le 31 août 1991 après une lutte courageuse contre une longue et douloureuse maladie.

Le service religieux sera célébré le jeudi 5 septembre, à 16 heures, en l'église évangélique allemande, 25, rue Blanche, Paris-9^e, suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

122, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

M^{me} Hélène Sans, son épouse, Jean Sans, son fils, François, Nicolas, Antoine, ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René Pierre SANS, retraité des Postes et Télécommunications, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 24 août 1991.

Les obsèques, suivies de l'inhumation, ont eu lieu le 27 août à Plénér-Val-André (Côtes-d'Armor).

- Alger. Paris.

M. et M^{me} Bernard Fichelin, ses enfants, M^{me} Valentine Abbou, sa sœur, M. et M^{me} Olivier Fichelin, Jérémie et Ugo, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, Le docteur Jean-Louis Busch et M^{me} Clara et Thomas, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, Le docteur Léon Azoulay et M^{me} ses neveux et nièces, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice, Moïse SEBAOUN,

survenu le 1^{er} septembre 1991, à Saint-Cloud,

qui n'a rejoint son épouse

Faustine SEBAOUN, née Slarry,

décédée le 30 décembre 1969.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 3 septembre, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, parc de Béarn, 92210 Saint-Cloud.

Anniversaires

- Il y a un an, le 4 septembre 1990, nous quittons

Lucky FORSESE, née Lucienne Enno.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

- Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Aimé MAEGHT,

une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le jeudi 5 septembre 1991, à 18 h 30.

Paul et Adrien Maeght, leurs enfants et petits-enfants.

- En souvenir de

Louis TRUSSON,

décédé le 29 août 1990,

une messe sera célébrée le samedi 7 septembre, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles (chapelle du Sacré-Cœur).

Pensez fidèlement à lui.

La mort de May

Vieillard-Troiekouroff

Carol Heitz, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre et membre de la Commission supérieure des monuments historiques, nous adresse le témoignage suivant sur M^{me} May Troiekouroff, décédée le 23 juillet (le Monde du 27 juillet).

En dehors des milieux spécialisés, peu de gens connaissent le fruit d'un labeur patient et méthodique s'étendant sur plus de cinq décennies, voué tout entier à l'histoire de l'art du haut Moyen Âge. Maître de recherches au CNRS, May Troiekouroff s'était, dès 1946, chargée, en collaboration avec M^{me} Denise Fossat et Elisabeth Châtel, d'établir le Recueil des monuments sculptés de l'époque préromane en France. Elle a accompli ce travail, exigeant un sens aigu de l'analyse et beaucoup de discernement, sous la direction éclairée de M. Jean Hubert membre de l'Institut.

Pour avoir été, pendant un bref laps de temps, le tuteur de cette entreprise, je voudrais témoigner du tenace effort accompli par May Troiekouroff, souvent dans des conditions difficiles et avec des moyens précaires. Plusieurs volumes, dont deux consacrés à Paris et à l'Île-de-France, constituent des catalogues d'un rare prix que les chercheurs médiévistes de toute nation consultent avec profit.

L'enregistrement systématique des sculptures haut-médiévales conduit May Troiekouroff à distinguer le « vrai » du « faux ». Ainsi, de nombreux reliefs, chapiteaux et autres œuvres naguère considérées comme carolingiennes sont appa- rues plus récentes de deux, voire de trois siècles. Cela a permis à May Troiekouroff de définir un véritable mouvement de « Renaissance néocarolingienne », particulièrement présent en Bourgogne (abbayes de Cluny et de Flavigny) et en Champagne.

Ses nombreuses interventions dans les colloques nationaux comme internationaux - et notamment devant la Société des antiquaires de France dont M^{me} Troiekouroff était membre correspondant - ont apporté d'indispensables lumières à la science du haut Moyen Âge occidental.

A la Croix-Rouge française

L'ancien directeur du cabinet de M^{me} Dufour est écroué pour une affaire de fausses factures

M. Michel Maurice, directeur jusqu'au 29 août du cabinet de M^{me} Georges Dufour, présidente de la Croix-Rouge française, a été inculpé et écroué mardi 3 septembre à Angers dans le cadre d'une affaire de fausses factures impliquant l'industriel nantais M. Trager. M. Maurice a été inculpé de complicité d'abus de confiance et de recel d'abus de biens sociaux, et écroué à la maison d'arrêt d'Angers. Cette procédure concerne le chantier d'une résidence de personnes âgées à Rezé, près de Nantes. Ce chantier repris par la société d'économie mixte de Rezé, dirigée par M. Serge de Simey, avait bénéficié de fonds de la part du Crédit local de France. Le maire de la ville, M. Jacques Floch, avait déposé une plainte avec constitution de partie civile car les fonds n'avaient finalement jamais été versés à la SEM. M. de Simey affirme que cet argent a été détourné par la société Ingésmi, dirigée par M. Trager.

Au cours de la célébration de la fête nationale

Le Vietnam lance des appels à la défense du socialisme

Le Vietnam, l'un des derniers bastions du communisme, a célébré lundi 2 septembre sa fête nationale par des appels à la défense du socialisme publiés par le journal de l'armée, *Quan Doi Nhan Dan*, et l'organe du PC, *Nhan Dan*.

« Jamais le socialisme ne s'est trouvé devant des épreuves aussi grandes que maintenant », a affirmé le *Quan Doi Nhan Dan*. « L'impérialisme et les forces réactionnaires lancent de violentes attaques contre le bastion du socialisme et ont pris pour cible notre révolution (...). Le plus important pour le moment est que tout le parti, tout le peuple et toute l'armée aient une confiance solide dans la direction du parti et qu'ils persévèrent jusqu'à l'achèvement de la révolution socialiste. »

« Par l'évolution pacifique » (terme mis en vogue par Pékin pour dénoncer l'influence délégitime du capitalisme), l'ennemi va attaquer violemment notre œuvre de renouveau et chercher par tous les moyens

à semer la discorde entre le parti et les masses, entre l'armée et le peuple et à encourager le libéralisme bourgeois », a poursuivi l'éditorialiste. « C'est pourquoi, parallèlement aux efforts de développement économique, nous devons accroître notre vigilance (...). L'armée, fer de lance de la dictature du prolétariat, doit être prête à combattre pour défendre l'indépendance et la liberté de la patrie. C'est-à-dire le régime socialiste. »

Le *Nhan Dan* a, pour sa part, cité Léine, selon lequel « la révolution doit savoir se défendre ». Ces commentaires surviennent après plus d'une semaine de silence officiel sur les événements en URSS, qui font du Vietnam, de la Chine, de la Corée du Nord et de Cuba les derniers pays communistes dans le monde. L'organe du PC chinois, le *Quotidien du peuple*, avait adopté dimanche un ton similaire à l'égard de l'Occident, accusé de vouloir renverser le communisme (le Monde du 3 septembre). — (AFP)

M. Chirac en visite à Moscou

L'étonnement de M. Giscard d'Estaing

Accompagné de MM. François Léotard, Pierre Méhaignerie et Alain Juppé, M. Jacques Chirac est arrivé lundi 2 septembre dans la soirée à Moscou. « Nous voulons apporter le soutien des forces démocratiques, que nous représentons en France, aux forces démocratiques de ce pays », a déclaré à son arrivée le président du RPR, qui a décidé ce voyage mardi 27 août, après un entretien téléphonique avec M. Boris Eltsine.

MM. Léotard et Méhaignerie ont été mis dans la confidence jeudi 29 août. Ces personnalités de l'opposition devaient rencontrer le président de Russie mardi 3 septembre. D'autres entretiens étaient prévus, notamment avec l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevradze, et avec M. Alexandre Iakovlev, ancien conseiller de M. Gorbatchev. Ce dernier a également accepté le principe d'une rencontre.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ex sa qualité de président de l'UDF, a fait connaître, lundi 2 septembre, son étonnement de n'avoir été, selon son cotourage, « ni invité ni prévenu ». Selon la même source, M. Chirac, pour excuser son absence dimanche dernier à l'université d'été du PR à Cebourg (le Monde du 3 septembre), avait pourtant joint longuement au téléphone, le matin même, M. Giscard d'Estaing, qui se trouvait chez M^{me} Anne d'Ornano, maire de Deauville. Les deux hommes seraient convenus de respecter mutuellement le nouveau code de l'Union de l'opposition et de ne plus prendre aucune initiative séparée, sans que M. Chirac informe son interlocuteur de son déplacement du lendemain.

MM. Méhaignerie et Léotard n'ayant pas, eux aussi, jugé utile de le faire, l'ancien président a été toutefois prévenu de leurs intentions par le président du PR, M. Gérard Longuet, qui l'a accueilli dimanche midi à Cebourg, mais qui, dit-on dans son entourage, n'était pas officiellement chargé de jouer ainsi le « petit télégraphiste ». — (AFP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Cachottier!

« Hi là claque ! Il en est resté sur le cul, M^{me} Valéry, en apprenant lundi matin à la radio que son Jacquot se tirait à Moscou dans l'après-midi pour une séance photo aux côtés de Boris et de Gorby. Sans un mot, sans rien, en catimini. Et avec qui? Avec la Léo. Alors là, pas étonnant, toujours prête à aller au plus offrant, cette petite garce. En l'invitant, Chirac lui avait demandé le secret : Tu le dis pas à l'Ex, hein! C'est pas tellement que ça la chagrinerait de savoir qu'on part ensemble, il e confiance en mon amour, mais bon, les présidents, c'est son truc, et en rater deux d'un coup, il se l'avait embré. Tiens, tu sais ce que je vais faire, je vais l'appeler la veille du départ, histoire de brouiller les pistes. »

— Allô! mon cher président? C'est moi, c'est Jacques. Commandant ça va? Bien? J'espérais vous rencontrer à Cebourg pendant le week-end. Je vous ai cherché partout. Je comprends pas ce qui s'est passé. On a dû se croiser. Dommage qu'on se soit raté. Je voulais vous demander si ça tenait toujours, nos promesses. — Lesquelles? On s'en est fait tellement!

— Voyons, Président, de ne plus abîmer l'image de notre couple aux yeux de l'opinion à force de jalousies mesquines et de misérables entourloupes.

— Absolument, mon cher, absolument. Là, maintenant, se serait inconvénient. Plus question de coups de canif dans le contrat. Nos amis ne comprendraient pas. J'irais même plus loin. Nous devons renoncer à faire chambre à part. Ne plus avoir de secret l'un pour l'autre. Ne plus prendre d'initiative qui puisse...

— Alors là, vous avez ma parole, Valéry. D'ailleurs, j'ai dit dans mon discours, je regrette que vous ne soyez pas venu m'applaudir, j'ai dit que le rôle et l'honneur d'un homme politique c'était d'engager sa parole et de la respecter.

— Je suis ravi de l'entendre, mon petit Jacques. Figurez-vous qu'à Cebourg, justement de mauvaises langues ont prétendu que vous aviez l'intention d'aller vous faire voir chez les Russes. Derniers mon dos. Naturellement, je n'en ai pas cru un mot.

— Ben, voilà! c'est tout ce que je voulais savoir. Allaz, je vous quitte, cher grand ami. A très bientôt!

M. Béréogov favorable à un « plan Marshall » pour l'URSS

M. Pierre Béréogov, ministre de l'économie et du plan, mardi 3 septembre à l'occasion de sa rencontre hebdomadaire avec la presse, a déclaré d'imager « une sorte de plan Marshall » pour l'URSS, afin de faciliter l'insertion de l'Union Soviétique dans l'économie mondiale. Le ministre d'Etat, qui devrait se rendre en fin de semaine à Moscou, a en outre indiqué que la France souhaite « une adhésion rapide et à part entière » de l'URSS au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Pour le ministre français, la question des quote-parts (la part du capital du Fonds) de l'URSS est, dans les circonstances actuelles, secondaire.

En visite à Paris. Le premier ministre de Namibie souhaite le développement de l'air français

Après un séjour d'une semaine en France, le chef du gouvernement namibien, M. Hage Geingob, a expliqué, au cours d'une conférence de presse, lundi 2 septembre, que les relations franco-namibiennes prennent désormais une tournure « sérieuse », puisque la Namibie venait de désigner un chargé d'affaires à Paris, en attendant l'installation de son ambassade. Il s'agit de la première visite officielle d'un dirigeant namibien de ce rang, en dehors du continent africain, depuis l'accession du pays à l'indépendance. Evoquant les besoins matériels « pressants » de son pays, M. Geingob a déclaré : « Si aucune aide n'est apportée pour le développement de la Namibie, c'est son processus démocratique qui est menacé ». Soulignant qu'il était « bon pour un pays comme la France de se tourner vers des pays anglophones », il a indiqué qu'il avait demandé à la France un nouveau soutien financier de 25 à 35 millions de francs ainsi que des investissements d'entreprises françaises dans son pays.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 septembre

Retour de la hausse

Après le léger repli de la veille (-0,04 %), le marché est reparti à la hausse mardi matin des premiers échanges. L'indice CAC 40 qui avait ouvert sur un gain de 0,53 % revenait à +0,41 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient la Sovac, la BNP et la Bafip. En baisse on notait Sodexco, Sifim et Sagom.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

• La fin du communisme : « Dernière la porte », par Max Gallo • Le courrier de nos lecteurs 2

ÉTRANGER

Diagonale
Par Bertrand Poirot-Delpech : « Vida » 4

Les affrontements en Yougoslavie
Les Serbes de Croatie veulent participer aux négociations de paix 5

Le Congrès du Parti national en Afrique du Sud
M. De Klerk et le partage du pouvoir 6

POLITIQUE

Le comité central du PCF
M. Lajoinie accuse ceux qui critiquent les communistes de falsifier leur position 9

SOCIÉTÉ

Affaire Boulin
Un non-lieu requis par le parquet 11

Tennis
La qualification de Jimmy Connors à Flushing-Meadow 12

SCIENCES • MÉDECINE

• La très grande bibliothèque des gènes humains • Un grand pas vers l'infiniment petit • Malesonnes multirésistantes 13 à 15

CULTURE

Le Festival de Marlboro
Un pays de cocagne pour le musicien de chambre 17

COMMUNICATION

La chaîne française d'informations pétiote
TF 1 et Canal Plus face aux difficultés du câble 18

ÉCONOMIE

Euro Disney embauche
La firme garde le sens du spectacle jusque dans le recrutement 20

Services

Abonnements 15
Cartes 24
Marchés financiers 22
Météorologie 25
Mots croisés 24
Radio-Télévision 25
Spectacles 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un deuxième cahier « Initiatives » en plus séparé (hors de 1 à 200)

Le numéro du « Monde » daté 3 septembre 1991 a été tiré à 519 157 exemplaires.

A Jérusalem

Menaces de mort contre les Palestiniens qui vendent leurs biens à des juifs

Dans un communiqué en date du dimanche 1^{er} septembre, la direction unifiée de l'intifada a menacé de mort « tous ceux dont il est prouvé qu'ils ont vendu à des juifs des biens qu'ils possèdent à Jérusalem ». Le communiqué appelle les Palestiniens à résister à la « judaïsation progressive à Jérusalem, dont l'objectif est l'élimination de la présence palestinienne dans la ville sainte ». « Tous ceux qui possèdent des propriétés à Jérusalem et vivent en dehors de la ville doivent résister à l'installation d'un édifice religieux dans la ville sainte et empêcher l'ennemi sioniste de les utiliser pour les donner à des juifs. »

Par ailleurs, le mouvement palestinien islamique Hamas a affirmé, lundi, détenir un soldat israélien disparu dans la bande de Gaza en mai 1989 et a proposé de l'échanger dans un éventuel échange d'otages et de prisonniers portant sur les Occidentaux aux mains de groupes terroristes au Liban, des Israéliens détenus par les Israéliens et des militaires israéliens disparus au Liban. — (AFP, Reuters)

L'archevêque catholique de New-York demande aux protestants de condamner l'avortement

L'archevêque catholique de New-York, le cardinal John O'Connor, a demandé par écrit aux responsables de l'Eglise luthérienne des Etats-Unis, la plus importante des Eglises protestantes américaines, de condamner l'avortement et de préciser leur position en faveur de la protection de la vie humaine. L'appel, sans précédent, a été lancé le 2 septembre devant les délégués luthériens réunis à Orlando (Floride). Les délégués ont rejeté cette proposition d'origine catholique et l'assemblée de l'Eglise luthérienne a également repoussé un amendement stipulant que la vie commençait dès la conception. — (AFP)

Les royalistes et l'immigration

La Restauration nationale favorable aux regroupements communautaires

RENNES

de notre correspondant

Quelques têtes aux cheveux ras, beaucoup de jeunes filles, une moyenne d'âge à peine supérieure à vingt ans : dix jours durant, quatre-vingt-dix royalistes de la Nouvelle Action française se sont réunis en université d'été, au nord de l'Ille-et-Vilaine, dans un camp de tentes où ils ont notamment débattu des problèmes liés à l'immigration.

Le président de la fédération d'Ille-et-Vilaine de la Restauration nationale, M. Nicolas Portier, qui est l'un des théoriciens du mouvement monarchiste, a affirmé, notamment, que « le modèle actuel d'assimilation des immigrés s'oriente vers un échec certain parce qu'il ne répond à aucune volonté de leur développement culturel ». Selon lui, le pire danger, pour la France, serait de donner aux immigrés une identité de « Français sans passé ».

A preuve de son raisonnement, M. Portier a évoqué l'apparition « d'un néo-infolisme dans les banlieues, ces bandes organisées de jeunes qui ne sont autres que des communautés de substitution aux

autorités légales dans lesquelles les jeunes des banlieues ne se reconnaissent pas. Il faut recréer un ordre là où la masse perd son identité, à-t-il dit. Chaque communauté, algérienne, portugaise, polonaise, etc., doit se regrouper autour d'une autorité sociale avec laquelle l'Etat pourra négocier. »

Pour structurer les communautés, la Restauration nationale accepte donc la présence de mosquées dans les villes et le port du voile islamique à l'école. Le mouvement royaliste préconise aussi que les autorités reconnues des différentes communautés enseignent l'arabe ou d'autres langues aux leurs et aux immigrés de la seconde génération désireux de connaître la langue originelle de leur famille. Notamment pour contrer les risques de fondamentalisme inhérents au développement des particularismes religieux. La vitalité des cultures des immigrés « leur donnera, affirme M. Portier, une chance supplémentaire à un éventuel retour dans leur pays d'origine ». Cette thèse se situe aux antipodes des positions du Front national, dont le discours « ne peut, selon lui, que conduire à la guerre civile ». — (Interim)

Le Monde ÉDITIONS
Les échos de la mémoire
Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale
Georges Kantin et Gilles Manceron
Préface de Claude Julien

OE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT NOUVELLE COLLECTION
avec la garantie d'un grand maître tailleur
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

17, avenue Franklin-Roosevelt
LASSERRE EST OUVERT
43-53-43 - 43-53-45

CULTURE GÉNÉRALE
Les bases de votre réussite
Une méthode claire et pratique, 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale.
Documentation gratuite à : Institut Culturel Français
Sec 7174 35 rue Coudange 92303 Paris Levallois
Tél. : (1) 42.70.73.63

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois
IRELLI
Inclinable tête et pied soulagent la colonne vertébrale
CAPELOU
37 av. de la République - 93010 PARIS 13 - 01 48 50 50 50

هكذا في الأصل